



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
DE SAINTES**

---

**PROCÈS-VERBAL  
DE LA RÉUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
DU 7 JUIN 2022**

Le 7 juin 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de SAINTES, régulièrement convoqué à 18h00, s'est réuni Salle des Fêtes de Fontcouverte, sous la présidence de Monsieur Bruno DRAPRON, Président.

Étaient présents :

Monsieur Bruno DRAPRON,  
Monsieur Eric PANNAUD,  
Monsieur Francis GRELLIER,  
Madame Marie-Line CHEMINADE,  
Monsieur Frédéric ROUAN,  
Monsieur Alexandre GRENOT,  
Monsieur Fabrice BARUSSEAU  
Madame Véronique CAMBON,  
Monsieur Pierre-Henri JALLAIS,  
Monsieur Jérôme GARDELLE,  
Monsieur Jean-Luc MARCHAIS,  
Monsieur Philippe CALLAUD,  
Monsieur Pascal GILLARD,  
Monsieur Philippe DELHOUME,  
Madame Véronique ABELIN-DRAPRON,  
Madame Caroline AUDOUIN,  
Monsieur Alain MARGAT,

Monsieur Gérard PERRIN,  
Monsieur Jean-Michel ROUGER,  
Madame Aurore DESCHAMPS,  
Monsieur Eric BIGOT,  
Monsieur Gaby TOUZINAUD,  
Monsieur Joseph de MINIAC,  
Madame Agnès POTTIER,  
Monsieur Pierre TUAL (sauf pour la délibération n°2022-99),  
Monsieur Raymond MOHSEN (jusqu'à la délibération n°2022-120),  
Monsieur David MUSSEAU,  
Monsieur Bernard COMBEAU,

Madame Mireille ANDRE (sauf pour la délibération n°2022-101),  
Monsieur Jean-Marc AUDOUIN (sauf pour les délibérations n°2022-87 et n°2022-120),  
Monsieur Pierre HERVE,  
Madame Françoise LIBOUREL,

Madame Annie GRELET (à partir la délibération n°2022-97),  
Madame Anne-Sophie SERRA-DAVISSEAU (sauf délibération n°2022-119),  
Madame Claudine BRUNETEAU,  
Monsieur Cyrille BLATTES (à partir de la délibération n°2022-84),  
Monsieur Philippe ROUET,  
Madame Amanda LESPINASSE,  
Monsieur Ammar BERDAI,  
Madame Charlotte TOUSSAINT (sauf pour la délibération 2022-121),  
Monsieur Thierry BARON (à partir de la délibération n°2022-85),  
Monsieur Joël TERRIEN,  
Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE,  
Monsieur Pierre MAUDOUX,  
Monsieur Jean-Pierre ROUDIER,  
Monsieur Rémy CATROU,  
Madame Florence BETIZEAU,  
Madame Eliane TRAIN.

Mme Evelyne PARISI donne pouvoir à M. Bruno DRAPRON,  
M. Jean-Luc FOURRE donne pouvoir à M. Eric PANNAUD,  
M. Philippe CREACHCADEC donne pouvoir à M. Joël TERRIEN,  
M. Laurent DAVIET donne pouvoir à M. Ammar BERDAI,  
M. Pierre DIETZ donne pouvoir à M. Alexandre GRENOT,  
M. François EHLINGER donne pouvoir à M. Thierry BARON (à partir de la délibération n°2022-85),  
M. Jean-Philippe MACHON donne pouvoir à M. Jean-Pierre ROUDIER,  
Mme Véronique TORCHUT donne pouvoir à Mme Charlotte TOUSSAINT (sauf pour la délibération n°2022-121).

Mesdames Annie GRELET (jusqu'à la délibération n°2022-96), Anne-Sophie SERRA-DAVISSEAU (pour la délibération n°2022-119), Sylvie CHURLAUD (jusqu'à la délibération n°2022-83), Mireille ANDRE (pour la délibération n°2022-101), Véronique TORCHUT (pour la délibération n°2022-121), Charlotte TOUSSAINT

(pour la délibération n°2022-121), Dominique DEREN, Céline VIOLLET ainsi que Messieurs Bernard CHAIGNEAU, Stéphane TAILLASSON, Jacky RAGONNEAUD, Pierre Tual (pour la délibération n°2022-99), Raymond MOHSEN (à partir de la délibération n°2022-121), Jean-Marc AUDOUIN (pour les délibérations n°2022-87 et n°2022-120), Michel ROUX, Thierry BARON (jusqu'à la délibération n°2022-84), François EHLINGER (jusqu'à la délibération n°2022-84), Charles DELCROIX, Rémi CATROU et Patrick PAYET sont excusés.

Monsieur Jean-Michel ROUGER est désigné secrétaire de séance.

\*\*\*\*\*

Monsieur le Président souhaite la bienvenue aux membres pour cet avant-dernier conseil hors des murs du siège de la CDA. Il remercie Francis GRELLIER de les accueillir au sein de sa commune de Fontcouverte. Le conseil de la rentrée aura lieu au siège.

Monsieur le Président remercie Monsieur Jean-Claude DURRAT-SPRINGER, qui a participé aux débats jusqu'à récemment, et salue Aurore DESCHAMPS, la nouvelle maire de Colombiers. Il a particulièrement apprécié son discours lors de la conférence des maires, qui a bien montré son intérêt intercommunal.

Monsieur le Président a signé deux semaines auparavant le Livre blanc dans le cadre du partenariat de la valorisation du fleuve Charente avec la Présidente du Conseil Départemental. Il s'agit d'un document partenarial entre le Département et l'Agglomération, qui vise à apporter plus de cohérence autour du fleuve. Il va permettre de définir clairement une gouvernance. La réhabilitation des pontons est d'ores et déjà prévue. Des moments touristiques et culturels pourront être programmés, comme les Escapades sur le fleuve le 17 juillet. Concernant la Charente, Monsieur le Président a également rencontré ses collègues d'Angoulême, Cognac et Royan lors du mois de mai. Il a été décidé de relancer l'entente qui existait auparavant. Les problématiques de ces territoires se ressemblent, et l'idée est de travailler ensemble plutôt que d'être en concurrence, et de porter le message de la grande Saintonge jusqu'à la côte. Les premiers sujets de mobilisation concernent la mobilité et le train. D'autres suivront, comme la gestion des déchets. L'intérêt est également de se renvoyer mutuellement des touristes. Monsieur le Président dispose de la présidence pour cette année, et les quatre DGS travaillent déjà de concert.

Monsieur le Président a eu la grande joie de recevoir le Président ROUSSET pour la visite de l'entreprise Chavignac. La Région est intervenue assez fortement pour soutenir l'entreprise, qui constitue une pépite pour l'avenir. Elle va construire du matériel pour la viticulture, et développer des pompes à chaleur très haute performance qui permettront de gagner beaucoup d'énergie.

L'économie représente la première compétence de l'Agglomération, et un avenant va être signé sur le SRDEII, qui la lie à la Région. Cet avenant va permettre à l'Agglomération de mettre en place ses aides à l'investissement pour les entreprises locales. Un certain nombre de projets vont être proposés lors de ce conseil. Les entreprises ont largement adhéré aux dispositifs. Des discussions concerneront l'ESS, et la plateforme de financement participatif dédiée à l'ESS sera présentée. La CRESS reconnaît que l'Agglomération est plutôt en avance dans ce domaine.

Monsieur le Président donne lecture des pouvoirs et procède à l'appel des membres.

Monsieur Jean-Michel ROUGER est désigné Secrétaire de séance.

\*\*\*\*\*

### **Approbation du Procès-verbal du Conseil Communautaire du 5 avril 2022**

Monsieur le Président s'enquiert d'éventuelles questions concernant ce procès-verbal.

*Le Procès-verbal du Conseil Communautaire du 5 avril 2022 est approuvé à la majorité des membres.  
(Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE s'abstient)*

\*\*\*\*\*

### **UNE AGGLOMÉRATION ATTRACTIVE ET INNOVANTE**

\*\*\*\*\*

#### **ÉCONOMIE**

\*\*\*\*\*

**2022-79. Avenant n°2 à la convention entre la Région Nouvelle Aquitaine et la Communauté d'agglomération de Saintes relative à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises**

Monsieur le Président précise qu'il s'agit de la mise à jour du schéma régional. L'objet est d'éviter le vide juridique à partir du 1<sup>er</sup> juillet. Il est donc proposé d'inscrire cet avenant ce jour.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que l'aide directe aux entreprises est de la compétence de l'échelon Régional.*

*Cependant, par convention, la Région Nouvelle-Aquitaine a autorisé les intercommunalités à mettre en œuvre leur propre dispositif d'aide directe en complément du règlement d'intervention régional.*

*Le régime d'aide communautaire aux entreprises en vigueur a été adopté par l'assemblée communautaire le 12 avril 2018 et complété par des dispositifs exceptionnels dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19 par délibération du conseil communautaire du 8 juin 2021. La convention avec la Région a été signée le 09 juillet 2018 avec effet jusqu'au 01 juillet 2022.*

*Suite aux dernières élections régionales, l'exécutif régional a lancé une mise à jour de son Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SREDII) qu'elle prévoit d'adopter en séance plénière le 20 juin 2022.*

*Pour sa part, la Région envisage d'adopter son nouveau règlement d'intervention d'aide aux entreprises en décembre 2022.*

*Afin d'éviter tout vide juridique pour les interventions de la CDA au titre de aides économiques, la région nous invite à faire voter l'avenant ci-joint permettant la prolongation de la convention jusqu'au 31 décembre 2023 afin de laisser le temps à la rédaction et au vote d'une nouvelle convention.*

*Par ailleurs, au regard de la demande d'aide formulée par l'EURL « Les croisières charentaises » pour son projet d'acquisition d'un petit train électrique en vue d'assurer les visites touristiques sur la ville de Saintes dans le cadre de l'appel à projet formulé par la municipalité, la CDA de Saintes souhaite mettre en place un nouveau dispositif :*

- Une aide aux investissements matériels des entreprises du secteur touristique favorisant la transition écologique*

*Ce nouveau dispositif traduit la volonté de l'agglomération de soutenir le développement d'un tourisme plus durable préservant les atouts naturels du territoire et de s'engager dans la réduction de la consommation des énergies fossiles.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au « Développement Economique »,*

*Vu la délibération n°2016.3141 de la séance plénière du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine du 19 décembre 2016 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation,*

*Vu l'arrêté du Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du 27 décembre 2016 portant approbation du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation, de la région Nouvelle-Aquitaine,*

*Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,*

*Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,*

*Vu la délibération n°2020.2302 de la séance plénière du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine du 17 décembre 2020 adoptant le règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises, modifiée par la délibération de la séance plénière du Conseil régional n°2021.535 du 29 mars 2021,*

*Vu la délibération n°CC\_2021\_110 du Conseil communautaire du 08 juin 2021 approuvant les termes de l'avenant n°1 à la convention entre la Région Nouvelle-Aquitaine et la Communauté d'agglomération de Saintes relative à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises,*

*Considérant la proposition de la Région Nouvelle-Aquitaine de prolonger par avenant la durée de la convention entre la Région Nouvelle-Aquitaine et la Communauté d'agglomération de Saintes relative à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises signée le 09 juillet 2018,*

*Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de Saintes de prolonger la mise en œuvre des dispositifs d'aide aux entreprises en vigueur,*

*Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de Saintes de mettre en place un nouveau dispositif d'aide aux investissements matériels des entreprises du secteur touristique favorisant la transition écologique,*

*Considérant que la Région Nouvelle-Aquitaine autorise les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale qui le souhaitent à compléter les aides de la Région,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- d'approuver** les termes de l'avenant n°2 ci-joint à la convention entre la Région Nouvelle-Aquitaine et la Communauté d'agglomération de Saintes relative à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises prolongeant sa durée jusqu'au 31 décembre 2023 et intégrant le nouveau dispositif d'aide communautaire susmentionné,

**- d'autoriser** Monsieur le Président à signer ledit avenant.

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

**ADOpte** à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 51 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **2022-80. Projet Optique Simonnet - attribution d'une aide à l'immobilier d'entreprises**

Monsieur le Président explique que les délibérations à suivre porteront sur des attributions de subventions. Celle-ci concerne un magasin d'optique basé rue Alsace-Lorraine, et le projet porte sur la rénovation et la réhabilitation du bâtiment récemment acquis, permettant l'installation d'un nouveau magasin avec un matériel plus sophistiqué offrant de nouvelles prestations, une meilleure accessibilité aux personnes à mobilité réduite et de meilleures conditions de travail aux salariés. Une aide de l'Agglomération à hauteur de 48 166 euros est proposée. Il s'agit de la création d'un nouvel emploi dans cette entreprise. En l'absence de question, il soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que les gérants de la SARL OPTIQUE BOUCHET-SIMONNET exploitent, en tant que locataires, depuis de nombreuses années un magasin de vente de produits d'optique en centre-ville de Saintes. Ils ont fait part d'un projet de développement en investissant dans un nouveau lieu situé également en centre-ville.*

*En effet, le magasin actuel est devenu trop petit pour le volume d'activité, son aménagement ne permet pas de recevoir tous les publics. L'entreprise a donc décidé de déménager afin d'agrandir ses locaux et de faciliter l'accessibilité.*

*Suivant sa volonté de rester en centre-ville de Saintes, le choix de l'entreprise pour sa nouvelle implantation s'est porté sur un immeuble situé au 39 rue Alsace-Lorraine, dont elle a réalisé l'acquisition, et qui était vacant depuis plus de 2 ans.*

*Outre la création de plusieurs logements dans le bâtiment acquis, les travaux de réhabilitation et de rénovation permettront au nouveau magasin de s'installer dans la partie « commerce » du bâtiment, de proposer un matériel plus pointu et sophistiqué, de faciliter l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, et d'offrir de meilleures conditions de travail aux salariés actuels et futurs de l'entreprise.*

*Ce développement se traduira également par la création d'un emploi supplémentaire à temps complet.*

*Le montant total des travaux s'élève à 796 293 €. L'aide accordée sera assise uniquement sur les investissements liés à l'activité professionnelle, soit un montant de dépenses éligibles de 321 109 € H.T.*

*La demande est éligible à l'aide à l'immobilier d'entreprise.*

*Ainsi, le montant total de l'aide à l'immobilier d'entreprises par la Communauté d'Agglomération de Saintes à la SCI FAMILLE BOUCHET s'élève à 48 166 €, suivant un taux d'intervention de 15%.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.1511-3, L.4251-17, L.5216-5 et R. 1511-4 et suivants,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au Développement économique,*

*Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108,*

*Vu le règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L. 352/1 du 24 décembre 2013,*

*Vu la délibération n° CC\_2021\_183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à la modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,*

*Vu la délibération n° CC\_2021\_184 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à l'approbation d'un règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise,*

*Considérant la demande d'aide à l'immobilier d'entreprise en date du 28 février 2022, présentée par la SARL OPTIQUE BOUCHET-SIMONNET,*

*Considérant le projet de cette entreprise qui consiste à réhabiliter et rénover la partie commerce d'un bien immobilier sur la commune de Saintes en centre-ville, pour y développer son activité d'opticien,*

*Considérant l'impact positif du projet sur la vitalité commerciale du territoire et l'animation du centre-ville de Saintes,*

*Considérant que le projet permet la réhabilitation d'un bâtiment du centre de ville de Saintes resté vacant depuis plus de 2 ans,*

*Considérant que les travaux de rénovation entraîneront une amélioration des performances énergétiques du bâtiment existant,*

*Considérant que ces investissements d'un montant total de 796 293 € H.T. incluent des dépenses éligibles à l'aide de la Communauté d'Agglomération à hauteur de 321 109 euros € H.T. pour la réalisation de travaux de rénovation de son nouveau local d'activité,*

*Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 au compte 20421,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- d'attribuer une subvention au titre de l'aide à l'immobilier d'un montant de 48 166 € à la SCI Famille Bouchet pour financer les travaux de rénovation du nouveau local d'activité.*
- d'approuver les termes de la convention ci-jointe.*
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tous documents relatifs à la présente délibération.*

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

**ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :**

- 51 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

\*\*\*\*\*

## **2022-81. Projet Groupe CHALVIGNAC - attribution d'une aide à l'immobilier d'entreprises**

Monsieur le Président indique que la première entité qui se présente sur le site de Saintronic est SIMMONEAU, qui produit des remorques agricoles. Une cabine de peinture a été installée récemment, elle est particulièrement économe en produits toxiques. Une aide de plus de 200 000 euros a été accordée par la Région. Le coût de l'opération a été réactualisé, il s'élève à 5,5 millions, les investissements étant plus importants que prévus. L'assiette éligible demeure malgré tout de 1,9 million, avec une aide de 10%, soit 190 000 euros. Les nouveaux emplois ne seront pas au nombre de 15, mais de 45 au cours des trois prochaines années, avec une prévision totale à 65 nouveaux emplois. Avec Zoolux, le site comprendra plus de 100 nouveaux emplois. En l'absence de question, il soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que le GROUPE CHALVIGNAC a procédé à l'acquisition de 14 000 m<sup>2</sup> de l'ancien bâtiment de la société SAINTRONIC à Saintes.*

*Le Groupe a prévu la réalisation de nombreux travaux de rénovation et de réhabilitation pour pouvoir accueillir l'activité industrielle de production de remorques agricoles de la société CCM Simonneau, appartenant au Groupe.*

*Au total, l'investissement immobilier est chiffré à environ 3 M€ et va permettre de redonner vie à ce site laissé à l'abandon depuis plusieurs années. L'objectif à terme est donc de construire une usine inspirée de l'industrie 4.0 permettant d'avoir un outil de production optimisé en dégageant des gains de productivité importants.*

*Ainsi en parallèle des investissements matériels sont prévus afin :*

- d'améliorer la compétitivité de la société par la réduction des temps de production des pièces soudées avec l'intégration de robots de soudage*
- de réduire les coûts de fabrication de pièces débitées et pliées par l'acquisition d'une presse plieuse de forte capacité*
- d'améliorer la qualité des produits par la mise en place de moyens de lavage et de peinture intégrés et d'améliorer les conditions de travail en équipant chaque poste de soudure/montage de ponts roulants dédiés en supprimant le recours aux chariots élévateurs.*

*L'acquisition et la rénovation de ce bâtiment industriel va générer la création de 15 emplois permanents (CDI) sur la période 2022-2025, dont 14 sont prévus à l'atelier.*

*Par ailleurs, 36 emplois existants seront transférés sur le site de Saintes, soit au total avec les créations prévues 42 nouveaux postes basés à Saintes dès le premier exercice 2022/23.*

*Le Groupe CHALVIGNAC a prévu une augmentation significative de son activité sur les 3 prochaines années. Les équipements qui seront disponibles sur le site permettront de « relocaliser » des opérations de production actuellement sous-traitées à l'étranger (exemple : opérations de pliage des panneaux de bennes actuellement sous-traitées en Espagne).*

*L'aspect environnemental est au cœur de ce programme. L'objectif du Groupe est d'avoir un bâtiment quasiment neutre énergétiquement. L'installation d'une centrale solaire de forte capacité (150 kWc) en ombrières de parking, d'un système d'éclairage LED économe ou encore d'un système de récupération/stockage des eaux pluviales permettront au site d'être autonome en énergie, faiblement dépendant de l'alimentation en eau potable et classé en zéro rejet.*

*La demande d'aide est éligible à l'aide à l'immobilier d'entreprise.*

*Ainsi, le montant total de l'aide à l'immobilier d'entreprises par la Communauté d'Agglomération de Saintes au Groupe Chalvignac s'élève à 190 300 € soit 10 % du montant des dépenses éligibles à l'aide (1.903.000 € H.T sur 3.067.000 € HT de dépenses totales du projet immobilier).*

***Après avoir entendu le rapporteur,***

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.1511-3, L.4251-17, L.5216-5 et R. 1511-4 et suivants,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au Développement économique,*

*Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108,*

*Vu le règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L 352/1 du 24 décembre 2013,*

*Vu la délibération n° 2021-183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à la modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,*

*Vu la délibération n° 2021-184 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à l'approbation d'un règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise,*

*Considérant la demande d'aide à l'immobilier d'entreprise en date du 19 janvier 2022, présentée par le Groupe CHALVIGNAC,*

*Considérant le projet de cette entreprise qui consiste à réhabiliter, rénover et restructurer le site dit « SAINTRONIC » sur la commune de Saintes (143 cours Paul Doumer), pour y installer son activité industrielle,*

*Considérant l'impact positif du projet sur la vitalité économique et l'emploi sur le territoire,*

*Considérant que le projet permet la remise en état et en activité d'un site industriel majeur du territoire resté vacant depuis plus de 5 ans,*

*Considérant que les travaux de rénovation entraîneront une amélioration des performances énergétiques du bâtiment existant,*

*Considérant que ces investissements d'un montant total de 3 067 000 € H.T. incluent des dépenses éligibles à l'aide de la Communauté d'Agglomération à hauteur de 1 903 000 € H.T. pour la réalisation de travaux de rénovation du site industriel,*

*Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 au compte 20421,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- d'attribuer une subvention au titre de l'aide à l'immobilier d'un montant de 190 300 € au Groupe CHALVIGNAC pour financer les travaux de rénovation de son nouveau site industriel sur le territoire.*
- d'approuver les termes de la convention ci-jointe.*
- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention ci-jointe et tous documents relatifs à l'attribution et au versement de ladite subvention.*

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

**ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :**

- 51 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

\*\*\*\*\*

## **2022-82. Projet AGRISEM - attribution d'une aide à l'immobilier d'entreprises**

Monsieur le Président explique qu'il s'agit d'une entreprise agricole, dont le projet est de développer le site actuel de Saintes en démolissant un bâtiment existant et en construisant un hangar de stockage supplémentaire sur une parcelle acquise en 2021. Le permis de construire est déposé, et la remise en l'état est prévue sur deux ans. Les dépenses éligibles s'élèvent à 635 000 euros, avec une aide de 63 000 euros. Trois nouveaux emplois seront créés. En l'absence de question, il soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que l'entreprise AGRISEM exploite depuis de nombreuses années son activité de négoce agricole à Saintes. Ils ont fait part à la Communauté d'Agglomération de Saintes d'un projet de développement, en investissant dans une extension de leur site actuel à Saintes.*

*Il s'agit d'un projet de démolition d'un bâtiment existant, resté vacant depuis plus de 2 ans, et de la construction d'un local de stockage supplémentaire, sur une parcelle acquise en juin 2021 par l'entreprise. Le projet a déjà fait l'objet d'un dépôt de permis de construire le 3 mars 2022.*

*Il entraînera le recrutement d'au minimum trois collaborateurs dans les trois ans qui suivront la construction.*

Afin de compléter et finaliser le montage financier global de l'opération, AGRISEM a demandé à la Communauté d'agglomération de Saintes une aide à l'immobilier, pour rendre le projet réalisable.

Les dépenses d'investissement éligibles du projet d'AGRISEM s'élèvent à 635 688 € sur 804 552,50 € H.T de dépenses totales du projet immobilier.

Ainsi, le montant total de l'aide à l'immobilier d'entreprises de la Communauté d'Agglomération de Saintes s'élève à 63 568 € soit 10 % du montant des dépenses éligibles à l'aide.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108,

Vu le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au Journal officiel de l'Union Européenne n° L. 352/1 du 24 décembre 2013,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-3, L.4251-17, L. 5216-5 et R. 1511-4 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au « Développement économique »,

Vu la délibération n°2021-183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à la modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,

Vu la délibération n°2021-184 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à l'approbation d'un règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise,

Considérant la demande d'aide à l'immobilier d'entreprise en date du 14 mars 2022, présentée par l'entreprise AGRISEM,

Considérant le projet de cette entreprise qui consiste à acquérir, reconstruire et aménager un bâtiment d'activités sur la commune de Saintes (4 rue de la Roue), pour y accroître son activité,

Considérant l'impact positif du projet sur la vitalité économique et l'emploi sur le territoire,

Considérant que le projet permet la remise en état et en activité d'un immobilier d'entreprise resté vacant depuis plus de 2 ans,

Considérant que les travaux de rénovation entraîneront une amélioration des performances énergétiques du bâtiment existant,

Considérant que ces investissements d'un montant total de dépenses éligibles à l'aide de la Communauté d'Agglomération à hauteur de 635 688 € H.T. pour la réalisation de travaux de construction et d'aménagement du bâtiment d'activités,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 au compte 20421,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'attribuer** une subvention au titre de l'aide à l'immobilier d'un montant de 63 568 € à l'entreprise AGRISEM pour financer les travaux de construction et d'aménagement de son site d'activité sur le territoire.
- **d'approuver** les termes de la convention ci-jointe.
- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer la convention ci-jointe et tous documents relatifs à l'attribution et au versement de ladite subvention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

**ADOpte** à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 51 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*



## **2022-83. Projet SARL CLCF - BAR LE VH - attribution d'une aide à l'immobilier d'entreprises**

Monsieur le Président explique qu'il s'agit d'un bar restaurant en centre-ville, avec un projet qui comprend notamment la création de logements et l'ajout d'une salle de restauration. Le coût de l'opération est de 569 036 euros. L'aide portera uniquement sur les investissements immobiliers liés à l'activité professionnelle, dont le montant s'élève à 371 264 euros. Elle s'élèvera donc à 37 126 euros. Il est question de six emplois, dont trois salariés et trois apprentis. En l'absence de question, il soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que les gérants de la SARL CLCF exploitent depuis de nombreuses années un bar-restaurant « Le VH » en centre-ville de Saintes. Ils ont fait part d'un projet de développement en investissant dans le bâtiment qui héberge leur activité pour en accroître le volume et en améliorer les conditions d'exercice.*

*Ainsi, ils ont procédé à l'acquisition de l'intégralité de l'immeuble, situé au 4 rue Victor Hugo, et ont prévu d'y réaliser d'importants travaux de rénovation et d'aménagement.*

*Outre la création de plusieurs logements à destination des salariés de l'entreprise dans le bâtiment acquis, les travaux de réhabilitation et de rénovation permettront d'ajouter une salle de restauration, d'améliorer les performances énergétiques et phoniques du bâtiment, d'accroître la capacité d'accueil de la clientèle, et d'offrir de meilleures conditions de travail aux salariés actuels et futurs de l'entreprise.*

*Le projet entraînerait le recrutement de 6 personnes (3 salariés et 3 apprentis).*

*Une aide publique a été déjà demandée (action logement), mais elle portera uniquement sur la partie « habitat » du projet.*

*Le montant total de l'investissement par la SARL CLCF est de 215 000 euros H.T pour l'acquisition du bien immobilier, et 354 036 euros H.T pour les travaux.*

*Compte tenu du caractère mixte de l'opération (habitat et activité professionnelle), l'aide accordée sera assise uniquement sur les investissements immobiliers liés à l'activité professionnelle (donc hors habitat, et hors dépenses de mobilier), soit un montant total de dépenses éligibles de 371 264,49 € H.T.*

*Aussi, le montant total de l'aide à l'immobilier d'entreprises de la Communauté d'Agglomération de Saintes s'élève à 37 126 euros, suivant un taux d'intervention de 10%.*

***Après avoir entendu le rapporteur,***

*Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108,*

*Vu le règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L. 352/1 du 24 décembre 2013,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-3, L. 4251-17, L. 5216-5 et R. 1511-4 et suivants,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au Développement économique,*

*Vu la délibération n° CC\_2021\_183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à la modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,*

*Vu la délibération n° CC\_2021\_184 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à l'approbation d'un règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise,*

*Considérant la demande d'aide à l'immobilier d'entreprise en date du 2 mars 2022, présentée par la SARL CLCF,*

*Considérant le projet de cette entreprise qui consiste à réhabiliter et rénover la partie commerce d'un bien immobilier sur la commune de Saintes en centre-ville, pour y développer son activité de bar-restaurant,*

*Considérant l'impact positif du projet sur la vitalité commerciale du territoire et l'animation du centre-ville de Saintes,*

*Considérant que les travaux de rénovation entraîneront une amélioration des performances énergétiques et phoniques du bâtiment existant,*

*Considérant que ces investissements d'un montant total de 569 036 euros H.T incluent des dépenses éligibles à l'aide de la Communauté d'agglomération à hauteur de 371 264 euros € H.T pour la réalisation de travaux de rénovation de son nouveau local d'activité,*

*Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 au compte 20421,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'attribuer** une subvention au titre de l'aide à l'immobilier d'entreprise d'un montant de 37 126 € à la SARL CLCF - Bar le VH pour financer les travaux de rénovation de son local d'activité.
- **d'approuver** les termes de la convention ci-jointe.
- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer la convention ci-jointe ainsi que tous documents relatifs à l'attribution et au versement de ladite subvention.

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

**ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :**

- 50 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élu ne prend pas part au vote (M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom seul)

\*\*\*\*\*

#### **2022-84. SARL JACQUES Julien - Attribution d'une aide à l'immobilier d'entreprises**

Monsieur le Président précise qu'il s'agit de l'acquisition d'un terrain et de travaux de construction. L'opération s'élève à 571 232 euros, et une aide de 10% des dépenses éligibles, soit 48 183 euros, est proposée. Deux emplois nouveaux seront créés par l'entreprise.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE note que le montant global attribué de 500 000 euros est quasiment atteint à l'issue de cette délibération. Elle demande comment les autres candidats seront financés durant le restant de l'année.

Monsieur le Président rappelle qu'un premier budget de 500 000 euros avait été accordé. Les aides ne concernent pas uniquement l'immobilier d'entreprise, le secteur touristique et l'ESS sont également soutenus. Une Décision Modificative permettra de compléter le chapitre au fur et à mesure.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir à quel moment le montant global total sera connu.

Monsieur le Président répond qu'il sera connu en fin d'année. Une limite à ne pas dépasser d'un million d'euros a été fixée.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande si une prospective financière pourra être présentée.

Monsieur le Président pense que ce point était prévu en commission.

Monsieur Philippe CALLAUD confirme que ces éléments seront présentés en commission des finances. Il n'a pas à l'esprit la date de la prochaine commission.

Monsieur Pierre MAUDOUX se souvient qu'un budget de 500 000 euros dédié à l'immobilier d'entreprise avait été voté en novembre. Il a cru comprendre que ce budget était déjà dépassé.

Monsieur le Président précise qu'il est tout à fait possible de recourir à une Décision Modificative, qui permettra d'inscrire la somme exacte utilisée. Il s'agit d'une demande issue du Livre blanc. Après la période de Covid, le constat est que les entreprises émettent le souhait d'investir. L'année prochaine, il sera possible d'être plus précis dans l'écriture de l'enveloppe, qui correspondra à l'année N-1.

Monsieur Pierre MAUDOUX soutient totalement la démarche. Il rappelle qu'il s'agit d'un retour sur investissement, avec une augmentation de la CFE.

Monsieur le Président ajoute que dans chaque cas, le nombre de salariés est augmenté. Dès que l'effectif est supérieur à 11, le versement transport entre en jeu. L'Agglomération a donc intérêt à ce que les entreprises créent de l'emploi.

Monsieur Daniel DE MINAC souhaite savoir ce que devient la friche de l'ancienne pataterie.

Monsieur le Président répond qu'il ne s'agit désormais plus d'une friche. Le bâtiment est justement celui acquis par AGRISEM.

Monsieur Philippe CALLAUD rappelle que la première compétence des CDA et CDC est la compétence économique.

Monsieur le Président invite les membres à faire remonter l'existence de friches au sein de leurs communes. L'Agglomération est en effet en recherche de bâtiments.

Monsieur Gérard PERRIN note que la plupart des entreprises vont recevoir une aide de 10%, hormis la première qui a obtenu 15%.

Monsieur le Président précise que les critères ont été établis par les services. Il existe un règlement très précis. Dans ce cas, le bâtiment comprend de nombreuses améliorations énergétiques. L'assiette éligible ne concerne pas la totalité, et les services proposent un pourcentage d'aide cohérent. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que la SARL ENTREPRISE JACQUES est installée sur la commune de Fontcouverte, au sein d'une zone résidentielle (garage de l'habitation principale).*

*Le gérant de l'entreprise, M. Julien JACQUES a pour projet le développement de son activité, en investissant dans l'acquisition d'un terrain, et des travaux de construction d'un bâtiment d'activité artisanale.*

*Les investissements (acquisition du terrain + travaux de construction) seront portés par la SCI JM IMMO PRO dont Monsieur JACQUES est le gérant et principal détenteur des parts.*

*L'entreprise compte actuellement 7 salariés. Le projet permettra la création d'un poste de plombier en CDI à temps complet, d'un poste de secrétariat à temps partiel et de 2 apprentis.*

*Il facilitera une gestion plus efficace des déchets et procurera une amélioration des conditions de travail des salariés.*

*Sur le volet transition écologique, le projet prévoit l'installation de bornes électriques afin de basculer la flotte de véhicules professionnels de l'entreprise en tout électrique.*

*Afin de compléter et finaliser le montage financier global de l'opération, la SCI JM IMMO PRO a demandé à la Communauté d'agglomération de Saintes une aide à l'immobilier.*

*Le montant du projet d'investissement s'élève à 571 232,41 €.*

*Les dépenses d'investissement éligibles du projet se montent à 481 832,41 €.*

*Ainsi, le montant total de l'aide à l'immobilier d'entreprises de la Communauté d'Agglomération de Saintes s'élève à 48 183 €, soit un taux d'intervention de 10% des dépenses éligibles.*

***Après avoir entendu le rapporteur,***

*Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108,*

*Vu le règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au Journal officiel de l'Union Européenne n° L. 352/1 du 24 décembre 2013,*

*Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-3, L. 4251-17, L. 5216-5 et R. 1511-4 et suivants,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au Développement économique,*

*Vu la délibération n° CC\_2021\_183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à la modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,*

*Vu la délibération n°CC\_2021\_184 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à l'approbation d'un règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise,*

*Considérant la demande d'aide à l'immobilier d'entreprise en date du 11 avril 2022, présentée par l'entreprise SCI JM IMMO PRO,*

*Considérant le projet de cette entreprise qui consiste à acquérir un terrain et à y construire un bâtiment d'activités sur la commune de Fontcouverte sur la ZA La Sauzaie, pour y installer et accroître son activité,*

*Considérant l'impact positif du projet sur l'emploi sur le territoire,*

*Considérant que les travaux de construction entraîneront un investissement lié à la transition énergétique des véhicules professionnels de l'entreprise par l'installation de bornes de chargement électrique,*

*Considérant que ces investissements d'un montant total de dépenses éligibles à l'aide de la Communauté d'Agglomération à hauteur de 481 832,41 € H.T. pour la réalisation de travaux de construction et d'aménagement du bâtiment d'activités,*

*Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022 au compte 20421,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- d'attribuer une subvention au titre de l'aide à l'immobilier d'un montant de 48 183 € à la SCI JM IMMO PRO pour financer l'acquisition foncière et les travaux de construction de son nouveau site d'activité sur le territoire.*
- d'approuver les termes de la convention ci-jointe.*
- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention ci-jointe ainsi que tous documents relatifs à l'attribution et au versement de ladite subvention.*

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

*ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :*

- 52 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

\*\*\*\*\*

#### **2022-85. Qualisen - Attribution d'une aide à l'immobilier d'entreprise**

Monsieur le Président indique que l'aide représente 5% des dépenses. Le montant des dépenses éligibles s'élève à 309 500 euros, soit 15 475 euros d'aide. Cette aide est essentiellement apportée pour de la création d'emplois, puisqu'il est question de trois nouveaux emplois.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER note qu'au total, un certain nombre d'emplois doivent être créés. Il souhaite savoir si une vérification de la création et du maintien de ces emplois aura lieu.

Monsieur le Président explique que les aides sont liées aux engagements. Si l'entreprise ne tient pas ses engagements, elle perdra l'aide et sera tenue de la rembourser. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que le Groupe QUALISEN propose des services de conseil, d'accompagnement et de labellisation en matière de RSE (responsabilité sociale des entreprises), de qualité, d'hygiène et sécurité. Il est installé sur la commune de Saintes.*

*Le gérant de l'entreprise, M. Samuel FERNAL, a fait part à la Communauté d'Agglomération de Saintes d'un projet de développement de son activité, en investissant dans l'acquisition d'un bâtiment, et dans la réalisation de travaux de rénovation.*

*Le groupe QUALISEN compte actuellement 1 salarié à temps plein et 2 salariés en alternance. Le projet (acquisition + travaux de rénovation) entraînerait le recrutement de 3 personnes à temps plein dans les 2 prochaines années.*

*Les investissements seront portés par la SCI MARGOT dont Monsieur FERNAL est le gérant et principal détenteur des parts.*

*Afin de compléter et finaliser le montage financier global de l'opération, la SCI MARGOT a demandé à la Communauté d'agglomération de Saintes une aide à l'immobilier.*

*Le montant total du projet d'investissement s'élève à 309 500 €.*

*Les dépenses d'investissement éligibles du projet se montent à 309 500 €.*

*Ainsi, le montant total de l'aide à l'immobilier d'entreprises de la Communauté d'Agglomération de Saintes s'élève à 15 475 €, soit un taux d'intervention de 5 % des dépenses éligibles.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108,*

*Vu le règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au Journal officiel de l'Union Européenne n° L. 352/1 du 24 décembre 2013,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.1511-3, L.4251-17, L.5216-5 et R. 1511-4 et suivants,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au Développement économique,*

*Vu la délibération n° CC\_2021\_183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à la modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,*

*Vu la délibération n° CC\_2021\_184 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à l'approbation d'un règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise,*

*Considérant la demande d'aide à l'immobilier d'entreprise en date du 14 mars 2022, présentée par l'entreprise SCI MARGOT,*

*Considérant le projet de cette entreprise qui consiste à acquérir un bâtiment situé au 12 rue Berthonnière à Saintes, et à y réaliser des travaux de rénovation pour accroître son activité,*

*Considérant l'impact positif du projet sur l'emploi sur le territoire,*

*Considérant que les travaux de rénovation entraîneront une amélioration des performances énergétiques du bâtiment acquis,*

*Considérant que ces investissements d'un montant total de dépenses éligibles à l'aide de la Communauté d'Agglomération à hauteur de 309 500 € H.T. pour l'acquisition immobilière et la réalisation de travaux de rénovation du bâtiment,*

*Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022 au compte 20421,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- d'attribuer une subvention au titre de l'aide à l'immobilier d'un montant de 15 475 € à la SCI MARGOT pour financer l'acquisition immobilière et les travaux de rénovation de son bâtiment d'activité sur le territoire.*
- d'approuver les termes de la convention ci-jointe.*
- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention ci-jointe ainsi que tous documents relatifs à l'attribution et au versement de ladite subvention.*

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

**ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :**

- 54 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

\*\*\*\*\*

**2022-86. Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) - Autorisation de signer la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2022**

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS explique qu'il est proposé de soutenir l'ADIE à hauteur de 8 000 euros. Il s'agit d'un acteur très ancien du monde de l'ESS, qui intervient depuis longtemps sur le territoire. Il a vocation à aider des porteurs de projets ayant des micro-projets et étant pour la plupart exclus du secteur bancaire traditionnel. L'an dernier, l'ADIE a suivi soixante-dix personnes, essentiellement originaires de Saintes. Parmi elles, près d'une trentaine ont bénéficié d'un soutien financier afin de mener à bien leur projet.

Monsieur le Président ajoute que l'ADIE avait également reçu 8 000 euros en 2021. En l'absence de question, il soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que dans le cadre de sa compétence « développement économique » et du règlement d'intervention contractualisé avec la Région Nouvelle Aquitaine, la CDA de Saintes participe au financement de structures d'aides à la création d'entreprise.*

*L'ADIE s'adresse principalement aux porteurs d'un projet de création d'entreprise ou de leur propre emploi qui n'ont pas accès au crédit bancaire : demandeurs d'emploi, allocataires de minima sociaux, « travailleurs pauvres », personnes en recherche d'accès ou de maintien de l'emploi.*

*La principale mission de l'ADIE est de favoriser la création d'entreprises et l'entrepreneuriat des publics les plus éloignés de l'emploi avec le microcrédit accompagné.*

*L'ADIE dispose d'une antenne à Saintes basée à la Cité Entrepreneuriale animée par une personne à temps plein aidée d'une équipe de bénévoles.*

*En 2022, l'ADIE :*

- *Assurera des permanences hebdomadaires à la Cité entrepreneuriale de Saintes,*
- *Organisera des ateliers d'informations collectives en présentiel ou en visioconférence, des rencontres et des temps d'animation communs en partenariat avec les acteurs locaux : La Mission Locale, le Pôle Emploi, les chambres consulaires, Coworketc, CIDFF, Espace Gestion,*
- *Participera à l'action de sensibilisation à l'entrepreneuriat portée par la Mission locale, au niveau du quartier Bellevue-Boiffiers : action dénommée "Café des envies" qui sera organisée chaque mois,*
- *Délocalisera des temps de travail internes au sein des quartiers,*
- *Organisera des informations ou des ateliers thématiques permettant la mise en réseau des créateurs locaux,*

*La présente délibération a pour objet la signature d'une convention déterminant les modalités de versement de la subvention de 8 000 € attribuée à l'association lors du vote du Budget primitif du Budget principal par le Conseil Communautaire lors de sa séance du 05 avril 2022.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au Développement Economique,*

*Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,*

*Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,*

*Vu la convention pour le SRDEII signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine,*

*Vu la délibération n°CC\_2022\_39 du Conseil Communautaire en date du 05 avril 2022 portant vote du budget primitif du Budget Principal 2022 et notamment l'annexe des subventions versées dans le cadre du vote du budget (chapitre 65, article 6574),*

*Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de Saintes de soutenir les structures d'aides à la création d'entreprise,*

*Considérant la demande de subvention adressée par l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) pour l'année 2022,*

*Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :*

*1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;*

*2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;*

*3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».*

***Il est proposé au Conseil Communautaire :***

***- d'approuver les termes de la convention d'objectifs et de moyens pour 2022 ci-jointe entre l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique et la Communauté d'Agglomération de Saintes.***

***- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant en charge de l'Economie Sociale et Solidaire, de l'Economie Circulaire et des Chantiers d'Insertion à signer ladite convention et tous documents afférents.***

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

***ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :***

- 54 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

\*\*\*\*\*

**2022-87. Association Pôle Innovation de Saintes - Attribution d'une subvention pour l'année 2022 et autorisation de signer la convention associée**

Monsieur Philippe CALLAUD observe que le cadre est pleinement celui la compétence économique, avec une aide allouée aux entreprises. Le Pôle Innovation a pour objectif de favoriser l'émergence et le développement d'activités économiques innovantes, contribuant à la création d'entreprises et d'emplois sur le territoire. Ses principales missions sont l'hébergement, l'accompagnement des porteurs de projets, le développement et la promotion locale des savoir-faire et le développement de l'attractivité du territoire. Depuis trois ans, 27 porteurs de projets et start-ups ont été accompagnés, pour un total de 33 personnes en activité. L'équipe est composée de trois salariés et une apprentie. La proposition de subvention s'élève à 220 000 euros, soit le même montant que la subvention 2021.

Monsieur le Président précise qu'un deuxième Akathon aura lieu cette année. Il s'agit d'une compétition sur 48 heures, lors de laquelle les start-ups doivent monter un projet. En l'absence de question, il soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que l'association du Pôle Innovation de Saintes créée en 2018 a pour vocation principale de favoriser l'émergence et le développement d'activités économiques innovantes afin de contribuer à la création de valeur ajoutée sur le bassin d'activités et d'emplois saintais.*

*Les principales missions de l'Association du Pôle Innovation de Saintes sont d'héberger et d'accompagner les porteurs de projets innovants en activité de recherche-développement, de développer et promouvoir le savoir-faire présent localement à travers la mise en place d'évènements (ex Hackathon en 2021), de réunir les acteurs compétents et dynamiques en matière d'innovation et de participer à l'attractivité du territoire.*

*En 3 ans, le Pôle Innovation a accompagné 27 porteurs de projet et start-ups.*

*Il accueille actuellement 9 start-ups et 6 porteurs de projets en incubation pour un total de 33 personnes en activité. Il s'appuie sur une équipe de 3 salariés et une apprentie.*

*L'association a sollicité auprès de la Communauté d'Agglomération de Saintes une subvention de fonctionnement d'un montant de 220 000 € au titre de l'année 2022.*

*Dans le cadre de la compétence développement économique de la CDA, il est proposé de soutenir l'association du Pôle Innovation de Saintes en lui attribuant une subvention d'un montant de 220 000 € pour l'année 2022. Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure la convention ci-jointe.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au « Développement Economique »,*

*Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,*

*Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,*

*Vu la délibération n°2018-147 du Conseil Communautaire en date du 28 juin 2018, transmise au contrôle de légalité le 4 juillet 2018, portant adhésion de la CDA de Saintes à l'Association du Pôle Innovation de Saintes,*

*Vu la délibération n°CC\_2022\_39 du Conseil Communautaire en date du 05 avril 2022 portant vote du budget primitif du Budget Principal 2022,*

*Vu les statuts de l'association du Pôle Innovation de Saintes,*

*Considérant l'objet social de l'association dont la vocation est de favoriser l'émergence et le développement d'activités économiques innovantes et de créer ainsi de la valeur ajoutée sur le bassin d'activité et d'emplois saintais,*

*Considérant que l'Association du Pôle Innovation ambitionne de devenir une structure de premier plan en matière d'innovation intégrant les acteurs locaux ainsi que de « jeunes pousses » nécessitant d'être accompagnés,*

*Considérant que les principales missions de l'Association du Pôle Innovation de Saintes sont d'héberger et d'accompagner les porteurs de projets innovants, en activité de recherche-développement, de développer et promouvoir le savoir-faire présent localement à travers la mise en place d'événements, de réunir les acteurs compétents et dynamiques en matière d'innovation et de participer à l'attractivité du territoire,*

*Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de Saintes de participer aux travaux de l'Association du Pôle Innovation de Saintes compte tenu de la nécessaire mutation du territoire vers les domaines du numérique et de l'innovation,*

*Considérant les retombées économiques de ces activités et de leur développement pour le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes,*

*Considérant les moyens nécessaires à la réalisation de la mission de l'Association du Pôle Innovation de Saintes, notamment l'équipement du site, le paiement de loyers, les charges de personnel, l'organisation d'événements et de manifestations, la mise en place d'un appel à projet, les frais de communication, et les besoins de financement en découlant,*

*Considérant la demande de subvention du Pôle Innovation de Saintes au titre du budget 2022 en date du 05 janvier 2022,*



*Considérant le dispositif communautaire complémentaire issu de l'orientation n°4 « Accélérer le développement des territoires par l'innovation » et prévu au sein de la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises qui prévoit de soutenir la création de Pôles Innovation,*

*Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2022 au compte 6574,*

*Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :*

*1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;*

*2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;*

*3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».*

***Il est proposé au Conseil Communautaire :***

***- d'attribuer une subvention de fonctionnement d'un montant de 220 000 € à l'Association du Pôle Innovation de Saintes pour l'année 2022.***

***- d'approuver les termes de la convention de soutien au développement économique et aux entreprises ci-jointe.***

***- d'autoriser Monsieur Philippe CALLAUD, Vice-Président en charges des finances, à signer la convention ci-jointe et tous autres documents liés à l'attribution et au versement de ladite subvention.***

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

*ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :*

- 48 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 5 élus ne prennent pas part au vote (M. Francis GRELLIER, M. Pierre Henri JALLAIS, M. Jérôme GARDELLE, M. Frédéric ROUAN et M. Bruno DRAPRON en son nom seul)*

\*\*\*\*\*

#### **2022-88. Modification du règlement de l'appel à projets Economie Sociale et Solidaire (ESS) 2022 concernant le montant de la dotation affectée**

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS explique qu'une série de délibérations seront en lien avec des financements obtenus auprès de la COOP Atlantique. Un certain nombre d'éléments s'en sont trouvés modifiés, à commencer par le règlement de l'appel à projets. Dans le cadre du PSE de la COOP Atlantique, l'existence d'un fonds de revitalisation a été constatée, dans lequel environ 60 000 euros étaient fléchés sur des projets en lien avec l'ESS. Des négociations ont eu lieu afin de déterminer comment ces financements dédiés à l'ESS sur le territoire pouvaient entrer dans le cadre des différents dispositifs. La première proposition effectuée est de retirer 10 000 euros de la CDA de l'enveloppe de 35 000 euros dédiée à l'appel à projets, et de les remplacer par 10 000 euros provenant de la COOP Atlantique. Sur cette enveloppe de 35 000 euros, 33 000 sont dédiés aux projets en direct par le jury, tandis que 2 000 sont attribués par le biais du Coup de cœur citoyen. La RH de la COOP Atlantique est indirectement intégrée dans le jury, elle accompagnera les décisions concernant les lauréats 2022.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE comprend qu'il est intéressant de bénéficier de 10 000 euros supplémentaires et de les réinjecter ailleurs. Elle en déduit que la COOP Atlantique sera décisionnaire quant à l'attribution des projets.

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS répond qu'elle aura un regard sur l'ensemble des projets, mais suivra les choix des membres du jury. Une seule personne fera partie du jury, et les décisions sont prises de manière consensuelle. Leur état d'esprit est d'accompagner dans le repérage et la détection de projets viables à long terme et intéressants pour le territoire.

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que le Conseil communautaire a décidé de lancer en 2022 un nouvel appel à projets en faveur des acteurs, entreprises, associations et organismes, qui s'investissent dans l'économie sociale et solidaire, avec, comme en 2021, un « coup de cœur citoyen » bonifiant le projet reconnu le plus intéressant par le public.*

*La somme de 35.000€ a été accordée à cet appel à projets soit un montant de 33.000€ de subvention de base en faveur des différents lauréats, à laquelle s'ajoute 2.000€ pour celui qui gagnera le prix « coup de cœur citoyen ».*

*Des négociations entamées en début d'année avec la CRESS (Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire) et le Président de la CDA de Saintes ainsi que son Vice-président en charge de l'ESS, ont permis d'obtenir de la société BPI GROUP, gestionnaire du fonds de revitalisation de la COOP Atlantique, une somme de 10.000 € à attribuer aux candidats de l'appel à projets de la CDA de Saintes qui seraient lauréats.*

*L'économie générée par cet apport serait réaffectée par la CDA de Saintes à une plateforme de financement participatif à créer par ADEFIP, association gérant ce type de financement dit « crowdfunding », qui récolterait dans une logique d'effet de levier, tant les 10.000€ de la CDA que 10.000€ supplémentaires de la COOP et 10.000€ potentiellement obtenu du financement citoyen de la plateforme.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-1, L. 1511-2 et L. 4251-17,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique,*

*Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,*

*Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018, transmise au contrôle de légalité le 23 avril 2018, relative à l'autorisation de signer la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,*

*Vu la convention signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et la Région Nouvelle Aquitaine,*

*Vu la délibération n°CC\_2022\_61 du Conseil Communautaire de la CDA de Saintes du 5 avril 2022 approuvant le règlement de l'appel à projets Economie Sociale et Solidaire (ESS) 2022 et du prix « Coup de cœur citoyen » affectant la somme de 33.000 € maximum à laquelle s'ajoute 2.000 € au titre du prix « Coup de cœur citoyen »,*

*Vu le règlement de l'appel à projets ESS 2022 adopté par la délibération susvisée n°CC\_2022\_61,*

*Considérant la décision de la COOP Atlantique d'affecter, dans le cadre de son PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi), une somme de 10.000 € issue de son fonds de revitalisation du territoire, géré par la société BPI GROUP, au profit de porteurs de projets de l'économie sociale et solidaire,*

*Considérant que la COOP Atlantique souhaite que ces porteurs de projets puissent être, dans une logique de simplicité et de synergie, ceux qui postuleront à l'appel à projets ESS de la CDA de Saintes,*

*Considérant que la COOP Atlantique a décidé par ailleurs, avec la même ressource financière, à savoir son fonds de revitalisation du territoire, d'affecter une seconde somme de 10.000€ à la constitution d'une plateforme de financement participatif avec l'association ADEFIP, gestionnaire de la plateforme de « crowdfunding » intitulée « jadopteunprojet.com », sous réserve que la CDA de Saintes abonde à la même hauteur ledit fonds de financement participatif,*

*Considérant que la CDA de Saintes a la capacité réglementaire à cet effet d'aider à hauteur de 10.000€ les projets qui pourraient être éligibles à la plateforme de financement participatif ADEFIP spécifique au*

projet COOP - BPI GROUP, et ce grâce à son « aide à la création et au développement des entreprises de l'ESS » inscrite dans le cadre du SRDEII visé ci-dessus,

Considérant que la CDA de Saintes peut, en conséquence, diminuer de 10.000 € la somme affectée à son appel à projets ESS sans obérer la capacité de candidats à obtenir collectivement jusqu'à 33.000€ de subvention,

Considérant que le règlement de l'appel à projets nécessite en conséquence un ajustement destiné à diminuer de 10.000 € le montant affecté audit appel à projets,

Considérant qu'en rapport avec le montant revu à 23.000€, il est préférable que la somme maximum pour un porteur de projet soit ramenée à 15.000 € au lieu de 20.000 €.

Considérant les crédits nécessaires inscrits au budget principal 2022, nature 6574, chapitre 65,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **de modifier** les deux premiers alinéas de l'article 6 - **Dotation financière et modalités de versement** du règlement de l'appel à projets ESS 2022 de la CDA de Saintes approuvé par délibération susvisée du Conseil communautaire n°CC\_2022\_61 par les alinéas suivants (les termes changés étant soulignés) :

**« Le présent appel à projets est doté de 23 000 €.**

**L'aide, dans la limite de 15 000 € par projet, représente 50% maximum des dépenses éligibles recensées à l'article 4.3 du présent règlement. (...) »**

- **d'approuver**, en conséquence, à compter du rendu exécutoire de la présente délibération, les termes du nouveau règlement de l'appel à projets ESS 2022 modifié tel qu'il figure en annexe, le règlement du prix « Coup de cœur citoyen » joint restant inchangé.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), de l'Economie Circulaire et des Chantiers d'Insertion, à signer tout courrier et document afférent à la mise en œuvre de ces règlements, à l'exception des décisions d'attribution des subventions aux lauréats et des conventions en découlant qui seront prises ultérieurement par l'autorité ou l'organe compétent au sein de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

**ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :**

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2022-89. Subvention à l'association Action pour le Développement Economique par la Finance Participative (ADEFIP) pour la création d'une plateforme de financement participatif mobilisant le fonds de revitalisation de la COOP Atlantique et autorisation de signer la convention associée**

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS explique que depuis quelque temps, l'idée est d'intégrer les citoyens autour de plateformes de financement, et de les inviter à s'investir dans les projets concernant le territoire. L'ADEFIP va créer le support juridique en ce sens. Pour 1 euro levé auprès des citoyens, la CDA s'engagera à lever 1 euro supplémentaire, de même que la COOP. Ainsi, lorsqu'un projet atteindra 2 000 euros en abondement citoyen, la COOP et la CDA suivront également à hauteur de 2 000 euros chacune. Il s'agit d'une nouvelle manière de financer les projets, qui fonctionne très bien sur certains territoires. L'occasion se présente pour l'Agglomération d'y recourir. Cinq projets particuliers, vecteurs d'emploi et de développement sur le territoire, vont être détectés. Ces cinq projets seront soumis à la plateforme. L'abondement des citoyens déclenchera le financement de l'Agglomération et de la COOP. La différence avec l'appel à projets est que celui-ci a lieu chaque année, au même moment, sur des sommes parfois aléatoires. Avec la plateforme, les financements pourront s'effectuer au fil de l'eau. Pour certains projets, il était assez contraignant de passer en jury en septembre ou octobre et d'obtenir les financements en décembre ou janvier. L'enveloppe globale dédiée à l'ESS dans le cadre du fonds de revitalisation n'a pas encore été atteinte. Si l'ensemble des sommes ne sont pas dépensées, le souhait est de négocier une année supplémentaire avec la COOP Atlantique afin de pouvoir renouveler l'expérience, et éventuellement soumettre ce type de plateforme à d'autres structures du territoire.

Dès lors qu'un projet est mis en ligne, il a vocation à y rester un ou deux mois, mais guère plus.

Monsieur Pierre MAUDOUX est favorable à l'idée d'impliquer la CDA et la COOP Atlantique. Il demande s'il s'agit d'un bon signe concernant la vitalité de la COOP Atlantique.

Monsieur le Président explique que le fonds de revitalisation fait suite aux difficultés rencontrées par la COOP Atlantique. Un travail conséquent a été mené, avec la reconstruction du business plan et la vente d'une partie des locaux. Actuellement, la COOP Atlantique fonctionne et ne montre pas de signaux d'alerte. Les difficultés les plus importantes semblent passées.

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS ajoute que le postulat de départ est celui du départ d'un certain nombre de salariés de la COOP Atlantique. Celle-ci a rapidement adhéré, dans la mesure où il s'agissait bien de salariés et de projets du territoire, non délocalisables.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur précise que la COOP Atlantique a engagé un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) à la suite de la suppression de plus de 80 emplois dans ses entrepôts à Saintes en 2020 auxquels s'ajoutaient près de 60 emplois dans son site de Condat-sur-Vienne.*

*Dans le cadre de ce PSE, la COOP Atlantique a créé un fonds de revitalisation destiné à soutenir la création d'activités et d'emplois dans le bassin d'emploi de Saintes, confié à la société BPI GROUP dont l'objet est l'accompagnement dans la transition professionnelle vers l'emploi et l'aide à la création d'entreprise.*

*Deux mesures ont été choisies par la COOP Atlantique, en partenariat avec BPI GROUP et la CRESS, lors des réunions de son comité d'engagement auxquelles ont participé en début d'année le Président de la CDA de Saintes et son Vice-président en charge de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) ainsi que l'association ADEFIP.*

*Ces mesures mobilisent deux fois 10.000 € du fonds de revitalisation de la COOP Atlantique et sont les suivantes :*

- *L'abondement à hauteur de 10.000 € d'un fonds de financement participatif dont la gestion sera confiée à ADEFIP, gestionnaire de la plateforme de financement participatif jadopteunprojet.com, conditionné à l'apport d'une somme identique de la CDA de Saintes,*
- *L'affectation de 10.000 € aux projets ESS issus de l'appel à projets ESS lancé par la CDA de Saintes cette année, permettant à la CDA de Saintes de diminuer d'autant sa participation financière à cet appel à projets ESS 2022 (objet d'un rapport distinct du même Conseil communautaire).*

*Il est précisé que l'apport de la CDA de Saintes cité pour la première mesure, le fonds de financement participatif, se fera individuellement pour chaque dossier de financement examiné par le moyen de son aide à la création et au développement des entreprises de l'économie sociale et solidaire jusqu'à une hauteur maximum pour cette opération de 10.000 €.*

*Le schéma de principe élaboré prévoit que la CDA interviendra à hauteur de 2.000€ maximum par projet pour 5 candidats, lesquels, selon le principe du financement participatif, doivent s'efforcer d'obtenir un engagement de financement citoyen à une hauteur minimum donnée (2.000€ par exemple). La logique est donc un effet de levier pour chaque projet sur la base suivante : 2.000€ citoyen + 2.000€ de la COOP + 2.000€ de la CDA soit 6.000€ de financement pour le porteur du projet.*

*Pour créer et gérer la plateforme de financement participatif qui servira d'outil support de l'appel au financement citoyen, ADEFIP sollicite une subvention de fonctionnement de 2.100 € dont une partie de 1.000 € est mise à la charge de la CDA et le reste pris en charge par la COOP Atlantique avec son fonds de revitalisation (ou la CRESS).*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-1, L. 1511-2 et L. 4251-17,*

*Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique,*

*Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional " Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,*

*Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018, transmise au contrôle de légalité le 23 avril 2018, relative à l'autorisation de signer la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,*

*Vu la convention signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine,*

*Considérant la volonté de la COOP Atlantique de consacrer, dans le cadre d'un fonds de revitalisation du territoire, issu de son Plan de Sauvegarde de l'Emploi, une somme de 10.000€ en abondement d'une plateforme de financement participatif visant à financer des projets issus des structures de l'économie sociale et solidaire,*

*Considérant que la condition fixée à cet apport est la mobilisation d'une somme équivalente par la CDA de Saintes au profit des porteurs de projets candidats à un financement participatif,*

*Considérant qu'à cet effet la CDA de Saintes peut mobiliser, pour les bénéficiaires de la plateforme de financement concernée, le dispositif prévu dans le cadre de la convention SRDEII susvisée de son aide à la création et au développement des entreprises de l'ESS,*

*Considérant que le principe du financement participatif est le recours à des fonds citoyens pour collecter des financements et que, grâce à l'opération proposée par la COOP Atlantique et la CDA de Saintes, un effet de levier puissant est offert aux projets du territoire : 10.000€ de collecte des citoyens + 10.000 € d'abondement de la COOP + 10.000 € de complément de la CDA de Saintes soit 30.000€,*

*Considérant l'activité d'ADEFIP, association gestionnaire d'une plateforme de financement participatif appelée [jadopteunprojet.com](http://jadopteunprojet.com) implantée dans la Région Nouvelle Aquitaine et sa capacité à créer sur son site web un outil de plateforme dédié à l'opération COOP Atlantique et CDA de Saintes dans le cadre de ce projet,*

*Considérant qu'ADEFIP sollicite une subvention de 2.100 € aux deux partenaires de la plateforme pour sa création et le suivi de son fonctionnement dont 1.000 € à la charge de la CDA de Saintes,*

*Considérant que, dans le cadre de la convention SRDEII susvisée, la CDA de Saintes peut mobiliser à cet effet son aide aux actions collectives dont l'objet est le soutien des organismes, plateformes d'initiatives locales ou associations, finançant la création ou le développement des entreprises,*

*Considérant les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2022 au compte 6574,*

*Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :*

*1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;*

*2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;*

*3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- d'approuver** l'octroi à ADEFIP (Action pour le Développement Economique par la Finance Participative) d'une subvention de fonctionnement de 1.000 € pour permettre à cette association de créer et gérer une plateforme de financement participatif mobilisant le fonds de revitalisation de la COOP Atlantique et l'aide de la CDA de Saintes aux actions collectives finançant la création ou le développement des entreprises.

**- d'approuver** les termes de la convention ci-jointe à signer avec ADEFIP pour la mise en œuvre de cette opération.

*- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'Economie Sociale et Solidaire, de l'Economie Circulaire et des Chantiers d'Insertion, à signer ladite convention avec le Président d'ADEFIP et tous autres documents liés au versement de ladite subvention.*

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

*ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :*

- 54 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

\*\*\*\*\*

**2022-90. Association France Active Nouvelle Aquitaine : autorisation de signer la convention d'objectifs et de moyens pour la subvention de fonctionnement 2022**

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS indique que France Active est également un organisme qui fait référence dans le monde de l'ESS depuis longtemps. Il intervient sur un certain nombre de champs, liés essentiellement au financement, aux garanties ainsi qu'au cautionnement pour les projets. La proposition est d'apporter un soutien à hauteur de 4 000 euros. Le rôle de l'association est d'aller chercher des porteurs de projet qui en sont au tout début de leur idée. Elle dispose d'un incubateur dédié à l'ESS, qui fonctionne bien. Il s'agit d'une manière d'aller chercher de nouveaux projets, qui n'auraient sans doute pas vu le jour autrement.

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que France Active Nouvelle Aquitaine est une association nationale de soutien à la création et au développement d'entreprises engagées représentée dans notre Région à Bordeaux et disposant d'une agence à Poitiers avec une équipe de 6 personnes.*

*France Active Nouvelle Aquitaine est soutenue financièrement par l'Etat et les collectivités territoriales, au premier rang desquelles la Région Nouvelle Aquitaine. En 2021, le Conseil communautaire a décidé de soutenir, comme d'autres EPCI de la Région, l'association France Active afin de dynamiser son action et, en conséquence, la vitalité des entrepreneurs sur le territoire de la CDA de Saintes.*

*Une subvention de 4 000€ lui a été accordée pour lui permettre de développer localement ses outils de finance solidaire que sont POP INCUB, POP DEPART et POP Fabrique.*

*France Active intervient auprès de la CDA de Saintes sur le volet ESS en s'impliquant notamment dans les RICL'ESS (Réunion d'Informations Collectives Locales sur l'ESS), les ESS'presso (rencontres d'affaires en format speed dating) et en participant au jury des appels à projets ESS.*

*France Active est également engagée avec son partenaire ATIS (Association Territoires et Innovation Sociale) et en partenariat avec la CDA de Saintes dans une démarche de qualification des besoins autour de la thématique « accès à une alimentation saine et de qualité dans les territoires ruraux » pouvant permettre d'identifier une ou plusieurs opportunités de projets à développer, et ce en lien avec le PAT (Projet Alimentaire Territorial). Cette action, engagée dans le cadre de la convention 2021 CDA-France Active, sera poursuivie en 2022.*

*France Active a donc adressé, le 7 janvier 2022, une nouvelle demande de subvention auprès de la CDA d'un montant de 5 000 €.*

*Lors du vote du Budget primitif du Budget Principal le 5 avril 2022, le Conseil Communautaire via la maquette budgétaire a accordé 4 000 € de subvention à France Active.*

*Il convient d'autoriser la signature de la convention déterminant les modalités de versement de cette subvention.*

*Après avoir entendu le rapporteur,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique,*

*Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional " Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,*

*Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,*

*Vu la convention pour le SRDEII (Schéma de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation) signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine,*

*Vu la délibération n°CC\_2022\_39 du Conseil communautaire en date du 5 avril 2022 portant vote du budget primitif du Budget Principal 2022,*

*Considérant que France Active Nouvelle Aquitaine a sollicité le 7 janvier 2022 une subvention de fonctionnement pour son activité sur le territoire de la Communauté de Saintes,*

*Considérant le rôle joué sur le territoire de la CDA de Saintes par l'association France Active Nouvelle Aquitaine pour apporter des réponses de proximité aux porteurs de projets de création d'activités, d'entreprises et d'emplois prioritairement orientés en direction de l'économie sociale et solidaire,*

*Considérant en particulier que 2 porteurs de projet viennent récemment d'entamer un parcours d'accompagnement à la création POP INCUB,*

*Considérant également à titre d'illustration la démarche engagée dans le cadre de la convention 2021, poursuivie en 2022, portant sur la qualification des besoins autour de la thématique « accès à une alimentation saine et de qualité dans les territoires ruraux » pouvant permettre d'identifier une ou plusieurs opportunités de projets à développer sur le territoire de la CDA de Saintes,*

*Considérant les crédits inscrits au budget principal 2022, nature 6574, chapitre 65,*

*Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :*

*1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;*

*2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;*

*3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».*

***Il est proposé au Conseil Communautaire :***

***- d'approuver les termes de la convention ci-jointe fixant les modalités de versement de la subvention de fonctionnement accordée au titre de l'année 2022,***

***- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'Economie Sociale et Solidaire, à signer ladite convention avec le Président de France Active Nouvelle Aquitaine et tous autres documents liés au versement de ladite subvention.***

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

***ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :***

- 54 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

\*\*\*\*\*

## **2022-91. Aide à l'association la Douka pour la création d'une activité de restauration sociale et solidaire**

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS explique qu'il est possible d'aider en direct des structures pour leur projet. Dans le cas présent, un certain nombre d'acteurs ont pour projet de créer un restaurant qui aurait vocation à intégrer des migrants. Les porteurs de projet sont en majorité des anciens élus ou des personnes qui

étaient membres des associations. L'idée est de permettre l'intégration des personnes concernées sur le territoire au travers de l'art culinaire. Chacune de ces personnes d'origine étrangère porte des recettes ou des expériences propres à leurs origines. Un fonds de commerce à vendre a été trouvé sur Saintes, et il est nécessaire de déclencher les aides assez rapidement. L'aide s'élèverait à 10 000 euros, pour du fonctionnement et un peu d'investissement matériel.

Par ailleurs, chaque aide votée en conseil communautaire est généralement liée à la validité de l'apport des porteurs de projets et à l'obtention du prêt bancaire.

Monsieur le Président confirme qu'il n'existe aucun risque pour la CDA. En l'absence de question, il soumet la délibération au vote.

\* \* \* \* \*

*Le rapporteur informe les membres du Conseil communautaire que l'association la Douka a été créée le 8 août 2021 avec pour objet de favoriser l'intégration des personnes issues d'un parcours migratoire sur le territoire en valorisant leurs cultures et leurs compétences notamment à travers la cuisine.*

*Un groupe de 8 bénévoles motivés sont réunis dans l'association autour de Mme Shirley PETIT DUPORT, Présidente, tous professionnels ou engagés dans le secteur des activités sociales et de l'insertion, des partenariats constructifs étant noués avec les associations locales le Tremplin, Don Bosco, CAFIC et les structures d'insertion par l'activité économique.*

*L'activité de la Douka est axée autour de prestations de traiteur ou de services de cuisine proposant des plats élaborés le plus souvent par de jeunes migrants avec les recettes de leur pays d'origine. Elle a débuté en novembre 2021 pour une phase expérimentale en utilisant la cuisine du centre social Boiffiers-Bellevue et y a reçu un accueil positif.*

*La Douka a bénéficié pour son activité depuis fin 2021 d'une aide en fonctionnement de la fondation de France (15.000€) et devrait bénéficier d'un financement participatif de 3.000€ en cours avec ADEFIP J'adopte Un Projet, les perspectives de financement à venir du fonctionnement étant ouvertes avec la Région Nouvelle Aquitaine et d'autres financeurs (Fondation Vinci...).*

*Les conditions précaires dans lesquelles la Douka a démarré son activité rendent indispensable son installation dans des locaux d'exploitation adaptés à sa montée en charge, pour le plus grand bénéfice du public migrant accueilli comme de la clientèle visée par les prestations de cuisine.*

*Elle envisageait donc, à la date de sa demande, de conclure une négociation pour un achat de droit au bail et de matériel dans un restaurant de 100m<sup>2</sup> disposant d'une grande salle, de la cuisine et des équipements propices à l'exercice de son activité dans de bonnes conditions.*

*Le montant total des besoins s'élève à 83 000 €.*

*Le montant des investissements éligibles se monte à 71 000 €.*

*L'aide octroyée par la CDA de Saintes s'élève à 10 000 €, soit 14,08 % des dépenses éligibles.*

*Cette aide est accordée au titre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises de l'économie sociale et solidaire.*

***Après avoir entendu le rapporteur,***

***Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,***

***Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,***

***Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique,***

***Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional " Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,***

***Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,***



*Vu la convention pour le SRDEII (Schéma de Développement Economique, d'Innovation et d'internationalisation) signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine,*

*Considérant la demande adressée par l'association la Douka, le 6 mai 2022, à la CDA de Saintes afin de lui accorder une subvention de 10.000€ pour développer son activité à Saintes orientée vers la restauration,*

*Considérant l'importance de l'objet de l'association la Douka qui est de favoriser l'intégration sociale des personnes ayant un parcours migratoire, en priorité celles éloignées de la formation et de l'emploi, par la valorisation de leurs compétences et la promotion de la diversité culturelle, en particulier autour de la cuisine,*

*Considérant que Mme Shirley PETIT DUPORT, fondatrice et Présidente de la Douka, a suivi avec succès un parcours d'incubation d'entreprise POP INCUB, prestation de l'association France Active Nouvelle Aquitaine, destinée à conforter les conditions de lancement des porteurs de projets d'entreprises sociales et solidaires,*

*Considérant le plan de financement de l'investissement pour la première année de la Douka et l'effet de levier que pourrait avoir un apport en subvention de la Communauté d'Agglomération de Saintes pour obtenir un prêt d'un montant prévisionnel de 60.000€,*

*Considérant que le projet de la Douka créera en fin d'année 2022 deux emplois permanents si l'activité peut se développer dans de bonnes conditions,*

*Considérant l'offre faite par la Douka à hauteur estimative de 48.000€ à une proposition de cession de droit au bail et de l'équipement de cuisine associé pour un restaurant localisé sur la zone d'activité de l'Ormeau de Pied,*

*Considérant l'importance pour la Douka de se positionner rapidement avec succès sur cette proposition,*

*Considérant que cette proposition répond à son besoin crucial de disposer d'une salle de restauration et d'une cuisine appropriée lui permettant d'accroître son activité, actuellement exercée dans des conditions limitées et précaires, et d'améliorer grandement le service proposé, tant en faveur du public des migrants concerné que pour la clientèle visée des habitants du territoire,*

*Considérant qu'afin de sécuriser l'engagement de la CDA de Saintes en faveur de ce projet de restauration, il est nécessaire de conditionner la subvention d'investissement sollicitée à un accord de prêt bancaire pour le droit au bail et les équipements à acquérir,*

*Considérant les crédits inscrits au budget principal 2022 au compte 20421,*

*Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :*

*1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;*

*2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;*

*3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- d'accorder** à l'association la Douka, en vue de l'acquisition d'un droit au bail et des équipements de cuisine d'un restaurant à Saintes, une subvention d'investissement de 10.000€.

**- de conditionner** l'octroi de ladite subvention à l'accord bancaire du prêt relatif à l'opération considérée.

**- d'approuver** les termes de la convention ci-jointe à signer pour formaliser le versement de la subvention d'investissement ainsi accordée.

**- d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'Economie Sociale et Solidaire, à signer ladite convention avec la Présidente de l'association la Douka ainsi que tous autres documents liés à l'attribution et au versement de ladite subvention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## TOURISME

\*\*\*\*\*

**2022-92. Autorisation de signer des conventions de partenariat pour la mise à disposition du " Pass découverte Angoulême-Cognac-Saintes 2022" avec les partenaires implantés sur l'agglomération de Saintes (l'Abbaye de FONTDOUCE, le Parc Aventures de FONTDOUCE, le Domaine TESSERON, les ânes de la rêverie, les Croisières fluviales Bernard Palissy III, le Paléosite, les Sorties Aventures et la Paillote de la Baine)**

Monsieur Alexandre GRENOT indique que le Pass existe depuis 2018. Il n'est pas encore sous format numérique, mais va le devenir. Il rassemble les offres commerciales, culturelles et touristiques sur deux territoires, avec Angoulême et le Grand Cognac. Le fleuve constitue le trait d'union entre les services. Les objectifs sont d'inciter les touristes et les habitants du territoire à se rendre en Charente et dans les différents équipements touristiques, culturels et de loisirs, grâce à des tarifs privilégiés et à des offres promotionnelles. L'objectif est de retenir les touristes le plus longtemps possible. Il s'agit d'un travail collaboratif, les sommes sont divisées entre les trois entités. La délibération établit une convention de partenariat entre l'Agglomération et les huit partenaires privés du territoire. Chacun a trouvé les moyens d'effectuer de la promotion et des tarifs préférentiels.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE se réjouit de ce projet, et souhaite savoir s'il est prévu que le Pass soit élargi à d'autres activités.

Monsieur Alexandre GRENOT répond que l'ensemble des activités en rapport avec le culturel et l'animation peuvent rejoindre les huit existantes. La liste n'est pas fermée.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que les Communautés d'Agglomération de Saintes et de Grand Cognac ainsi que l'Office de Tourisme de Grand Angoulême ont conventionné en 2022 pour l'édition du pass découverte « Angoulême-Cognac-Saintes »,*

*Par délibération n°BC\_2022\_5 du 29 mars 2022, le Bureau Communautaire a autorisé la signature de la convention de partenariat entre les trois territoires pour le financement de la création et de l'impression du « Pass découverte Angoulême-Cognac-Saintes 2022 ainsi que les actions de communication engagées pour valoriser cet outil.*

*L'ambition du Pass est de mettre en réseau les équipements de loisirs, les sites patrimoniaux, les lieux de découverte en incitant les visiteurs à s'y rendre grâce à des offres promotionnelles ou des tarifs privilégiés, les partenaires proposant des tarifs ou offres promotionnelles.*

*Huit partenaires sont concernés par la présente délibération :*

- L'Abbaye de Fontdouce,
- Le Parc Aventures de Fontdouce,
- Le Domaine TESSERON (l'Ecomusée du Cognac),
- Les ânes de la rêverie,
- Les Croisières fluviales Bernard Palissy III,
- Le Paléosite,
- Sorties Aventures,
- La Paillote de la Baine.

*Chaque partenaire s'engage à distribuer le « Pass découverte Angoulême-Cognac-Saintes 2022 » aux visiteurs susceptibles d'être intéressés.*

*Dans le cadre du Pass, lors d'une première visite, le visiteur paiera son activité dans les conditions tarifaires normales. Un Pass tamponné lui sera remis. C'est à partir de la découverte d'un deuxième site mentionné*

sur le Pass et sur présentation de celui-ci, que les conditions privilégiées définies par ce site s'appliqueront :

- L'Abbaye de FONTDOUCE : visite à 5,50 € au lieu de 7 €.
- Le Parc Aventure de FONTDOUCE : tarif adultes à 18 € au lieu de 20 € ; tarif Jeunes 9-18 ans à 16 € au lieu de 17,50 € ; tarif enfant 3-8 ans à 9 € au lieu de 10 €.
- Le Domaine TESSERON : visite à 6 € au lieu de 9 € (gratuit pour les moins de 16 ans).
- Les ANES DE LA REVERIE : soit un mini savon en forme d'âne (production locale) soit un verre écocup avec logo des Ânes de la rêverie offert.
- Les Croisières fluviales BERNARD PALISSY III : 2 € de réduction par personne sur la formule découverte et détente avec repas.
- Le Paléosite : visite à 8 € au lieu de 10 € pour les adultes et à 4,50 € au lieu de 6 € pour les enfants (6-14).
- Sorties Aventures : 1 € de réduction sur toute prestation.
- La Paillote de la Baine : 15% de réduction pour toute location d'une embarcation pour un minimum de 2 heures.

Il est proposé, dans ce cadre, de conclure une convention entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et chaque site partenaire définissant les engagements de chaque partie.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, III, 1°) relatif au tourisme,

Considérant le souhait conjoint des Communautés d'Agglomération de Saintes et de Grand Cognac ainsi que de l'Office de Tourisme de Grand Angoulême, d'engager pour l'année 2022 une dynamique de réseaux entre les trois territoires à travers la co-édition du Pass Découverte Angoulême-Cognac-Saintes,

Considérant que l'ambition de ce Pass est de mettre en réseau les équipements de loisirs, les sites patrimoniaux, les lieux de découverte en incitant les visiteurs à s'y rendre grâce à des offres promotionnelles ou des tarifs privilégiés,

Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention avec chacun des partenaires ci-dessous :

- L'Abbaye de Fontdouce,
- Le Parc Aventures de Fontdouce,
- Le Domaine TESSERON,
- Les ânes de la rêverie,
- Les Croisières fluviales Bernard Palissy III,
- Le Paléosite,
- Sorties Aventures,
- La Paillote de la Baine.

Considérant que les conventions définissent les engagements de chaque partie,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment du Tourisme, à signer les conventions de partenariat ci-jointes entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et les partenaires cités précédemment pour la mise à disposition du pass découverte Angoulême-Cognac-Saintes 2022 et selon les avantages indiqués, ainsi qu'à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

**ADOpte** à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2022-93. Animation touristique Escapade sur le fleuve Charente 2022 : tarification et autorisation de signer une convention de partenariat pour la billetterie avec l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge**

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS indique que la seconde édition aura lieu le 17 juillet. L'an dernier, la première avait eu lieu le 4 juillet, sous une météo catastrophique, l'eau avait monté et certaines animations n'ont pas pu avoir lieu. Les personnes présentes ont adoré le concept et souhaitent revenir. L'idée est de faire encore mieux cette année. Il s'agit d'un très bel événement, qui réunit à la fois les canoës, les paddles et les petits bateaux, ainsi que les vélos sur la Flow vélo. L'animation musicale est maintenue, avec des groupes présents tout au long du parcours. Une pause aura lieu à Chaniers le midi, et à Les Gonds pour le goûter. Le soir, la CDA offre un grand concert à destination des sportifs, mais aussi de l'ensemble de la population. La délibération vise à approuver l'organisation, le nouveau règlement de l'événement ainsi que la convention de partenariat avec l'Office de Tourisme pour la gestion des billets. L'année dernière, l'événement était entièrement gratuit. Cette année, un tarif symbolique de 5 euros est instauré, avec des goodies offerts (café, verre de l'amitié, concert du soir). Le constat est que les personnes assistent plus facilement lorsqu'elles ont payé.

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que le 4 juillet 2021, la Communauté d'Agglomération de Saintes a initié un nouvel événement : l'Escapade sur le Fleuve Charente pour redonner au fleuve toute sa place dans l'animation touristique du territoire et mettre en valeur les activités de pleine nature sur et autour de la Charente.*

*Malgré une météo défavorable, cette 1<sup>ère</sup> édition a rempli ses objectifs et a satisfait les 150 participants ainsi que les 130 bénévoles des 7 municipalités partenaires (Dompiere sur Charente, Rouffiac, St Sever de Saintonge, Chaniers, Les Gonds, Courcoury, Saintes).*

*Au regard de ce bilan positif, les membres de l'exécutif de la CDA de Saintes ont proposé de reconduire cet événement le dimanche 17 juillet 2022.*

*Conçue sur les mêmes principes qu'en 2021, l'Escapade sur le Fleuve Charente comprend :*

- une randonnée fluviale de Dompiere-sur-Charente à Chaniers, le matin, pour 40 canoës ;*
- une randonnée fluviale de Chaniers à Saintes, l'après-midi, pour 200 embarcations non motorisées ;*
- une randonnée vélo de Dompiere sur Charente à Saintes, à la journée, pour 200 vélos ;*
- des animations musicales et des points de restauration ou de ravitaillement le long du parcours à Dompiere sur Charente, Chaniers, Les Gonds et Saintes. Comme en 2021, une offre de restauration sera notamment prévue le midi à Chaniers, en lien avec les restaurateurs locaux. La CDA de Saintes organise par ailleurs le café d'accueil à Dompiere sur Charente, le goûter à Les Gonds et un verre de l'amitié en musique à l'arrivée des participants sur Saintes ;*

*L'édition 2022 comporte quelques changements ou nouveautés :*

- l'allongement du circuit vélo, qui passe de 21 à 40 km afin de faire découvrir les hameaux des communes de Rouffiac, Montils et Courcoury, en empruntant la Flow Vélo® mais aussi quelques routes communales et départementales.*
- la non reconduction des initiations nautiques dans les haltes fluviales afin d'éviter la concentration des flux sur la Charente ;*
- la mise en place d'un repas du soir. Ce repas est entièrement géré par l'association Scène Ouverte à Saintes qui décide librement du menu, de l'organisation et des modalités de réservation et de tarification des repas.*
- la mise en place d'un concert de clôture par la CDA, avec l'aide de la Ville de Saintes.*
- la proposition d'instaurer un tarif symbolique de 5€ pour les participants à partir de 12 ans. Cette recette complémentaire permettra de couvrir une partie des dépenses liées à l'achat d'objets publicitaires personnalisés (par ex : gobelet, T-shirt, casquette...) remis à chaque participant.*

*Il est proposé que ce tarif ouvre l'accès pour chaque participant :*

- aux randonnées vélo ou fluviales du 17 juillet, dans le cadre prévu par la CDA de Saintes dans le règlement intérieur de l'Escapade sur le Fleuve Charente*
- aux prestations liées à l'encadrement et la sécurité de l'événement : réparation-remorquage des vélos, secours terrestres et aquatiques.*
- à la remise d'objets publicitaires personnalisés (par ex : gobelet, T-shirt, casquette...)*
- aux moments de convivialité prévus par la CDA de Saintes : café d'accueil, goûter et verre de l'amitié, animations musicales sur le parcours et concert de clôture*

A l'inverse, ce tarif ne comprend pas les repas du midi et du soir, qui sont une prestation optionnelle : les participants le souhaitant, réservent directement, sans intermédiaire de la CDA de Saintes, auprès des restaurateurs partenaires sur Chéniers pour les repas du midi et auprès de l'association Scène Ouverte pour le repas du soir.

Il est proposé que la vente et la gestion des billets soient confiées, comme en 2021, à l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge. Ce dernier s'engageant à ne percevoir aucune rémunération ou commission pour la vente des billets, les recettes de billetterie de l'évènement seront intégralement reversées à la Communauté d'Agglomération de Saintes, qui aura préalablement adressé à l'Office de Tourisme un titre de recettes sur la base d'un état des ventes de l'évènement.

L'objet de cette délibération est donc :

- D'acter l'instauration d'un tarif de 5 € pour les participants à partir de 12 ans, l'accès pour les moins de 12 ans demeurant gratuit.
- D'acter la convention entre l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge et la communauté d'Agglomération de Saintes pour ce partenariat de billetterie.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, III, 1°) relatif au tourisme,

Considérant que dans le cadre de la compétence facultative liée au tourisme, les élus communautaires ont décidé de reconduire le 17 juillet 2022 l'évènementiel touristique intitulé « Escapade sur le Fleuve Charente » qui vise à redonner au fleuve toute sa place dans l'animation du territoire et à mettre en valeur les activités de pleine nature sur et autour de la Charente,

Considérant que « L'Escapade sur le Fleuve Charente » nécessite, pour des raisons de sécurité (anticipation des flux) et de service aux usagers, une inscription préalable des participants pour les activités suivantes :

- Randonnée fluviale en embarcation non motorisée, à la journée,
- Randonnée fluviale en embarcation non motorisée, à la demi-journée,
- Randonnée à vélo, à la journée,

Considérant la proposition d'instaurer une tarification pour la participation à cette animation touristique à savoir :

- 5 € pour les participants aux randonnées fluviales ou vélo, à partir de 12 ans,
- gratuit pour les participants de moins de 12 ans et les spectateurs,

Considérant que ce tarif comprend :

- l'accès aux randonnées vélo ou fluviales du 17 juillet, dans le cadre prévu par la CDA de Saintes dans le règlement intérieur de l'Escapade sur le Fleuve Charente,
- l'accès aux prestations liées à l'encadrement et la sécurité de l'évènement : réparation-remorquage des vélos, secours terrestres et aquatiques,
- la remise d'objets publicitaires personnalisés (par ex : gobelet, T-shirt, casquette...),
- l'accès aux moments de convivialité prévus par la CDA de Saintes : café d'accueil, goûter et verre de l'amitié, animations musicales sur le parcours et concert de clôture,

et qu'à l'inverse, il ne comprend pas :

- les repas du midi et du soir, qui sont des prestations optionnelles non coordonnées par la CDA de Saintes,

Considérant que l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge (EPIC) est en capacité d'informer le public et de procéder à la vente de billets via son personnel d'accueil au bureau d'information situé à Saintes, Place Bassompierre et son système de billetterie en ligne sur le site Internet : [www.saintestourisme.fr](http://www.saintestourisme.fr),

Considérant la convention ci-jointe de « vente des billetteries pour tiers » de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » définissant les engagements réciproques et notamment l'engagement de l'Office de Tourisme de Saintes et de La Saintonge (EPIC) à ne percevoir aucune rémunération ou commission pour la vente des billets,

Considérant que les recettes de billetterie de l'évènement seront intégralement reversées par l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge à la Communauté d'Agglomération de Saintes, qui aura préalablement adressé à l'Office de Tourisme un titre de recettes sur la base d'un état des ventes de l'évènement,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** la tarification proposée pour l'Escapade sur le Fleuve Charente 2022, à savoir 5 € pour les participants aux randonnées fluviales ou vélo à partir de 12 ans et gratuit pour les participants de moins de 12 ans et les spectateurs.

- **d'approuver** que ce tarif comprend :

- l'accès aux randonnées vélo ou fluviales du 17 juillet, dans le cadre prévu par la CDA de Saintes dans le règlement intérieur de l'Escapade sur le Fleuve Charente,
- l'accès aux prestations liées à l'encadrement et la sécurité de l'évènement : réparation-remorquage des vélos, secours terrestres et aquatiques.
- la remise d'objets publicitaires personnalisés (par ex : gobelet, T-shirt, casquette...)
- l'accès aux moments de convivialité prévus par la CDA de Saintes : café d'accueil, goûter et verre de l'amitié, animations musicales sur le parcours et concert de clôture,

et ne comprend pas les repas du midi et du soir.

- **de confier** à l'Office de Tourisme Communautaire de Saintes et de la Saintonge la vente des billets de l'évènement « Escapade sur le Fleuve Charente du 17 juillet 2022 ».

- **d'approuver** la convention de partenariat ci-jointe de « vente des billetteries pour tiers » de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » définissant les engagements réciproques, notamment l'engagement de l'Office de Tourisme de Saintes à ne percevoir aucune rémunération ou commission pour la vente des billets et les modalités de reversement des recettes de billetterie entre l'EPIC et la CDA de Saintes.

- **d'approuver** les conditions générales de vente de l'Office de Tourisme ainsi que le règlement intérieur propre à l'évènement « Escapade sur le Fleuve Charente 2022 ci-joints.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge du Tourisme, des Itinéraires de randonnées et des Véloroutes Voies Vertes, des Equipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et du Contrat de fleuve, à signer ladite convention de partenariat événementiel ci-jointe et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

#### **2022-94. Aide à la commune de Chermignac pour son projet de réhabilitation du presbytère en gîte de groupe, dans le cadre du soutien au développement économique et aux entreprises de la filière Tourisme**

Monsieur Alexandre GRENOT indique que Chermignac a sollicité une aide de l'Agglomération pour son projet de réhabilitation du presbytère. Une commission finances s'est tenue, et un dossier bien ficelé a été reçu. Le projet est prévu entre mars et septembre 2022, avec un budget de 145 000 euros. L'idée est de valoriser le patrimoine communal, répondre à un manque d'hébergements de groupes sur le territoire de l'Agglomération, et s'inscrire dans une démarche de transition écologique et énergétique. Il s'agit d'une très belle demeure, avec un beau jardin. Le conseil municipal sollicite une aide de 10 000 euros, qui représentent 20% du montant plafonné de 50 000 euros hors taxes des travaux. Le projet est en cours d'instruction au niveau de la région Nouvelle-Aquitaine pour l'attribution d'une aide financière complémentaire dans le cadre du SRDEII.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir à quelle population est destinée le gîte.

Monsieur Jean-Michel ROUGER explique que le projet date de 2017. Le bâtiment date de la fin des années 1800 et du début des années 1900. Le territoire manque de gîtes de groupes afin de réunir des cousinades ou des grands rassemblements. La commune disposait d'un gîte de plus de 20 personnes, qui a malheureusement été fermé pour des raisons familiales. La mairie a donc souhaité prendre la suite.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande si le gîte sera géré par la commune.

Monsieur Jean-Michel ROUGER répond que ce point n'est pas encore défini. Une agence sera peut-être sollicitée afin d'établir l'état des lieux ou faire le ménage. Le fonctionnement n'a pas encore été décidé. Avec les problèmes d'approvisionnement, les travaux ne seront pas terminés à la fin de l'année, et devraient se poursuivre sur le début de l'année 2023.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande si les rentrées d'argent seront bien pour la commune.

Monsieur Jean-Michel ROUGER le confirme, une régie sera mise en place.

Monsieur le Président ajoute que la commune collectera également la taxe de séjour.

Monsieur Pierre MAUDOUX demande s'il n'aurait pas été possible d'accorder une aide plus importante.

Monsieur Alexandre GRENOT précise que ce point est cadré par une convention.

Monsieur Jean-Michel ROUGER explique qu'il est en attente de l'aide du département, qui est plafonnée.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que dans le cadre de la convention pour le SRDEII (Schéma de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation) signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine, la CDA de Saintes soutient le développement économique et les entreprises de la filière Tourisme.*

*Le règlement d'intervention permet, entre autres, de soutenir des projets d'aide à la requalification d'hébergements touristiques notamment émanant de collectivités territoriales (dispositif RI8).*

*Le 19 octobre 2021, la commune de Chermignac a sollicité une subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Saintes pour son projet de réhabilitation de l'ancien presbytère et sa transformation en gîte communal de groupe pour 15 personnes.*

*Le projet de réhabilitation dont le calendrier est prévu de mars à septembre 2022 comprend des travaux de second œuvre intérieur et extérieur ainsi que de l'achat de mobilier intérieur. Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 166 057,68 € H.T dont 145 896,07 € H.T d'investissement.*

*Ce projet d'aménagement d'un gîte de grande capacité à Chermignac répond à la fois à la volonté de valorisation d'un patrimoine communal mais aussi à une réelle demande d'hébergement de grande capacité sur le secteur. Par ailleurs, les travaux s'inscrivent dans une démarche de développement durable et de transition énergétique. Pour ces raisons, il a reçu l'avis favorable de la Commission Tourisme du 16 mars 2022 pour l'octroi d'une subvention de 10 000 €, soit 20% du budget des travaux d'investissements de confort et second œuvre intérieur et extérieur plafonné à 50 000 € H.T conformément au règlement d'intervention.*

*Il est à noter qu'en parallèle, ce projet est en cours d'instruction par la Région Nouvelle Aquitaine pour l'attribution d'une aide financière complémentaire dans le cadre du soutien aux filières économiques du SRDEII.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1511-1 à L. 1511-2, et L. 4251-17,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement Economique »,*

*Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,*

*Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,*

*Vu la convention susvisée signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine,*

*Considérant la demande de subvention présentée le 19 octobre 2021 par la commune de Chermignac concernant son projet de réhabilitation de l'ancien presbytère et sa transformation en gîte communal de groupe pour 15 personnes,*

*Considérant que ce projet participe à la qualification de l'offre d'hébergement touristique sur l'agglomération de Saintes en répondant au besoin spécifique de développement d'hébergement de grande capacité et que les travaux s'inscrivent dans une démarche de développement durable et de transition énergétique,*

*Considérant que les travaux, d'un montant prévisionnel total de 166 057,68 € H.T dont 145 896,07 € H.T d'investissement, incluent des dépenses éligibles à l'aide de la Communauté d'Agglomération de Saintes pour un montant plafonné à 50 000 € H.T,*

*Considérant qu'à ce titre, le projet présenté par la commune de Chermignac a reçu l'avis favorable de la Commission Tourisme de la CDA de Saintes réunie le 16 mars 2022 pour l'octroi d'une subvention de 10 000 € correspondant à 20% de ce montant éligible,*

*Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022 compte 2041412.*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

*- d'attribuer, au titre du soutien au développement économique et aux entreprises de la filière Tourisme, à la commune de Chermignac pour son projet de réhabilitation de l'ancien presbytère en gîte de groupe, une subvention de 10 000 € correspondant à 20% du montant plafonné à 50 000 € H.T des travaux.*

*- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment du Tourisme, à signer la convention ci jointe et tous documents relatifs à la mise en œuvre et au suivi de la présente délibération.*

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

**ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :**

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élu ne prend pas part au vote (M. Jean-Michel ROUGER)

\*\*\*\*\*

**2022-95. Avenant de prolongation à la convention à l'Entreprise Individuelle (EI)- Chambres d'hôtes La Belle étoile à Saintes pour son projet de développement, dans le cadre du soutien au développement économique et aux entreprises de la filière Tourisme**

Monsieur Alexandre GRENOT rappelle que le 17 novembre 2020, La Belle Étoile avait obtenu une subvention. Du retard a été pris au niveau des travaux du fait du Covid. La LPO ainsi que des spécialistes des batraciens ont émis un avis négatif concernant l'intervention au niveau d'un jardin, du fait de la présence de batraciens en voie d'extinction. Des financements complémentaires sont recherchés pour assurer les travaux. La Belle Étoile est une structure qui fonctionne bien, la qualité de son hébergement est mise en avant. De la promotion est faite auprès des producteurs locaux, et un potager en permaculture est installé dans le jardin. Afin de finaliser les travaux et prendre en compte les retards, La Belle Étoile demande d'allonger d'un an la convention, jusqu'au 22 décembre 2022. La commission tourisme a rendu un avis favorable au mois de mars.

Monsieur le Président souligne que l'aide n'est pas destinée à une personne, il s'agit d'économie. Le règlement est très cadré, il n'est pas question de favoritisme. Les délibérations de ce type présentent un intérêt pour le territoire. En l'absence de question, il soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que dans le cadre de la convention pour le SRDEII (Schéma de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation) signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté*



*d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine, la Communauté d'Agglomération soutient le développement économique et les entreprises de la filière Tourisme.*

*Le Conseil Communautaire du 17 novembre 2020 a attribué une subvention d'un montant de 5 730,84 € à l'entreprise individuelle « Chambres et table d'hôtes La Belle Etoile » pour financer la réalisation de travaux d'électricité, plomberie et maçonnerie/ taille de pierre et aménagement des abords, nécessaires à l'amélioration du confort des hôtes.*

*En début d'année 2022, la gérante a informé la CDA de Saintes qu'elle avait dû suspendre momentanément les travaux de réhabilitation et d'accessibilité des parties extérieures de la maison (jardin et terrasse) pour les raisons suivantes :*

- les financements n'étaient pas réunis pour assurer ces travaux ce qui a nécessité une recherche de financements complémentaires,*
- la situation sanitaire a causé des retards dans le calendrier des travaux,*
- la LPO (Ligue de Protection des Oiseaux) ainsi que plusieurs spécialistes des batraciens ont émis un avis négatif pour l'intervention sur le jardin à cause de la présence de batraciens en voie d'extinction au sein des bassins de la Belle Etoile : les altyes accoucheurs.*

*Aussi, pour prendre en compte ce retard et pour permettre la finalisation des travaux de réhabilitation des abords extérieurs de la Belle Etoile, l'entreprise individuelle « Chambres et table d'hôtes La Belle Etoile » sollicite l'allongement d'un an de la convention signée avec la Communauté d'Agglomération de Saintes.*

*En Commission Tourisme du 16 mars 2022, les élus ont émis un avis favorable concernant cette demande.*

*Cette modification de la durée de la convention nécessite la conclusion de l'avenant ci-joint.*

***Après avoir entendu le rapporteur,***

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1511-1 à L. 1511-2, et L. 4251-17,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement Economique »,*

*Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,*

*Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,*

*Vu la convention pour le SRDEII (Schéma de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation) signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine,*

*Vu la délibération n°CC\_2020\_220 du Conseil communautaire en date du 17 novembre 2020 attribuant une aide de 5 730,84 € à l'Entreprise Individuelle (EI) Chambres d'hôtes La Belle étoile à Saintes pour son projet de développement, dans le cadre du soutien au développement économique et aux entreprises de la filière Tourisme,*

*Considérant que la gérante de l'entreprise individuelle « Chambres et table d'hôtes La Belle Etoile » a porté à la connaissance de la Communauté d'Agglomération des retards dans les travaux de réhabilitation des abords extérieurs de la Belle Etoile dus à la crise sanitaire, à la recherche de financements complémentaires et à un avis négatif de la Ligue de Protection des oiseaux pour l'intervention sur le jardin à cause de la présence de batraciens en voie d'extinction,*

*Considérant que ces retards l'amènent à solliciter l'allongement d'un an de la durée de la convention partenariale initialement signée pour un an le 22 décembre 2020 avec la Communauté d'Agglomération de Saintes,*

*Considérant que cette demande a fait l'objet d'un avis favorable des élus de la Commission Tourisme de la Communauté d'Agglomération, en réunion du 16 mars 2022,*

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 204 nature 20421,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** les termes de l'avenant ci-joint visant à modifier les dispositions relatives à la durée de la convention signée le 22 décembre 2020 entre la CDA de Saintes et l'Entreprise Individuelle (EI) Chambres d'hôtes La Belle étoile à Saintes et portant sur l'octroi d'une aide dans le cadre du soutien au développement économique et aux entreprises de la filière Tourisme.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment du Tourisme à signer cet avenant à la convention de soutien au développement économique et aux entreprises de la filière Tourisme ci-joint et tous documents relatifs à la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **POLITIQUES CONTRACTUELLES**

\*\*\*\*\*

#### **2022-96. Charte de coopération entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et le Conseil de développement de l'agglomération de Saintes**

Monsieur Alain MARGAT indique que le conseil de développement est désormais constitué. La prochaine étape est l'élaboration de la charte de coopération entre la CDA et le Codev. Cette charte a été finalisée par un groupe de travail composé de membres du Codev et de conseillers communautaires. Elle définit une gouvernance partenariale entre le président de la CDA, le président du Codev et le conseiller délégué. Cette charte institue un comité de coordination, dont les membres sont le président de la CDA, le conseiller délégué, et les vice-présidents de la CDA concernés par les saisines. Pour le Codev, il s'agit de son président, de ses vice-présidents et de l'animateur des groupes de travail. Le but du comité est de faire le point sur l'avancée des travaux du Codev. La charte aborde également les modes de saisine du Codev, qui travaillera à l'initiative des élus ou sur auto-saisine à son initiative. Les contributions finalisées du Codev seront présentées sous quatre mois après leur transmission par le Codev à la gouvernance de la CDA et en conférence des maires.

Pour ce qui concerne la communication, l'instance Codev, ses membres et ses travaux figureront sur le site de la CDA, seront publiés dans le Courrier de l'Agglo, et seront transmis aux maires pour une éventuelle insertion dans les bulletins municipaux. Toute initiative de la CDA pour communiquer avec la presse sur un sujet du Codev impliquera une information préalable au président du Codev. Celui-ci pourra présenter les travaux du Codev à la presse après en avoir informé la CDA. Il ne s'agit pas de museler l'information, mais de la coordonner dans l'intérêt de la CDA et du Codev, selon l'évolution des contributions et des politiques de la CDA.

Pour atteindre ses objectifs, le Codev dispose de moyens financiers. Ses frais seront estimés par le président, et soumis à la CDA, afin de respecter les règles de la commande publique. Le Codev pourra également être accompagné par le biais de la mise à disposition de salles de réunion. La CDA mettra ses salles à disposition à titre gratuit, et les communes qui le souhaitent pourraient être sollicitées pour accueillir les réunions du Codev.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir qui est le conseiller délégué.

Monsieur Alain MARGAT précise qu'il s'agit de lui-même.

**Il énonce les noms des membres du Codev :** APPEL Véronique (Saintes), ARAEZ Mathieu (Saintes), BERTON Josseline (Saintes), BLEYNIE Françoise (Saintes), BOUTINET Jean-Jacques (Saintes), BUI-DINH Laurent (Saintes), CHASSERIEAU Annette (Le Seure), DELDICQUE Philippe (Saintes), DROSNE Myriam (Préguillac), DUBIN Serge (Saintes), DUQUERROY Olivier (Saintes), GAUTREAU Stéphane (Bussac sur Charente), GIGAROFF Lucie (Saintes), GUILLOT Adrien (Saintes), HUGER Benoît (Saintes), JOLLY Adrien (Vénérand), KHALFA Yveline (Saintes), KOLIVANOFF Patrice (Saint Georges des Coteaux), LABORDE Jérémy (Saintes), LALANNE Hervé (Chanières), LEBLANC Jean-Pierre (Saintes), LESPINASSE Guillaume (Saint Georges des Coteaux), MOLLICA Eric (Saintes), PEYRAT Christian (Ecurat), REDUREAU Denis (Colombiers), RIPOCHE Chantal (Chermignac), ROCHETEAU Aurélie (Rétaud), SERRA Dominique (Courcoury), THOMAS Thierry (Saint Georges des Coteaux), UTHURRALT Catherine (Saintes), VYT Eric (Les Gonds) et WALBERT Claude (Corme Royal).

Un Codev de 44 membres, respectant la parité, avait été envisagé. La parité est atteinte pour les hommes, qui sont au nombre de 22. Les femmes sont quant à elles au nombre de 10, 12 postes restent donc disponibles.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que le Conseil de développement est une instance de démocratie participative placée aux côtés du Conseil communautaire de l'agglomération de Saintes pour apporter des contributions sur les questions relatives à la vie et au développement du territoire de l'agglomération de Saintes. Le Conseil de développement est ainsi consulté sur l'élaboration du projet de territoire, sur les documents de prospective et de planification résultant de ce projet ainsi que sur la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du périmètre de l'EPCI.*

*Le Conseil de développement s'organise librement et définit ses modalités de fonctionnement en se dotant d'un règlement intérieur. En application du Code Général des Collectivités Territoriales, la CDA de Saintes doit veiller aux conditions du bon exercice de ses missions.*

*Par délibération n°CC\_2021\_22 du 1<sup>er</sup> mars 2021, le Conseil Communautaire de la CDA de Saintes a approuvé « l'élaboration d'une Charte de coopération entre la CDA et le Conseil de développement pour fixer les règles de fonctionnement, les relations et les moyens mis à disposition du Conseil de développement ».*

*Le projet de Charte de coopération a été co-construit avec le Conseil de développement et :*

- *propose la mise en place d'une gouvernance partenariale autour d'un conseiller délégué référent, d'un comité de coordination présidé par le président de la CDA de Saintes et dont sont membres le conseiller délégué référent, les Vice-présidents de la CDA de Saintes en charge des politiques publiques faisant l'objet de saisines, du président du Conseil de développement, de ses vice-présidents ainsi que d'un animateur des groupes de travail.*

*Ce comité a pour objet d'échanger sur la programmation annuelle des travaux du Conseil de développement (saisines et auto-saisines), les bilans d'activités, les moyens mis en place par l'agglomération, le suivi des contributions élaborées par le Conseil de développement et toutes questions que la CDA de Saintes et le Conseil de développement jugeront utiles d'aborder.*

*Il se réunit au moins 2 fois par an.*

- *Décrit les modalités de définition de saisines ou d'auto-saisines ; à noter que la CDA de Saintes s'engage à inviter le Conseil de développement à présenter ses travaux dans un délai maximum de 4 mois suivant la transmission de la contribution devant les membres du bureau de la CDA de Saintes ainsi que devant les maires du territoire lors de la conférence des Maires.*
- *Précise les principes généraux en matière de communication et de moyens mis à disposition.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 5211-10-1 précisant qu'un Conseil de développement est mis en place dans les établissements publics à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants,*

*Vu la délibération n°2017-126 du Conseil Communautaire en date du 6 juillet 2017 décidant la création d'un Conseil de développement et approuvant les principes de composition et de désignation de ses membres,*

*Vu les délibérations n°CC\_2021\_22 du Conseil Communautaire en date du 1<sup>er</sup> mars 2021 et n°CC\_2021\_230 du Conseil Communautaire en date du 14 décembre 2021 définissant la composition du Conseil de développement de l'agglomération de Saintes,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,*

*Considérant qu'il est nécessaire de fixer les règles de fonctionnement, les relations et les moyens mis à disposition du Conseil de développement au travers l'élaboration d'une Charte de coopération,*

*Considérant le projet de Charte de coopération ci-joint co-écrit entre la CDA de Saintes et le Conseil de développement,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** la « Charte de coopération » entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et le Conseil de développement de l'agglomération de Saintes ci-annexée.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment de l'animation du territoire à signer la présente « Charte de coopération » ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2022-97. Candidature auprès de la Région Nouvelle Aquitaine pour la mise en œuvre d'une stratégie de développement local de la Saintonge Romane sous la forme d'un Développement Local par les acteurs locaux (DADL) pour la période de programmation des fonds européens notamment Leader et Feder OS 5 2021-2027**

Monsieur Frédéric ROUAN rappelle que lors du dernier conseil communautaire, une délibération avait été passée afin de répondre à l'appel à candidatures lancé par la région. Le pays de Saintonge Romane a été identifié comme la structure porteuse de la candidature pour sa mise en œuvre pour un total de 3 305 618 euros, répartis entre les deux fonds européens. La délibération vise à approuver le dossier de candidature du pays de Saintonge Romane. Les deux autres CDC vont également prendre la même délibération. Cinq grands enjeux ont été identifiés dans ce dossier, ils figurent dans le dossier de délibération. Trois orientations stratégiques structurent la demande afin de répondre à ces cinq enjeux. La volonté est également de développer la coopération avec des territoires voisins, afin de réfléchir à des solutions communes sur la mobilité durable et sur le tourisme doux. Un programme de quatorze actions a été établi. Pour chacune d'elles, une répartition entre le FEDER et le LEADER est prévue, chaque action ne pouvant avoir qu'un seul financement.

Monsieur le Président souligne que l'augmentation de l'enveloppe est conséquente, les projets devront être importants. En l'absence de question, il soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

Le rapporteur rappelle que le Conseil communautaire a décidé, par délibération du 5 avril 2022, de répondre à l'appel à candidature (AAC) lancé par la Région Nouvelle Aquitaine pour la mise en œuvre d'une stratégie de développement local de la Saintonge Romane sous la forme d'un Développement Local par les acteurs locaux (DLAL) pour la période de programmation des fonds européens 2021-2027. Le Syndicat Mixte du Pays de la Saintonge Romane a été désigné comme la structure porteuse de la candidature puis de sa mise en œuvre.

Il est également précisé que cet AAC a pour objectif de permettre au territoire de la Saintonge Romane de bénéficier de fonds européens Leader (1 358 352 €) et Feder OS 5 (1 947 266 €) soit un total de 3 305 618 € et de soutenir des actions concourant à atteindre les objectifs de développement définis localement dans le cadre d'une démarche mobilisant les acteurs locaux.

L'objet de la présente délibération est d'approuver le dossier de candidature élaboré par le Syndicat Mixte de la Saintonge Romane joint en annexe. Ce dossier :

- présente le territoire,
- indique les instances mises en place pour préparer la candidature de Saintonge Romane (comité de pilotage, comité technique, comité de programmation Leader),
- précise la méthodologie mise en place et en particulier la mobilisation des acteurs du territoire dans cette phase d'élaboration de la candidature au travers d'un forum des acteurs et de recueil de contributions via le site internet du Pays de Saintonge Romane,
- comprend des diagnostics ciblés des besoins et des potentiels de développement avec des focus sur l'attractivité territoriale, sur l'agriculture durable et locale, sur le tourisme, la culture et le patrimoine ainsi que sur les objectifs du programme et la plus-value attendue,
- présente le plan d'actions pour atteindre les objectifs proposés et répondre aux enjeux du territoire,

- précise le plan de financement de ce programme d'actions et les conditions de mobilisation des fonds européens (Leader et Feder OS 5),
- définit les conditions d'animation et de gestion du programme Leader/Feder.

Dans le cadre de l'élaboration de la candidature du Pays de Saintonge Romane 5 grands enjeux ont été identifiés :

- se doter d'équipements nouveaux ou durablement modernisés pour les habitants ;
- faire des patrimoines naturels et bâti un réel moteur économique et un facteur d'attractivité résidentielle ;
- rapprocher les entreprises et les habitants du territoire afin de renforcer les moteurs de l'économie présente ;
- encourager les initiatives mobilisant la diversité des ressources du territoire dans des dynamiques d'augmentation de l'autonomie, faisant appel aux notions d'économie circulaire et/ou de proximité ;
- accélérer l'appropriation des grands enjeux de la transition par l'animation, l'exemplarité et les échanges entre pairs.

Pour répondre à ces enjeux, 3 orientations stratégiques structurent la candidature du territoire :

- renforcer l'attractivité par un accès aux services et aux équipements facilité et un soutien aux initiatives circulaires ou responsables ;
- construire une offre touristique qualifiée valorisant et animant l'ensemble des patrimoines et privilégiant un tourisme ciblé et durable ;
- asseoir durablement un secteur agricole qui nourrit le territoire et expérimente.

Par ailleurs, il est également projeté de développer des coopérations interterritoriales avec les territoires voisins pour réfléchir à des solutions communes en termes de mobilité durable, de tourisme doux.

Ces orientations ont été déclinées en un programme de 14 actions proposant de mobiliser des fonds européens comme suit :

- Créer ou réhabiliter des espaces ou des équipements sobres à vocation économique ou de services pour plus de sobriété (FEDER - 950 000 €) ;
- Soutenir l'émergence de projets porteur d'innovation participant au développement de l'économie circulaire et/ou réduisant les dépendances (FEDER - 300 000 €) ;
- Accompagner et sensibiliser aux enjeux de la préservation de la biodiversité et la réduction de la consommation des ressources/pollution (FEDER - 100 000 €) ;
- Doter le territoire de points d'information adaptés (FEDER - 100 000 €) ;
- Appuyer la montée en gamme des activités d'accueil et la recherche de clientèles spécifiques (LEADER - 100 000 €) ;
- Mettre en tourisme les éléments patrimoniaux structurants (FEDER - 422 266 €) ;
- Développer ou renforcer les investissements dans des tourisms ciblés (FEDER - 475 000 €) ;
- Déployer une offre d'animations diversifiées, qui s'appuie notamment sur les savoir-faire et les ressources culturelles et patrimoniales locales (LEADER - 300 000 €) ;
- Imaginer des solutions locales qui facilitent ou augmentent l'accès aux productions locales pour les habitants (LEADER - 250 000 €) ;
- Soutenir les actions de sensibilisation à l'alimentation durable (LEADER - 58 352 €) ;
- Accompagner les projets nouveaux favorisant la transition agro-écologique (hors alimentation humaine) (LEADER - 150 000 €) ;
- Favoriser la coopération (LEADER - 50 000 €) ;
- Mobiliser de l'ingénierie thématique ;
- Animer et gérer le DLAL (LEADER - 450 000 €).

Au regard de ces éléments, il est demandé au Conseil Communautaire d'approuver la candidature du Pays de la Saintonge Romane proposant la stratégie de développement local rappelée ci-avant et déclinée en un programme d'actions traduit dans une maquette financière répartissant les fonds européens par typologie d'actions.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,*

*Vu le courrier du 7 février 2022 signé par M. Pierre TUAL, Président du Pays de Saintonge Romane, invitant le Conseil Communautaire de l'agglomération de Saintes à délibérer pour désigner le Syndicat mixte du Pays de Saintonge Romane comme étant la structure porteuse de la candidature pour la mise en œuvre d'une stratégie de développement local sous la forme d'un Développement Local par les Acteurs Locaux (DLAL) pour la période de programmation européenne 2021-2027,*

*Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC\_2022\_54 en date du 5 avril 2022 relative à l'appel à Candidature auprès de la Région Nouvelle Aquitaine pour la mise en œuvre d'une stratégie de développement local de la Saintonge Romane sous la forme d'un Développement Local par les acteurs locaux (DADL) pour la période de programmation des fonds européens notamment Leader et Feder OS 5 2021-2027 :*

- Décidant l'élaboration d'une candidature auprès de la Région Nouvelle Aquitaine pour la mise en œuvre d'une stratégie de développement local de la Saintonge Romane sous la forme d'un Développement Local par les acteurs locaux (DLAL) pour la période de programmation des fonds européens notamment Leader et Feder OS 5 2021-2027.*
- Désignant le Syndicat mixte du Pays de Saintonge Romane comme étant la structure porteuse de cette candidature puis de sa mise en œuvre.*
- Décidant de contribuer avec les communautés de communes de Cœur de Saintonge et de Gémézac et de la Saintonge Viticole et le Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane à l'élaboration de la stratégie de développement local déclinée en un programme d'actions dans le cadre d'une démarche mobilisant les acteurs locaux.*
- Précisant que la candidature élaborée serait soumise ultérieurement pour approbation au Conseil Communautaire de l'agglomération de Saintes conformément au règlement de l'appel à candidature de la Région Nouvelle Aquitaine.*

*Considérant la candidature du Pays de Saintonge Romane adressée par le Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane pour approbation du Conseil Communautaire de l'agglomération de Saintes,*

***Il est proposé au Conseil Communautaire :***

***- d'approuver*** la candidature du Pays de Saintonge Romane ci-annexée précisant la stratégie de développement local du Pays de la Saintonge Romane déclinée en un programme d'actions et une maquette financière proposant les modalités de répartition des fonds européens Feder OS 5 et Leader par typologie d'actions.

***- d'approuver*** la transmission de ce dossier de candidature du Pays de Saintonge Romane à la Région Nouvelle Aquitaine et d'autoriser le Syndicat Mixte du Pays de la Saintonge Romane, représenté par son président ou son représentant, à apporter à la Région Nouvelle Aquitaine toutes informations complémentaires ou modifications du dossier de candidature en vue de son acceptation par la Région Nouvelle Aquitaine.

***- d'autoriser*** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'attractivité du territoire, de l'agriculture et de l'aménagement du territoire, à signer tous documents relatifs à l'élaboration de cette candidature ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

***ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :***

- 55 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

Monsieur Pierre TUAL. souhaite inviter l'ensemble des délégués du pays de Saintonge Romane à assister au comité syndical du lundi 13 juin à 18 heures à l'annexe du conseil départemental. Il est nécessaire que le quorum soit atteint pour disposer de la somme.

Monsieur Frédéric ROUAN rappelle l'important travail de collaboration mené par les services.

Monsieur Pierre TUAL ajoute qu'un technicien est chargé du projet. Il sera présent, et répondra à toutes les questions des membres.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

## **2022-98. Préservation des épaves antiques du Fleuve Charente au lieu dit Courbiac**

Monsieur le Président explique que ces deux épaves englouties ont été découvertes en 2008. L'une est en relativement bon état, l'autre est davantage dégradée. Il s'agit d'une chance extraordinaire pour le territoire. Saintes a réaffirmé sa volonté de conserver cette épave unique au monde. Lorsqu'elle sera renflouée, d'autres découvertes suivront sans doute. Une huître antique a déjà été trouvée. Cette barque de 18 mètres de long était prévue pour la mer comme pour la rivière. Le département est propriétaire de l'épave, puisque le fleuve lui appartient. Un travail est mené avec le département et la DRAAC afin de sortir cette épave. Le chantier est conséquent. Des bois ont été sortis de la deuxième épave afin de tester la conservation. Les 18 mètres ne peuvent pas être extraits en une fois, et il est nécessaire de sortir des parties de trois mètres de long et de les envoyer à Grenoble pour effectuer un travail de conservation. La presse locale a relayé l'information, qui a fait écho puisque TF1 lui a consacré un reportage, et Le Parisien a écrit un article. Le projet va être très coûteux. Une fois qu'il sera lancé, l'exposition devra être prévue, afin de mettre cette épave à disposition du public. Le département et la ville ont déjà pris une délibération. La compétence touristique relève de l'Agglomération, et cette délibération propose d'acter le fait de sortir l'épave et de l'exposer à Saintes une fois sortie. En l'absence de question, il soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que deux épaves antiques ont été découvertes sur le secteur de Courbiac (Agglomération de Saintes) en 2008, à l'occasion d'une prospection.*

*Des recherches archéologiques subaquatiques programmées sont menées sur ce site depuis 2015 par l'équipe dirigée par l'archéologue Jonathan Letuppe (EVEHA, UMR Ausonius).*

*Les différentes campagnes de fouilles ont démontré l'importance patrimoniale de ces découvertes qui prennent aujourd'hui une dimension internationale.*

*L'épave n°2 est conservée quasi intégralement. Par ses dimensions, son état de conservation et son système d'assemblage architectural, elle constitue un témoin exceptionnel de la navigation à l'époque antique. Aucune épave antique comparable n'ayant jamais été découverte en Europe, il s'agit donc d'une pièce archéologique unique.*

*Toutefois, les dernières investigations ont mis en évidence des phénomènes d'érosion intenses du fond du chenal qui menacent les vestiges de disparition à très court terme.*

*De plus, ces épaves ont fait l'objet ces derniers temps de pillages et d'un début de dégradation qui renforcent l'urgence du questionnement quant au devenir de ce patrimoine unique. La mise en œuvre à court terme de dispositions permettant l'étude et la sauvegarde de l'épave n°2 est devenue impérative pour éviter la perte irréversible de ces vestiges exceptionnels.*

*Lors d'une réunion en mairie de Saintes organisée le 3 novembre 2020, les élus et services concernés de la Ville, la sous-préfecture de la Charente Maritime, les représentants du Service Régional de l'Archéologie (DRAC Nouvelle-Aquitaine) et du Conseil départemental de la Charente Maritime (propriétaire légal des épaves en sa qualité de gestionnaire des eaux) se sont réunis. L'objectif de cette large consultation était de partager, avec l'ensemble des parties prenantes, les enjeux d'un projet global comprenant le sauvetage, le renflouement, la restauration et la valorisation de l'épave n°2.*

*A l'issue de cette réunion, les représentants du Service Régional de l'Archéologie ont émis l'hypothèse qu'une fouille exécutée par l'Etat puisse être réalisée en préalable du renflouement.*

*La restauration du navire pourrait ensuite être engagée et permettrait, in fine, une valorisation auprès du public. L'intérêt de la présentation de ce type de vestige archéologique étant de pouvoir se faire au plus près de son lieu de découverte, la ville de Saintes serait ainsi un lieu de valorisation naturel.*

*Les représentants du Conseil départemental ont confirmé leur intérêt d'accompagner ce projet.*

*Par cette délibération, la Communauté d'Agglomération de Saintes souhaite soutenir le partenariat constructif existant entre la Ville de Saintes, le Département et l'Etat autour du projet global de sauvetage de l'épave n°2 de Courbiac.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu le Code du Patrimoine,*

*Considérant que deux épaves antiques en bois ont été découvertes en 2008 dans le fleuve Charente sur le secteur de Courbiac (agglomération de Saintes), à l'occasion d'une prospection,*

*Considérant que le Département étant en charge de la voie navigable Charente est propriétaire de ces épaves,*

*Considérant que ces épaves font l'objet de fouilles subaquatiques programmées menées depuis 2015 par l'archéologue Jonathan LETUPPE (EVEHA, UMR Ausonius),*

*Considérant que la Ville de Saintes, le Département de la Charente-Maritime et le Service Régional de l'Archéologie (DRAC Nouvelle Aquitaine, site de Poitiers) sont mobilisés depuis 2015 pour financer ce programme de fouilles,*

*Considérant le caractère exceptionnel de l'épave n°2, du fait de sa chronologie (vers 235 de notre ère), de ses dimensions (18m x 3,5m), de son architecture mixte (fluvial/maritime) et surtout de son exceptionnel état de conservation,*

*Considérant les dangers liés à l'érosion du fond du chenal et aux pillages qui menacent la pérennité et l'intégrité de l'épave n°2,*

*Considérant que la Ville de Saintes, le Département et l'Etat partagent les enjeux d'un projet global comprenant le sauvetage, le renflouement, la restauration et la valorisation de l'épave n°2,*

*Considérant que la restauration du navire pourrait être engagée et permettrait, in fine, une valorisation auprès du public. La ville de Saintes pourrait être un lieu de valorisation naturel, étant donné que l'intérêt de la présentation de ce type de vestige archéologique est de pouvoir se faire au plus près de son lieu de découverte,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- d'approuver** le principe d'inscrire la CDA de Saintes dans un partenariat constructif aux côtés de la Ville de Saintes, du Département de la Charente-Maritime et de l'Etat autour du projet global de sauvetage de l'épave n°2 de Courbiac.

**- d'autoriser** le Président à proposer au conseil communautaire une modification des compétences de la CDA de Saintes permettant à l'Agglomération de Saintes de s'inscrire dans ce partenariat.

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

**ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :**

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élue ne prend pas part au vote (Mme Véronique ABELIN-DRAPRON)

\*\*\*\*\*

## **AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

\*\*\*\*\*

### **2022-99. Lancement de la révision du Programme Local de l'Habitat (PLH)**

Monsieur le Président explique que le PLH est arrivé à son terme, et qu'il convient de le relancer. Il s'agit d'un document-cadre, qui définit pour les six prochaines années les objectifs et principes de la politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale, à améliorer la performance énergétique de l'habitat et l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées. Le recours à un cabinet d'études est nécessaire, et il est proposé de lancer une consultation de septembre à décembre afin de trouver le bureau d'études. De décembre 2022 à avril 2024, celui-ci se chargera de l'élaboration du futur PLH. La procédure d'adoption aura lieu durant l'année 2024. En l'absence de question, il soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*



Le rapporteur rappelle que, dans le cadre de sa compétence « Equilibre Social de l'Habitat », l'Agglomération de Saintes est en charge de l'élaboration du Programme Local de l'Habitat sur son territoire.

Le Programme Local de l'Habitat est un document cadre qui définit, pour une durée de six ans, les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer la performance énergétique de l'habitat et l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.

Il s'agit donc du document qui définit la stratégie intercommunale en matière de politique de l'habitat. En date du 18 janvier 2018, le Conseil Communautaire de l'agglomération de Saintes avait adopté son PLH, établi pour la période 2017-2022 qui atteindra son terme en fin d'année 2023, il est donc nécessaire de lancer sa révision pour une nouvelle période 2024-2030.

Conformément au Code de la Construction et de l'Habitation, le PLH s'organise en trois documents :

- Un diagnostic précis permettant de tenir compte des spécificités du marché local de l'habitat, et en particulier ses points de déséquilibre,
- Des orientations, permettant d'établir les priorités politiques de l'agglomération,
- Un programme d'action thématique et territorialisé permettant de détailler la mise en œuvre opérationnelle des orientations et les engagements financiers de l'agglomération.

En outre, le PLH doit prévoir la mise en place d'un observatoire de l'habitat et du foncier.

Dans le contexte local, le PLH devra être articulé finement avec le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI), qui permettra la traduction opérationnelle et territoriale de la politique habitat, et le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET), dans sa dimension énergie liée au résidentiel.

Le calendrier prévu pour la révision du Programme Local de l'Habitat est le suivant :

- De septembre à décembre 2022 : consultation du bureau d'études
- De décembre 2022 à avril 2024 : élaboration du PLH
- D'avril 2024 à décembre 2024 : procédure d'adoption du PLH

Conformément à l'article R.302-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, et outre les personnes publiques et morales obligatoirement associées, l'Agglomération associe à la révision du PLH les personnes morales qu'elle juge nécessaire d'associer ; il est proposé d'associer :

- L'Etat,
- Le Conseil Régional,
- Le Conseil Départemental,
- Le Pays Saintonge Romane,
- Les communes,
- Les organismes d'habitations à loyer modéré
- Les sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux qui sont propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire couvert par le programme local de l'habitat
- L'Union Régionale Hlm en Nouvelle-Aquitaine
- La délégation locale de l'Agence Nationale de l'Amélioration de l'Habitat,
- La Caisse d'Allocation Familiales.

En application de l'article R. 302-3 du code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'association proposées sont les suivantes : les personnes morales qui auront accepté d'être associées à l'élaboration du document seront conviées aux comités de pilotage qui se tiendront aux étapes clés de l'élaboration du document : diagnostic, document d'orientation, programme d'actions. Elles seront destinataires des documents de travail en amont de ces réunions afin de pouvoir y apporter leurs observations. Elles pourront participer à toute réunion ou groupe de travail jugés utiles par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'élaboration du projet.

Conformément à l'article R. 302-6 du Code de la Construction et de l'habitation, les modalités d'association de l'Etat seront fixées par le Préfet avec le Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes lorsque la délibération lui sera transmise. Dans un délai de trois mois qui suit la transmission de la délibération prévue, le Préfet portera à la connaissance de la communauté d'Agglomération de Saintes toutes les informations utiles à la réalisation du PLH. Il communiquera également les éléments nouveaux au cours de l'élaboration du PLH et de sa réalisation.

*Après avoir entendu le rapporteur,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5216-5 I 3°) qui prévoit que la Communauté d'Agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres la compétence Equilibre social de l'habitat dont le Programme Local de l'Habitat,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 3°), comprenant entre autres « le Programme Local de l'Habitat »,*

*Vu la délibération n°2018-03 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 adoptant le Programme Local de l'Habitat 2017-2022 de la Communauté d'Agglomération de Saintes,*

*Au vu des éléments exposés par le rapporteur, il est proposé au Conseil Communautaire :*

- *d'engager la révision du programme local de l'Habitat.*
- *d'associer les personnes morales sus-désignées et d'approuver les modalités d'association définies ci-avant.*
- *d'autoriser le Président à engager la procédure de marché public nécessaire et ce dans le cadre budgétaire voté.*

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

*ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :*

- *54 Voix pour*
- *0 Voix contre*
- *0 Abstention*
- *0 Ne prend pas part au vote*

\*\*\*\*\*

#### **2022-100. Prescription d'une mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Chaniers avec une déclaration de projet**

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS indique que la zone « Les Brandes » est une zone d'activités. Afin de l'agrandir, une zone était prévue au sein du PLU de Chaniers. Ce terrain figure déjà en zone constructible AUX. Les entreprises résidant sur place souhaitent s'étendre, et il est nécessaire de faire évoluer le document d'urbanisme dans ce secteur. Compte tenu de l'ancienneté du document d'urbanisme de la commune, une modification n'est pas possible et il convient de passer par une autre procédure appelée la déclaration de projet. Celle-ci consiste à faire valoir l'intérêt général de ce projet en matière de création d'emplois en particulier. La procédure se termine par une enquête publique.

Il est proposé d'engager une procédure de mise en compatibilité du PLU de Chaniers avec une déclaration de projet, de préciser les objectifs poursuivis par cette procédure, de soumettre le projet à l'examen conjoint des personnes publiques associées, et de préciser les modalités de concertation.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE s'interroge sur l'imperméabilisation des sols à la suite de cette modification.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique que l'agrandissement prévu représente environ 5 hectares. Les entreprises qui vont s'y installer déposeront effectivement des permis de construire, ce qui entraînera l'imperméabilisation des sols d'une partie de ce secteur, avec un système de récupération des eaux de pluie et un bassin de rétention. La zone est déjà fléchée comme constructible dans le PLU actuel, la délibération n'ouvre pas de nouveaux droits à construire mais régularise une situation par rapport à un document ancien.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Chaniers prévoit le développement de la zone d'activités dite « Les Brandes », entrant dans les compétences de la Communauté d'Agglomération de Saintes.*

*Au sein de cet espace d'activités, plusieurs entreprises ont émis le souhait de se développer, nécessitant la mobilisation de terrains classés en zone constructible dans le document d'urbanisme. Au sein du PLU en vigueur, certaines dispositions réglementaires font obstacle à la réalisation de ces projets, compte-tenu de la forte antériorité du plan vis-à-vis de ces derniers.*

*Le rapporteur précise que le Code de l'Urbanisme prévoit plusieurs procédures permettant de faire évoluer un document d'urbanisme, selon les besoins exprimés par la collectivité. La procédure de mise en compatibilité du PLU avec une déclaration de projet permet de faire évoluer le document d'urbanisme en présence d'un projet suscitant l'intérêt général.*

*Le dossier comprend alors deux parties, incluant une démonstration de l'intérêt général du projet et exposant les modalités de mise en compatibilité du PLU avec ce dernier. Dès lors, le rapporteur propose à l'assemblée de se prononcer sur la prescription de cette procédure dans le cas présent.*

*Conformément au Code de l'Urbanisme, la procédure sera menée par le président de la Communauté d'Agglomération de Saintes. Le dossier, à l'issue de sa conception, sera soumis à un examen conjoint en présence des personnes publiques associées prévues par le Code de l'Urbanisme. Consécutivement, la procédure sera soumise à une enquête publique. Enfin, la procédure sera approuvée par délibération du conseil communautaire.*

#### **Après avoir entendu le rapporteur**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 103-2, L. 153-54 et suivants, R. 153-13, R. 153-15 et L. 300-6,*

*Vu le Code de l'Environnement,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2°), relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et Carte Communale »,*

*Vu, la délibération n°2020-117 du Conseil Communautaire en date du 16 juillet 2020, transmise au contrôle de légalité le 22 juillet 2020, portant élection du président de la Communauté d'Agglomération de Saintes,*

*Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Chaniers, approuvé par délibération du conseil municipal en date du 30 octobre 2006, et ayant fait l'objet d'une modification n°1 approuvée le 2 juillet 2012 ainsi que d'une modification simplifiée n°1 approuvée le 3 février 2013,*

*Considérant, la prise de compétence « Plan Local d'Urbanisme, document en tenant lieu et Carte Communale » par la Communauté d'Agglomération de Saintes intervenue le 1<sup>er</sup> janvier 2020,*

*Considérant, que les projets portés par les entreprises désireuses de se développer au sein de la zone d'activités « Les Brandes » suscitent un intérêt économique majeur pour le territoire,*

*Considérant que ces projets nécessitent une mise en compatibilité du PLU de Chaniers, qui se traduira par l'évolution du règlement graphique et des Orientations d'Aménagement et de Programmation,*

*Considérant qu'en application de l'article R. 153-15 du Code de l'Urbanisme, le président de l'organe délibérant de l'établissement public est chargé de mener la procédure de mise en compatibilité,*

*Considérant, que dans le respect du Code de l'Urbanisme, la procédure nécessite la tenue d'une réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et suivants dudit code, ainsi qu'une enquête publique,*

*Considérant, qu'en application de l'article L. 103-2 du Code de l'Urbanisme, la procédure fera l'objet d'une démarche de concertation auprès du public,*

**Au vu de l'ensemble des éléments exposés, il est proposé au conseil communautaire :**

- 1. d'engager** une procédure de mise en compatibilité du PLU de Chaniers avec une déclaration de projet telle que prévue aux articles L. 300-6, R. 153-15, L. 153-54 et suivants du Code de l'Urbanisme, au regard de l'intérêt général du projet.
- 2. de préciser** les objectifs poursuivis par cette procédure :
  - Exposé de l'intérêt général du projet,
  - Adaptations diverses au sein des pièces du document d'urbanisme au regard des nécessités du projet.

3. **de soumettre** le projet à l'examen conjoint des personnes publiques associées ainsi qu'à la commune de Chaniers, conformément aux articles L. 153-54 et R. 153-13 du Code de l'Urbanisme et dans les termes des articles L. 132-7 et suivants du Code de l'Urbanisme, avant la tenue d'une enquête publique.
4. **de préciser** les modalités suivantes de concertation avec le public :
  - Mise à disposition d'un dossier de concertation au public lui permettant de formuler des observations écrites, au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes et à la mairie de Chaniers,
  - Mise à disposition de l'adresse mail [consultation-plu@agglo-saintes.fr](mailto:consultation-plu@agglo-saintes.fr) par laquelle le public pourra faire parvenir ses observations, en précisant l'objet « Mise en compatibilité du PLU de Chaniers avec une déclaration de projet »,
  - L'organisation d'une réunion publique ;
  - La publication d'un article sur un support d'information usuel de la commune de Chaniers (site Internet, lettre municipale...).
5. **de charger** le Président de l'exécution de la présente délibération et de l'autoriser à signer tout document nécessaire dans le cadre de cette procédure.

Conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes et en mairie de Chaniers durant un mois ; mention de cette publication sera faite en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Par ailleurs, cette délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

#### **2022-101. Définition des modalités de mise à disposition au public du projet de modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Bussac-sur-Charente**

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique qu'il s'agit d'adapter le document d'urbanisme pour faire évoluer l'activité d'une entreprise locale, la seule scierie de l'Agglomération. Cette scierie est installée en zone agricole, et le PLU de la commune ne permet pas à cette entreprise de se développer dans une telle zone. L'entreprise valorise les déchets du bois en les transformant en plaquettes utilisées dans les chaufferies bois. Il est nécessaire pour elle d'améliorer ses équipements en construisant un hangar et en éloignant le broyeur de la zone urbanisée. Il s'agit de créer une petite pastille dans le PLU pour permettre cette activité à cet endroit. La délibération consiste en la mise à disposition du document au public, du 18 juillet au 19 août.

Monsieur le Président souligne l'utilité d'une telle entreprise sur le territoire, d'autant plus que la piscine peut être chauffée au bois.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE est favorable à l'utilisation du bois, qui est une ressource renouvelable. Elle souhaite savoir si des modifications des voies d'accès sont prévues. Si l'entreprise grossit, les flux risquent effectivement d'augmenter.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique que le bâtiment prévu sera destiné à la transformation des déchets. Les grumes qui arriveront représenteront toujours le même volume. La valorisation sera simplement améliorée en qualité.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande comment les déchets vont passer du bâtiment principal à ce deuxième bâtiment.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS précise que les déchets seront stockés au même endroit, mais que la qualité sera améliorée car le bois sera à l'abri. Actuellement, les responsables de l'entreprise doivent bâcher les

déchets en fonction de la météo, ce qui représente un travail conséquent. L'objectif est d'améliorer leur outil de travail, et pas forcément de traiter plus de bois.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE invite à prendre garde à l'artificialisation des sols.

Monsieur Pierre MAUDOUX demande s'il ne serait pas opportun, par souci démocratique, de consulter les riverains concernés par courrier, à titre informatif.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS rappelle que l'évolution des documents d'urbanisme est d'abord soumise à une délibération du conseil municipal. Les bulletins municipaux respectifs ont donc fait état de ce projet et des modifications qui vont être mises en œuvre. L'ensemble de la population a de ce fait été informée. Une consultation publique a ensuite lieu, ainsi qu'une enquête publique dans le cas de Chaniers, avec un commissaire enquêteur et une information encore plus large.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que le Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes a prescrit la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bussac-sur-Charente en date du 31 janvier 2022 en raison de la nécessité d'adapter ce document d'urbanisme au regard d'une activité artisanale et industrielle souhaitant se développer sur le territoire.*

*L'activité en question est une scierie établie au lieu-dit « Les Ablains », dont le classement en zone A par le PLU est de nature à empêcher son développement. En effet, le Code de l'Urbanisme n'autorise pas, dans cette zone, les destinations correspondant aux activités de l'entreprise. Il apparaît que les auteurs du document d'urbanisme n'ont pas tenu compte de l'existence de cette activité lors de sa dernière révision approuvée le 3 avril 2017.*

*La procédure de modification simplifiée n°2 du PLU vise donc à délimiter cette activité dans un « secteur de taille et de capacité d'accueil limitées » au sens de l'article L. 151-13 du Code de l'Urbanisme, qui exceptionnellement, reconnaît la préexistence de cette activité et lui permettra de se développer dans le respect du droit.*

*La procédure de modification dite « simplifiée » du PLU, telle que prévue par le Code de l'Urbanisme, prévoit une « mise à disposition » du dossier au public, qui se différencie d'une enquête publique normalement prévue dans le cadre d'une modification « de droit commun ». Le Code de l'Urbanisme prévoit qu'il revient à l'organe délibérant de la collectivité compétente dans la conduite de la procédure de définir les modalités de cette mise à disposition du dossier de modification simplifiée du PLU au public.*

*Par conséquent, le rapporteur propose à l'assemblée de déterminer ces modalités dans le cadre de la présente délibération.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L. 153-36 à L. 153-40, L. 153-45 à L. 153-48, R. 153-20 et R. 153-21,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021 et notamment l'article 6, I, 2°), d) relatif à l'aménagement de l'espace communautaire et plus précisément la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et Carte Communale »,*

*Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bussac-sur-Charente, approuvé par délibération du conseil municipal en date du 3 avril 2017, modifié le 29 septembre 2021,*

*Vu l'arrêté n° ARR\_2022\_1 du président de la Communauté d'Agglomération de Saintes en date du 31 janvier 2022, prescrivant la modification simplifiée n°2 du PLU de Bussac-sur-Charente,*

*Considérant que cette procédure de modification simplifiée a pour objet l'adaptation du règlement du PLU à l'existence d'une activité artisanale et industrielle en zone « agricole » (A), par le biais de la délimitation d'un « secteur de taille et de capacité d'accueil limitées » afin de reconnaître son existence au sein du document d'urbanisme et à permettre son développement ;*

*Considérant que l'article L. 153-47 du Code de l'Urbanisme prévoit que le projet de modification simplifiée,*

*l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées, sont mis à la disposition du public pendant un mois dans des conditions lui permettant de formuler ses observations, et qu'il revient désormais au conseil communautaire de préciser les modalités de cette mise à disposition ;*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **de mettre à disposition auprès du public**, le dossier de modification simplifiée n°2 du PLU de Bussac-sur-Charente, au cours d'une période d'un mois allant du lundi 18 juillet 2022 au vendredi 19 août 2022.
- **d'approuver les modalités suivantes de mise à disposition du dossier au public, à savoir :**
  - La possibilité pour le public de consulter le dossier et de consigner des observations écrites sur un registre prévu à cet effet, au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes (12, boulevard Guillet Maillet, 17100 SAINTES) et en mairie de Bussac-sur-Charente (139, route du Val de Charente, 17100 BUSSAC-SUR-CHARENTE), à leurs jours et heures habituels d'ouverture ;
  - La possibilité pour le public de consulter le dossier sur le site Internet de la Communauté d'Agglomération de Saintes ([www.agglo-saintes.fr](http://www.agglo-saintes.fr)) ;
  - La possibilité pour le public d'adresser des observations écrites à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes (12, boulevard Guillet Maillet, 17100 SAINTES) ou par mail ([consultation-plu@agglo-saintes.fr](mailto:consultation-plu@agglo-saintes.fr)) en précisant l'objet « Modification simplifiée n°2 du PLU de Bussac-sur-Charente ».

*A l'expiration du délai de mise à disposition du public, le Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes en présentera le bilan au Conseil Communautaire, qui en délibérera et adoptera le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des observations du public et des avis des personnes publiques associées.*

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

**ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :**

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **UNE AGGLOMÉRATION SENSIBLE AUX ENJEUX DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

\*\*\*\*\*

### **TRANSITION ÉCOLOGIQUE**

\*\*\*\*\*

#### **2022-102. Approbation de la feuille de route 2022-2025 du Projet Alimentaire Territorial (PAT)**

Monsieur Frédéric ROUAN indique qu'il s'agit d'approuver la feuille de route du PAT. Celui-ci a pour objectif de relocaliser l'agriculture et l'alimentation dans les territoires en soutenant l'installation d'agriculteurs, les circuits courts ou les produits locaux dans la restauration collective. Depuis 2019, l'Agglomération dispose d'un financement après avoir été retenue dans le cadre d'un appel à projets lancé par la région et la DRAAF. Le diagnostic et la concertation constituent deux outils importants. La feuille de route mise en place et le fruit de ces actions se déclinent en trois axes stratégiques :

- Rendre les produits locaux plus accessibles
- Favoriser le développement d'une alimentation durable et locale en restauration collective
- Lutter contre la précarité alimentaire sur le territoire

Treize actions sont réparties sur ces trois enjeux, et six ont été retenues comme prioritaires par le comité de pilotage.

Afin de recenser les démarches du PAT et soutenir leur déploiement, le ministère de l'Agriculture a mis en place un dispositif de reconnaissance des PAT, avec deux niveaux de reconnaissance. Le niveau 1 correspond au projet collectif émergent, et le niveau 2 correspond au projet dont le degré d'avancement permet la mise en œuvre des actions opérationnelles. Une reconnaissance de niveau 2 permettrait de répondre aux appels à projets régionaux et nationaux.

Il est demandé d'approuver la stratégie alimentaire proposée, et d'approuver le dépôt de candidature pour le niveau 2 de reconnaissance du PAT.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE approuve avec joie cette délibération.

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que les projets alimentaires territoriaux (PAT) sont des outils au service des collectivités pour faire de l'alimentation un axe intégrateur et structurant de mise en cohérence des politiques sectorielles sur les territoires : les politiques, économiques, sociales, environnementales, foncières et d'urbanisme etc....*

*Ils sont issus de la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 (article 39),*

*L'ambition est d'accompagner les territoires vers l'agriculture et l'alimentation de demain : locale, durable, équitable, de qualité, innovante et accessible au plus grand nombre.*

*Prenant en compte ces évolutions et les atouts de notre territoire sur le sujet, l'agglomération a répondu en 2019 à un appel à projet (AAP) lancé par la Région et la DRAAF Nouvelle Aquitaine concernant la mise en place d'un Projet Alimentaire Territorial.*

*La CDA de Saintes a été retenue et a bénéficié d'un financement. La Région et la DRAAF ont conditionné leur accompagnement à une extension du périmètre du projet à l'échelle du territoire du Pays de Saintonge Romane.*

*En 2020 et 2021, avec la crise sanitaire, la transition et l'autonomie alimentaire des territoires sont devenues des sujets majeurs. La crise internationale actuelle vient également questionner les modèles actuellement en place.*

*Le territoire concerné par cette démarche est le Pays de Saintonge Romane qui couvre 70 communes, réparties dans trois EPCI regroupant 91 509 habitants.*

*Le poids de la filière agricole et para agricole constitue sur l'ensemble du Pays de Saintonge Romane une force pour l'ensemble du territoire en terme d'emplois, de surfaces et de diversité.*

*En réunissant plusieurs acteurs du secteur agricole et de l'alimentation, la dynamique collective du PAT a permis d'aboutir à une feuille de route actée par le Comité de Pilotage du 26 avril 2022. Cette dynamique s'est articulée autour de deux piliers :*

- *Un diagnostic agricole et alimentaire du territoire et des initiatives existantes,*
- *Une concertation avec les acteurs concernés.*

*Une feuille de route se décline en 13 actions articulées autour de 3 axes stratégiques.*

*De plus, afin de recenser les démarches PAT dès leur émergence et de soutenir leur déploiement sur le territoire en leur donnant plus de légitimité et de visibilité, le ministère de l'agriculture et de l'alimentation met en place un dispositif de reconnaissance des PAT ; les demandes déposées dans ce cadre sont instruites par la DRAAF Nouvelle Aquitaine.*

*Deux niveaux de reconnaissance sont possibles suivant l'état d'avancement du projet :*

- *Le niveau 1 correspond aux projets collectifs émergents,*
- *Le niveau 2 correspond aux projets dont le degré d'avancement permet la mise en œuvre d'actions opérationnelles, pilotées par une instance de gouvernance établie.*

*Il est donc proposé que le PAT de la Saintonge Romane dépose une candidature pour une reconnaissance de niveau 2, pour une durée de trois ans, ce qui lui permettra de répondre aux appels à projets régionaux et nationaux.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,**

**Vu la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt introduisant la notion de Projets alimentaires territoriaux,**

**Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, III, 7°) relatif à la « mise en place de projets territoriaux de développement durable »,**

**Considérant que le projet alimentaire territorial du Pays de Saintonge Romane vise à :**

- favoriser la relocalisation de l'agriculture et de l'alimentation dans le territoire en soutenant notamment la structuration et le développement des circuits courts,
- maintenir de la valeur économique sur le territoire,
- répondre aux attentes et aux besoins de la population (en termes de qualité de l'alimentation, de la santé, de l'apprentissage du goût) et de la profession agricole (qualité de vie professionnelle, création d'emplois, reconnaissance),
- accélérer la transition agricole et alimentaire en rapprochant les producteurs, les transformateurs, les distributeurs, les collectivités territoriales et les consommateurs,
- s'adapter et d'anticiper les crises sanitaires et économiques.

Considérant les 3 axes du PAT et les 13 fiches actions ci-dessous,

### **Axe 1 : Rendre les produits locaux plus accessibles : « Connaître et faire connaître »**

**Actions :**

**N° 1 :** Coordonner et mutualiser les outils de promotion existants sur les circuits-courts

**N° 2 :** Définir chaque année un plan d'animation autour de l'alimentation durable

**N° 3 :** Créer et animer un groupe de réflexion et de sensibilisation des jeunes autour des enjeux de l'alimentation, de la santé et de la nutrition

**N° 4 :** Accompagner les projets économiques en faveur des produits locaux

### **Axe 2 : Favoriser le développement d'une alimentation durable et locale en restauration collective**

**Actions :**

**N° 5 :** Développer une communauté d'acheteurs de la restauration collective

**N° 6 :** Favoriser le lien et l'interconnaissance entre acteurs de la restauration collective et producteurs

**N° 7 :** Accompagner les producteurs dans la réponse aux marchés publics

**N° 8 :** Accompagner la structuration de la filière maraîchage/légumière pour répondre à la demande de la restauration collective

**N° 9 :** Mettre en place la logistique pour optimiser les flux de la production vers la restauration collective

**N° 10 :** Lutter contre le gaspillage alimentaire

### **Axe 3 : Lutter contre la précarité alimentaire sur le territoire**

**Actions :**

**N° 11 :** Accompagner les pratiques des potagers individuels partagés

**N° 12 :** Faciliter l'accès à une alimentation de qualité pour les populations précaires de l'ensemble du territoire de l'agglomération

### **Action transversale**

**N° 13 :** Créer un comité de suivi sur l'installation et la transmission agricole

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- d'approuver la stratégie alimentaire exposée ci-dessus.

- d'autoriser le dépôt d'un dossier de reconnaissance du Projet alimentaire du Pays de Saintonge Romane de niveau 2.

- d'autoriser le Président, ou son représentant en charge du Projet de territoire, de l'Attractivité du territoire, de l'Agriculture et de l'Aménagement du territoire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*



## UNE AGGLOMÉRATION PROCHE ET SOLIDAIRE DE SES HABITANTS

\*\*\*\*\*

### SOLIDARITÉS

\*\*\*\*\*

#### 2022-103. Association Le SAS - Attribution d'une subvention pour l'année 2022 et autorisation de signer la convention associée

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON précise que la subvention est identique à celle de l'année précédente. L'Agglomération continue d'aider toutes les structures d'insertion du territoire, directement par le biais de subventions de ce type, et indirectement par le biais de la commande publique, avec un montant de 600 000 euros de commandes auprès des acteurs de l'insertion l'année précédente.

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que l'association Le SAS a pour but de faciliter l'insertion sociale, l'accès à la formation professionnelle, l'accès à l'emploi durable pour les personnes qu'elle salarie.*

*Elle met en œuvre des modalités spécifiques d'accueil et d'accompagnement.*

*L'association dans sa fonction sociale :*

- *Offre un statut de salarié aux personnes les plus éloignées de l'emploi ;*
- *Met en œuvre un accompagnement collectif et individuel pour la construction d'un projet personnel et professionnel ;*
- *Propose des formations de tous ordres.*

*Dans sa fonction économique :*

- *Met en œuvre des activités privées, publiques et collectives (Appels d'offres, Marchés à procédure adapté (MAPA), prestations de service...)*
- *Contribue au développement local par une dynamique d'emploi (orientation adaptée aux besoins du marché du travail, création d'emplois, professionnalisation) ;*
- *S'inscrit dans une logique d'innovation en contribuant à l'émergence de nouvelles activités.*

*Dans le cadre de ses compétences action sociale d'intérêt communautaire et développement économique, la Communauté d'Agglomération de Saintes participe à l'insertion professionnelle et sociale, à la formation et à l'emploi par le soutien de structures d'insertion par l'activité économique.*

*Par courrier en date du 4 janvier 2022, l'association Le SAS a sollicité auprès de la Communauté d'Agglomération de Saintes une subvention d'un montant de 125 000 € au titre de l'année 2022.*

*Il est ainsi proposé au Conseil Communautaire d'attribuer à l'association Le SAS une subvention d'un montant de 120 000 € pour l'année 2022, montant équivalent à la subvention attribuée en 2021 par délibération n°2021-74 du Conseil Communautaire en date du 27 avril 2021 et de mettre gracieusement à sa disposition un véhicule.*

*Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure la convention ci-jointe fixant notamment les modalités de versement de la subvention et les actions de l'association.*

***Après avoir entendu le rapporteur,***

***Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,***

***Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,***

***Vu l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000 €,***

***Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), « développement économique » et 6, II, 2°), compétence optionnelle « action sociale d'intérêt communautaire »,***

*Vu la délibération n°2014-66 du Conseil Communautaire en date du 18 septembre 2014 portant modification des statuts de la CDA et annexant à ses statuts les points a) et b) relatifs à l'action sociale d'intérêt communautaire,*

*Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,*

*Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,*

*Vu la délibération n°2022-39 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2022,*

*Vu la demande de subvention formulée par l'association Le SAS pour l'année 2022 auprès de la Communauté d'Agglomération d'un montant de 125 000 €,*

*Vu les crédits disponibles inscrits au budget primitif du Budget Principal 2022 au compte 6574,*

*Considérant que l'association Le SAS a pour objet l'accueil, la mise au travail sur des actions collectives, l'encadrement technique et l'accompagnement des personnes en difficulté face à l'emploi,*

*Considérant le but de l'association de faciliter l'insertion sociale, l'accès à la formation professionnelle, l'accès à l'emploi durable pour les personnes qu'elle salarie,*

*Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes a la possibilité de soutenir sous forme de subvention la réalisation des actions de ladite association,*

*Considérant qu'il est nécessaire dans ce cadre de conclure une convention avec l'association fixant notamment les modalités de versement de la subvention et les actions menées par l'association,*

*Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :*

*1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;*

*2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;*

*3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'attribuer** une subvention d'un montant de 120 000 € à l'association Le SAS pour l'année 2022.
- **d'approuver** les termes de la convention ci-jointe.
- **d'autoriser** le Président ou son représentant en charge des Finances, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

**ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :**

- 50 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 4 élus ne prennent pas part au vote (M. Gérard PERRIN, M. Pascal GILLARD, M. Pierre-Henri JALLAIS, Mme Françoise LIBOUREL)

\*\*\*\*\*

**2022-104. Association le LOGIS - Attribution de la subvention pour l'année 2022 et autorisation de signer la convention associée**

Monsieur Pascal GILLARD explique que Le Logis œuvre dans le champ de l'insertion par le logement. La somme s'élève à 47 600 euros, fléchés sur diverses actions :

- 11 000 euros pour l'action service logement habitat des jeunes, qui favorise la mobilité professionnelle des jeunes en formation, stage ou études
- 4 000 euros pour l'action AVI en lien avec les auteurs de violences intra-familiales, pris sur le budget du CISPD
- 1 800 euros pour l'hébergement d'un jeune en service civique international
- 30 800 euros pour le fonctionnement de la Maison relais. Il s'agit d'un hébergement d'urgence destiné aux personnes en situation de très grande précarité ou qui sortent d'hospitalisation psychiatrique.

Monsieur Pierre MAUDOUX s'étonne que les auteurs de violences intra-familiales soient pris en charge, et non les victimes.

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON explique que selon la loi, l'auteur des violences doit quitter le domicile conjugal, ce qui suppose de pouvoir l'héberger ailleurs.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que l'association Le Logis œuvre dans le champ de l'insertion par le logement.*

*Grâce à l'action Service Logement Habitat des Jeunes, les travailleurs sociaux du Logis assurent un accompagnement tout au long du « projet logement du jeune », le logement étant une étape indispensable dans leur projet de vie et d'insertion socio-professionnelle.*

*C'est la raison pour laquelle, il est proposé au Conseil Communautaire d'attribuer à l'association Le Logis une subvention d'un montant de 11 000 € pour l'année 2022.*

*Par ailleurs, l'association le Logis intervient dans le champ de la prévention de la délinquance, à travers la mise à disposition de logement pour les auteurs de violences.*

*La communauté d'Agglomération souhaite à travers le Logis soutenir des associations œuvrant dans le champ de la prévention de la délinquance et de la lutte contre la récidive.*

*Au regard des axes prioritaires de la nouvelle Stratégie Intercommunale de prévention de la délinquance (SIPD), la Communauté d'Agglomération souhaite soutenir l'association Le Logis dans le dispositif des logements Auteurs des Violences Intra-familiales (AVI).*

*C'est la raison pour laquelle, il est proposé au Conseil Communautaire d'attribuer une subvention d'un montant de 4 000 € à l'association le Logis pour l'année 2022, prise sur le budget du CISPD.*

*De plus, la Communauté d'Agglomération de Saintes accueille un volontaire en Service Civique International du 24/01/2022 au 20/06/2022 ayant pour missions d'accompagner les jeunes du territoire dans leurs projets.*

*L'association le Logis assure l'hébergement du volontaire en Service Civique International.*

*C'est la raison pour laquelle, il est proposé d'attribuer une subvention à hauteur de 1 800 €, couvrant une partie des frais d'hébergement du volontaire en Service Civique International.*

*Enfin, le Logis porte le dispositif de la maison relais qui offre un logement individuel (de type studio ou T2) et un accompagnement quotidien double (projet individuel et actions collectives).*

*L'Association dispose de 23 places, composée de 8 places prioritaires au public suivi par la psychiatrie, 9 places "très sociales" et 6 places (en diffus) réservées aux PPSMJ (Personnes Placées Sous-Main de Justice). Les logements se situent pour 17 d'entre eux sur le site griffon (propriétaire SEMIS), et 6 en diffus (propriétaires privés).*

*Financièrement, les maisons relais sont inscrites dans le PDALHPD (Plan Département d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées), et ont donc un financement principal de l'Etat annuel. L'Etat a demandé aux collectivités locales de contribuer au financement de fonctionnement des maisons relais.*

*C'est la raison pour laquelle, il est proposé d'attribuer une subvention à hauteur de 30 800 €.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,**

**Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,**

**Vu l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,**

**Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, II, 2°), compétence optionnelle action sociale d'intérêt communautaire,**

**Vu la délibération n°2014-66 du Conseil Communautaire en date du 18 septembre 2014 portant modification des statuts de la CDA et annexant à ses statuts les points a) et b) relatifs à l'action sociale d'intérêt communautaire,**

**Vu la demande de subvention sollicitée par l'association Le Logis auprès de la CDA de Saintes au titre de l'année 2022,**

**Vu la délibération n°CC\_2022\_39 du Conseil Communautaire du 5 avril 2022 portant sur le vote du budget primitif du budget principal 2022 et les crédits inscrits au chapitre 65, compte 6574,**

**Considérant le projet de l'association Le Logis concourant à l'insertion liée par le logement,**

**Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes soutient l'association Le Logis dans son action AVI,**

**Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes accueille un volontaire en Service Civique International du 24/01/2022 au 20/06/2022 ayant pour missions d'accompagner les jeunes du territoire dans leur projet,**

**Considérant que le Logis porte le dispositif de Maison relais,**

**Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes soutient l'association Le Logis dans son action Service Logement Habitat des Jeunes » (SLHAJ), permettant l'accompagnement à la recherche de logement, l'accueil, l'hébergement de jeunes travailleurs, d'étudiants et de jeunes engagés dans des parcours d'insertion ayant entre 18 et 30 ans,**

**Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :**

**1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;**

**2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;**

**3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».**

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- d'approuver l'attribution d'une subvention d'un montant de 47 600 € pour l'année 2022 à l'association Le Logis.**

**- d'approuver les termes de la convention d'objectifs et de financement 2022 ci-jointe.**

**- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances à procéder au versement de cette subvention.**

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,**

**ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :**

**- 54 Voix pour**

- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élue ne prend pas part au vote (Mme Caroline AUDOUIN)

\*\*\*\*\*

**2022-105. Mission Locale de Saintonge - Attribution de la subvention pour l'année 2022 et autorisation de signer la convention associée**

Monsieur Philippe CALLAUD explique que la Mission Locale permet notamment l'insertion professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans. Un projet prévoit son déménagement à Saint-Exupéry. La proposition de subvention pour 2022 s'élève à 253 000 euros, soit exactement le même montant qu'en 2021.

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que la Mission Locale de Saintonge exerce une mission de service public auprès des jeunes de 16 à 25 ans dans le but de leur permettre une insertion professionnelle durable. A ce titre, elle assure un suivi global du jeune (recherche d'emploi, de logement, santé...).*

*En plus de cette mission principale, la Mission locale de Saintonge participe au service public de l'emploi par des actions complémentaires, à savoir :*

- *Le groupement des créateurs*
- *Le suivi des clauses d'insertion*
- *Le suivi des jeunes sollicitant une aide au permis citoyen*
- *Le suivi des jeunes sous-main de justice*
- *Le Bureau d'Information Jeunesse.*

*Pour assurer toutes ces missions, la Mission Locale de la Saintonge a sollicitée une subvention d'un montant de 260 000 € auprès de la CDA de Saintes pour l'année 2022.*

*Compte tenu de ces missions, il est proposé au Conseil Communautaire d'attribuer à la Mission Locale de Saintonge une subvention pour l'année 2022 d'un montant de 253 000€ correspondant au montant attribué en 2021.*

*Au regard du montant et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure la convention ci-jointe fixant notamment les modalités de versement de la subvention et les actions de la Mission Locale de Saintonge.*

***Après avoir entendu le rapporteur,***

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,*

*Vu l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, II, 2°), compétence optionnelle action sociale d'intérêt communautaire,*

*Vu la délibération n°2014-66 du Conseil Communautaire en date du 18 septembre 2014 portant modification des statuts de la CDA et annexant à ses statuts Les points a) et b) relatifs à l'action sociale d'intérêt communautaire,*

*Vu la délibération n°CC\_2022\_39 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2022,*

*Vu la demande de subvention formulée par la Mission Locale de La Saintonge au titre de l'année 2022,*

*Vu les crédits disponibles inscrits au budget primitif du Budget Principal 2022 au compte 6574,*

*Considérant la mission de service public exercée par le Mission Locale de la Saintonge auprès des jeunes dans le but de leur permettre une insertion professionnelle durable,*

Considérant qu'en plus de cette mission principale, la Mission locale de Saintonge participe au service public de l'emploi par des actions complémentaires, à savoir :

- Le groupement des créateurs
- Le suivi des clauses d'insertion
- La mobilité internationale
- Le Bureau d'Information Jeunesse.

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'attribuer** une subvention d'un montant de 253 000 € à la Mission Locale de la Saintonge pour l'année 2022.
- **d'approuver** les termes de la convention d'objectifs et de financement 2022 ci-jointe.
- **d'autoriser** Monsieur Le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

**ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :**

- 49 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 6 Ne prend pas part au vote (M. Gérard PERRIN, Pascal GILLARD, Amanda LESPINASSE, Bruno DRAPRON, Véronique CAMBON, Véronique ABELIN-DRAPRON)

\*\*\*\*\*

#### **2022-106. Attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de ville 2022**

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON indique qu'il est proposé d'approuver les attributions de subventions dans le cadre de l'appel à projets Politique de la Ville. L'objectif de cet appel à projets partagé avec l'État est de compenser une situation de départs défavorable aux habitants du quartier, dans la mesure où celui-ci est le plus pauvre de Nouvelle-Aquitaine. L'idée est de pouvoir offrir à ces familles des moyens d'accéder plus facilement à l'emploi, à la formation, à la réussite éducative, à la culture, aux pratiques sportives, à la pratique numérique et à la participation citoyenne.

Les propositions figurent dans le tableau joint.

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

Le rapporteur rappelle que le Contrat de Ville a été signé le 30 septembre 2015 pour la période 2015-2020 et prorogé par un protocole d'engagements renforcés et réciproques jusqu'en 2022. Il porte sur le quartier prioritaire Bellevue - Boiffiers.

Conformément à la circulaire d'application de la loi du 21 février 2014 sur la politique de la ville, le contrat de ville repose sur trois piliers :

- la cohésion sociale,
- le cadre de vie et le renouvellement urbain,
- l'emploi et le développement économique.

*L'enfance, l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte contre les discriminations et l'accompagnement à la parentalité constituent des priorités transversales qui doivent être intégrées dans les trois piliers.*

*Pour l'appel à projets du contrat de ville 2022, l'État et la Communauté d'Agglomération de Saintes ont décidé d'orienter leur action prioritairement vers :*

- emploi, formation et développement économique ;
- réussite éducative ;
- accès à la culture (notamment la pratique musicale) ;
- accès aux pratiques sportives ;
- accès aux droits et lutte contre la fracture numérique ;
- participation citoyenne ;
- animation de l'espace Saint Exupéry ;
- santé.

*Les projets éligibles au titre de la politique de la ville devront bénéficier prioritairement aux habitants demeurant dans le périmètre de la nouvelle géographie prioritaire. Ils devront être en cohérence avec les axes stratégiques et objectifs du contrat de ville.*

*L'État et la Communauté d'Agglomération souhaitent privilégier, d'une part, des projets présentant des actions innovantes ou expérimentales, d'autre part, dans un souci de cohérence et de complémentarité, des projets élaborés de manière collective regroupant des acteurs locaux dont le rôle et les missions devront être clairement identifiés.*

*Une attention particulière sera portée aux actions proposant une démarche d'aller au plus près des publics visés et à celles qui viseront à renforcer la présence d'adultes auprès des enfants et jeunes, en soirée, en week-end ou pendant les vacances scolaires.*

*La programmation de l'appel à projets du contrat de Ville a été validée lors du comité de pilotage (23/03/2022).*

*C'est dans ce cadre notamment qu'interviennent les partenaires suivants :*

- **Association l'Arche en sel** (Projet « Festival des jardins ») : créer des événements qui permettront aux habitants de s'initier aux bonnes pratiques de la culture ou développer leurs compétences et d'avoir un accès à d'autres cultures : spectacles et art du conte.
- **Ville de Saintes - Patrimoine** (Projet : « Monument'art » - Plongez au cœur du chantier de restauration de Saint-Eutrope) : Projet artistique pluridisciplinaire qui concerne 4 classes des établissements scolaires du quartier prioritaire (exposition, spectacle, escape game, visite du chantier)
- **Ville de Saintes - Conservatoire** (Projet : « Dispositif d'éducation artistique et culturelle pour les élèves de l'école Roger Pérat ») : Projet d'éveil musical et d'apprentissage de la danse au sein des classes de CP et CE1,
- **Association Boiffiers-Bellevue** (Projet « réhabilitation des cabanes des jardins familiaux ») : Construction de 15 cabanes doubles en bois, pour remplacer les cabanes existantes, en partenariat avec les jardiniers et les élèves de l'Etablissement Régional d'enseignement adapté (EREA),
- **Association Il Convito** (Projet : « Vous avez dit classique ? ») : Amorcer un premier dialogue avec les habitants du quartier, à travers différentes rencontres et ateliers partagés autour du répertoire constituant le cœur du travail de l'ensemble Il Convito : la musique baroque, classique et romantique sur instruments historiques.
- **Association Ensemble pour une régie de quartier solidaire** (Projet « La Bretelle ») : Organiser des ateliers collectifs « bien être » et zéro déchet à la friperie La Bretelle,
- **Association Ensemble pour une régie de quartier solidaire** (Projet « Octobre rose ») : Organiser des actions dans le cadre d'octobre rose,
- **Association Ensemble pour une régie de quartier solidaire** (Projet « Animation et fonctionnement du conseil citoyen ») : Mobiliser les habitants sur des actions à développer sur le quartier prioritaire,
- **Association Coyote Minute** (Projet « Sur (la) Place ou à Emporter ») : Organiser un festival avec une programmation culturelle professionnelle diversifiée, ouverte et accessible à tous,
- **Association Les Petits Débrouillards** (Projet « Les cités débrouillardes - La science en bas de chez toi à Saintes ») : Animer des "mini-stages scientifiques" gratuits dans les lieux publics.
- **Atom Ludik** (Projet : « Nature et Citoyenneté ») : Intervention d'un artiste peintre-plasticien à travers la création de fresques à différents endroits du quartier prioritaire,

- **Le peuple créateur** (Projet : « Education à l'image et cinéma plein-air ») : Organisation d'ateliers de création audiovisuelle et projections de cinémas plein-air.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire d'attribuer les subventions suivantes dans le cadre de l'appel à projets du Contrat de Ville 2022 pour un montant total de 20 710 euros :

Association l'Arche en sel	1 500 euros
Ville de Saintes - Conservatoire/Patrimoine	2 000 euros
Association Boiffiers-Bellevue	500 euros
Association Il Convito	1 000 euros
Association Ensemble pour une régie de quartier solidaire	4 410 euros
Association Coyote Minute	6 000 euros
Association Les Petits Débrouillards	2 000 euros
Atom Ludik	1 800 euros
Association Le peuple créateur	1 500 euros

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 4°) relatif à la « Politique de la ville dans la Communauté », et plus particulièrement aux programmes d'actions définis dans le contrat de ville,

Vu la délibération n°2022-39 du Conseil Communautaire en date du 05 avril 2022, portant vote du budget primitif 2022 du Budget Principal,

Considérant la signature du Contrat de Ville de Saintes le 30 septembre 2015 et du protocole d'engagements renforcés et réciproques 2019-2022 du Contrat de Ville et les priorités retenues dans ces derniers,

Considérant l'appel à projet du 7 octobre 2021 émis conjointement par l'Etat et la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant l'avis du 23 mars 2022 donné par le Comité de Pilotage du Contrat de Ville,

Considérant les crédits inscrits au Budget Principal 2022,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** les attributions de subventions suivantes pour un montant total de 20 710 euros :

Association l'Arche en sel	1 500 euros
Ville de Saintes - Conservatoire/Patrimoine	2 000 euros
Association Boiffiers-Bellevue	500 euros
Association Il Convito	1 000 euros
Association Ensemble pour une régie de quartier solidaire	4 410 euros
Association Coyote Minute	6 000 euros
Association Les Petits Débrouillards	2 000 euros
Atom Ludik	1 800 euros
Association Le peuple créateur	1 500 euros



*- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.*

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

*ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :*

- 55 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

\*\*\*\*\*

#### **2022-107. Association Régie de quartier EREQUA'SOL - Attribution d'une subvention pour l'année 2022**

Monsieur Philippe CALLAUD déclare que la CDA de Saintes souhaite contribuer au financement d'un poste de médiateur de l'association EREQUA'SOL, et à l'achat d'un véhicule 9 places. Le médiateur jouera un rôle d'accompagnement du Conseil citoyen et des projets d'habitants du quartier prioritaire. Il s'agit d'un rôle de médiation sociale et culturelle visant à améliorer les relations entre les habitants du quartier et les services publics. La proposition de subvention pour ce poste est de 4 000 euros.

Concernant l'achat d'un véhicule 9 places, celui-ci est nécessaire à la suite de la mise en place d'une deuxième équipe de nettoyage pour soutenir le développement de l'activité. Une subvention de 2 000 euros est proposée dans ce cadre. Le total des subventions s'élève donc à 6 000 euros.

Monsieur le Président précise que le montant de la subvention pour le médiateur est identique à l'année précédente. En l'absence de question, il soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que la communauté d'Agglomération de Saintes souhaite soutenir l'association Ensemble pour une régie de quartier Solidaire (EREQUA'SOL) pour le poste de médiateur qui dans son action permet l'accompagnement du conseil citoyen et des projets d'habitants sur le quartier.*

*En effet, la Régie de quartier EREQUA'SOL par le biais de ce poste, accompagne le développement et l'animation d'un lieu favorisant les échanges et la communication entre les habitants. Il assure en outre des missions de médiation sociale et culturelle visant à améliorer, dans le quartier prioritaire Boiffiers-Bellevue, les relations entre les habitants de ce quartier et les services publics, ainsi que les rapports sociaux dans les espaces publics ou collectifs.*

*Il est proposé au Conseil Communautaire d'attribuer à la régie de quartier EREQUA'SOL une subvention d'un montant de 4 000 € pour l'année 2022, montant équivalent à la subvention attribuée en 2021.*

*Par ailleurs, la Régie de quartier EREQUA'SOL développe son activité avec une deuxième équipe de nettoyage des locaux. Pour ce faire, elle a besoin d'acquérir un deuxième véhicule de 9 places pour le transport des salariés en insertion. Aussi, la Communauté d'Agglomération souhaite soutenir l'association dans cette acquisition.*

*Il est proposé donc au Conseil Communautaire d'attribuer, à ce titre, à la Régie de quartier EREQUA'SOL une subvention d'un montant de 2 000 € pour l'année 2022.*

***Après avoir entendu le rapporteur,***

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 4°), compétence politique de la Ville,*

*Vu la délibération n°2022-39 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2022,*

*Vu la demande de subvention sollicitée par l'association EREQUA'SOL pour l'année 2022 auprès de la Communauté d'Agglomération d'un montant de 4 000 € pour le poste de médiateur et de 2 250 € pour l'achat d'un véhicule,*

*Considérant le projet de La Régie de quartier EREQUA'SOL portant sur le développement et l'animation d'un lieu favorisant les échanges et la communication entre les habitants,*

*Considérant que l'action du médiateur est d'assurer des missions de médiation sociale et culturelles visant à améliorer, dans le quartier prioritaire Boiffiers-Bellevue, des relations entre les habitants de ce quartier et les services publics, ainsi que les rapports sociaux dans les espaces publics ou collectifs,*

*Considérant les crédits disponibles inscrits au budget primitif du Budget Principal 2022, chapitre 65, au compte 6574,*

*Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain (cf. document ci-joint) :*

*1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;*

*2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;*

*3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».*

***Il est proposé au Conseil Communautaire :***

***- d'approuver l'attribution d'une subvention d'un montant de 4 000 € pour le poste du médiateur et de 2 000 € pour l'achat d'un véhicule, à l'association EREQUA'SOL au titre de l'année 2022.***

***- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances à procéder au versement de cette subvention et à signer tout document dans ce cadre.***

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

***ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :***

- 54 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 1 élue ne prend pas part au vote (Mme Véronique ABELIN-DRAPRON)*

\*\*\*\*\*

## **2022-108. Association Re-Pères - Attribution d'une subvention pour l'année 2022**

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON indique que dans le cadre du CISP, l'une des priorités de la nouvelle stratégie locale de sécurité était la prévention des violences intra-familiales et le soutien à la parentalité. Dans ce contexte, une subvention est proposée à l'association Re-Pères 17. Il s'agit d'une association qui vise à accompagner les pères séparés dans l'exercice de leur parentalité lorsqu'ils récupèrent l'enfant dans leur foyer, ou pour le récupérer. Une ancienne éducatrice anime cette association. Il est proposé de voter une subvention de 4 500 euros.

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

***Le rapporteur rappelle que l'association Re-pères 17 a été créée le 02/07/2020.***

***L'association Re-pères 17 a pour objet de soutenir des parents séparés dans l'exercice de leur parentalité afin de permettre à des enfants de grandir dans un climat familial le plus bienveillant possible, prévenir des violences intra-familiales et des inégalités sociales.***

***L'activité principale de l'association est d'accompagner les pères séparés dans l'accès et l'exercice de leur parentalité, dans le respect du droit de la famille et dans l'intérêt de l'enfant.***

***L'association Re-pères répond aux différentes questions ou besoins exprimés par les pères séparés.***

***Cet accompagnement permet aux pères de retrouver une place par rapport à leurs enfants et de retrouver une utilité dans la société.***

*Au regard des objectifs travaillés par les professionnels de cette association auprès des pères, la Communauté d'Agglomération souhaite soutenir cette association dans l'exercice de son activité.*

*Il est proposé au conseil communautaire d'attribuer à l'association Re-pères 17 une subvention d'un montant de 4 500€ pour l'année 2022.*

***Après avoir entendu le rapporteur,***

***Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,***

***Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,***

***Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021 et notamment l'article 6, I, 4°) relatif à la « Politique de la ville dans la Communauté », et plus particulièrement l'animation et la coordination des dispositifs locaux de prévention de la délinquance,***

***Vu la délibération n°CC\_2022\_39 du Conseil Communautaire en date du 05 avril 2022 portant vote du budget primitif du Budget Principal 2022,***

***Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de Saintes de soutenir des projets de prévention de la délinquance sur le territoire,***

***Considérant que l'association Re-pères accompagne les pères dans leurs besoins et dans l'exercice de leur parentalité,***

***Considérant que de redonner la place du père peut contribuer à replacer le père et les enfants en développement dans une dynamique positive,***

***Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022 au compte chapitre 65, au compte 6574,***

***Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain (cf. document ci-joint) :***

***1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;***

***2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;***

***3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».***

***Il est proposé au Conseil Communautaire :***

***- d'approuver l'attribution d'une subvention d'un montant de 4 500€ pour l'année 2022 à l'association Re-pères,***

***- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances à procéder au versement de cette subvention et à signer tout document dans ce cadre.***

***Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,***

***ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :***

- 55 Voix pour***
- 0 Voix contre***
- 0 Abstention***
- 0 Ne prend pas part au vote***

\*\*\*\*\*

## **2022-109. Association Enquête Médiation (AEM)- Attribution d'une subvention pour l'année 2022**

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON explique qu'il s'agit d'une démarche expérimentale, la troisième année est en cours. L'objectif est de proposer un accompagnement renforcé aux auteurs de violences intra-familiales, en parallèle du logement qui a été évoqué précédemment. Cet accompagnement renforcé a pour objectif de prévenir une récidive. L'aide porte sur un montant de 4 000 euros.

En l'absence de question, le Président la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que l'Association Enquête Médiation (AEM) est une association socio-judiciaire. Les champs d'intervention de l'A.E.M. sont multiples :*

- Mesures socio-judiciaires pénales
- Prévention de la délinquance
- Individualisation des sanctions
- Développement des mesures alternatives (stages)
- Mesures socio-judiciaires civiles
- Résolution amiable des conflits
- Accès aux droits
- Soutien à la parentalité

*La mise en place de l'Accompagnement Individuel Renforcé (AIR) consiste en un accompagnement social et un suivi judiciaire thérapeutique renforcé. Cet accompagnement vise à améliorer la prévention de la récidive de la part de personnes, connues de l'institution judiciaire, dont la délinquance paraît en lien, à un titre ou à un autre, avec une addiction à l'alcool ou aux stupéfiants.*

*La Communauté d'Agglomération souhaite à travers le CISPD soutenir des associations œuvrant dans le champ de la prévention de la délinquance et de la lutte contre la récidive.*

*Au regard des axes prioritaires (Agir plus tôt et aller plus loin dans la prévention (pour l'enfance et la jeunesse), Aller vers les personnes vulnérables pour mieux les protéger, La sécurité au quotidien) de la nouvelle Stratégie Intercommunale de Prévention de la Délinquance (SIPD), la Communauté d'Agglomération souhaite soutenir l'association AEM dans le dispositif d'AIR.*

*Il est proposé au Conseil Communautaire d'attribuer une subvention d'un montant de 4 000 € à l'association AEM pour l'année 2022.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 4°) relatif à la « Politique de la ville dans la Communauté », et plus particulièrement l'animation et la coordination des dispositifs locaux de prévention de la délinquance,*

*Vu la délibération n°CC\_2022\_39 du Conseil Communautaire en date du 05 avril 2022 portant vote du budget primitif du Budget Principal 2022,*

*Considérant les crédits disponibles inscrits au budget primitif 2022, chapitre 65 et au compte 6574,*

*Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :*

*1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;*

*2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;*

*3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- d'attribuer** une subvention d'un montant de 4 000 € pour l'année 2022 l'association AEM.

**- d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances à procéder au versement de cette subvention et à signer tout document dans ce cadre.

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

*ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :*

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

#### **2022-110. Association Regain - Attribution d'une subvention pour l'année 2022**

Madame Caroline AUDOIN explique qu'il s'agit de voter l'attribution d'une subvention pour l'association Regain, qui a été créée en 2019 par deux psychologues cliniciennes, et a été lauréate de l'appel à projets ESS en 2019. Elle a pour vocation de faciliter l'accès à un soutien psychologique ou à un espace de psychothérapie individuel ou familial lorsque cette démarche est entravée par des difficultés financières. Le prix de la séance est fixé en fonction des moyens, à un tarif souvent symbolique, et le complément est assuré par la CAF, la CDA et le département. Regain demande un soutien financier à la CDA afin de proposer de nouveaux accompagnements, qui entreront dans le cadre de l'axe 1 du contrat local de santé, à savoir « promouvoir la santé mentale et lutter contre la souffrance psychosociales ». Les élus sont donc invités à approuver l'attribution d'une subvention de 5 000 euros à l'association.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE observe que la prise en charge psychologique est entrée dans le cadre de la prise en charge générale par l'Assurance Maladie. Elle demande quelle sera la différence entre ce type de prise en charge et la prise en charge générale.

Madame Caroline AUDOIN confirme que le dispositif « Mon psy » est apparu depuis cette année via la CPAM, à hauteur de 5 à 8 séances. Toutefois, il ne s'agit pas du même parcours de soin. Il est nécessaire d'être adressé par son médecin traitant, et d'avancer les séances. Par le biais de l'association, il n'est pas nécessaire de passer par un parcours de soin « normal », il suffit d'être adressé par la CAF ou par les travailleurs sociaux. Il n'est pas nécessaire d'effectuer l'avance des soins, qui peut constituer un véritable problème. Le dispositif est complémentaire.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que l'association Regain a été créée en septembre 2019 par des psychologues cliniciennes faisant le constat de la difficulté, pour certaines personnes en souffrance psychique, d'accéder à une psychothérapie en raison de difficultés économiques.*

*Elle se donne pour objectifs :*

- La favorisation de l'accès à la psychothérapie pour tous
- L'amélioration de l'accès aux soins et aux droits dans le champ de la santé mentale
- La lutte contre l'exclusion sociale et la stigmatisation

*Dans ce cadre, l'association propose un **espace de psychothérapie individuelle et/ou familiale** à des personnes en **précarité**. Les personnes participent en fonction de leurs moyens. Le complément est assuré par les subventions de divers financeurs (CPAM, CAF, Conseil Départemental...).*

***Engagée dans une démarche de soutien à l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), la Communauté d'Agglomération lance chaque année un appel à projet ESS pour encourager le démarrage ou le développement d'initiatives économiques de proximité.** L'association a été lauréate de l'appel à projet 2019 et a obtenu un financement de la CDA de 2 000€ permettant le démarrage de l'activité.*

*Afin de pouvoir proposer de nouveaux accompagnements, l'association sollicite une nouvelle subvention auprès de la CDA.*

*Cette demande entre dans le cadre du **Contrat Local de Santé Saintonge Romane**, plus particulièrement l'axe 1 « Promouvoir la santé mentale et lutter contre la souffrance psychosociale » et l'enjeu 1 « Favoriser l'accès de la population à l'offre de soins psychiatriques ».*

*Il est proposé au Conseil communautaire d'attribuer une subvention de 5 000 € au titre de l'année 2022.*

*Après avoir entendu le rapporteur,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, II, 2°), relatif à la compétence optionnelle « action sociale d'intérêt communautaire »,*

*Vu la délibération n°2016-13 du Conseil communautaire en date du 5 avril 2016, transmise en Sous-Préfecture le 6 avril 2016, définissant d'intérêt communautaire l'action sociale santé et la rattachant à la compétence optionnelle action sociale,*

*Vu la délibération n°2019-224 du Conseil communautaire du 19 décembre 2019 portant autorisation de signer le Contrat Local de Santé Saintonge Romane,*

*Vu le Contrat Local de Santé Saintonge Romane signé par la Communauté d'Agglomération de Saintes le 30 janvier 2020,*

*Vu la délibération n°2022-39 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022, portant vote du Budget Primitif du Budget Principal,*

*Vu la demande de subvention formulée par l'association Regain pour l'année 2022,*

*Considérant que les crédits inscrits au budget principal 2022, chapitre 65, compte 6574,*

*Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain (cf. document ci-joint) :*

*1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;*

*2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;*

*3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- d'attribuer** une subvention d'un montant de 5 000 € à l'association Regain au titre de l'année 2022.

**- d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances à signer tous les documents nécessaires au versement de cette subvention.

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

**ADOpte** à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

#### **2022-111. Contrat de Ville - Prolongation de la convention locale d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB)**

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON indique que dans le cadre du Contrat de Ville, les organismes HLM situés dans les quartiers prioritaires bénéficient d'un abattement de 30% de la taxe foncière sur les propriétés bâties. En contrepartie de cet abattement, ils réalisent un certain nombre d'actions en faveur des habitants des quartiers prioritaires, comme du soutien aux associations de quartiers ou le recours aux structures d'insertion. La convention était calée sur la date de fin du Contrat de Ville. Ce dernier a été prolongé d'un an, et il est donc proposé de voter un avenant de prolongation afin de pouvoir continuer à bénéficier des contreparties offertes par le bailleur social.

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que le Contrat de Ville a été signé le 30 septembre 2015 pour la période 2015-2020 et prorogé par un protocole d'engagements renforcés et réciproques jusqu'en 2022. Il porte sur le quartier prioritaire Bellevue - Boiffiers.*

*La loi de finances pour 2022 a acté la prorogation d'une année supplémentaire des contrats de ville en cours et prolonge l'application de l'abattement de TFPB jusqu'en 2023 (Article 68).*

*Depuis 2016, les bailleurs bénéficient de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) pour les quartiers prioritaires. Cela s'est traduit par la signature d'une convention entre l'Etat, la Communauté d'Agglomération de Saintes, la ville de Saintes, et le bailleur présent au sein du quartier prioritaire (SEMS). Cette convention a défini, un programme d'actions articulé autour de 8 axes d'interventions :*

- Le renforcement de la présence de personnel de proximité ;*
- La formation/soutien des personnels de proximité ;*
- Le sur-entretien ;*
- La gestion des déchets et encombrants/épaves ;*
- La tranquillité résidentielle ;*
- La concertation/sensibilisation des locataires ;*
- L'animation, lien social, vivre ensemble ;*
- Les petits travaux d'amélioration de la qualité de service (hors quartiers NPNRU).*

*Il est donc proposé au Conseil Communautaire de signer un avenant à la convention locale d'utilisation de l'abattement de la TFPB signé en date du 12 janvier 2016.*

***Après avoir entendu le rapporteur,***

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5211-10,*

*Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 4°) relatif à la « Politique de la ville dans la Communauté », et plus particulièrement aux programmes d'actions définis dans le contrat de ville,*

*Vu la délibération n°2015-72 du Conseil Communautaire en date du 29 septembre 2015 portant autorisation de signer le Contrat de Ville,*

*Vu le contrat de Ville signé le 30 septembre 2015, et les priorités retenues dans ce dernier,*

*Vu la délibération n°2019-182 du Conseil Communautaire en date du 07 novembre 2019 portant autorisation de signer le protocole d'engagements renforcés et réciproques 2019-2022 du Contrat de Ville,*

*Vu la délibération n°2015-110 du Bureau Communautaire en date du 22 décembre 2015 autorisant la signature de la convention locale d'utilisation de l'abattement de la TFPB,*

*Vu la délibération n°2018-201 du Conseil Communautaire en date du 27 septembre 2018 autorisant la signature de l'avenant de prolongation de la convention locale d'utilisation de l'abattement de la TFPB annexée au Contrat de Ville,*

*Vu la délibération n°2020-256 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2020 autorisant la signature de l'avenant de prolongation de la convention locale d'utilisation de l'abattement de la TFPB annexée au Contrat de Ville,*

*Considérant la convention locale d'utilisation de l'abattement de la TFPB signée en date du 12 janvier 2016, portant sur une durée de 3 ans, de 2016 à 2018.*

*Considérant l'avenant n°1 à la convention locale d'utilisation de l'abattement de la TFPB signé en date du 28 septembre 2018, portant sur une durée de 2 ans, de 2019 à 2020.*

*Considérant l'avenant n°2 à la convention locale d'utilisation de l'abattement de la TFPB signé en date du 21 décembre 2020, portant sur une durée de 2 ans, de 2021 à 2022.*

*Considérant le projet d'avenant à la convention locale d'utilisation de l'abattement de TFPB annexé, qui prévoit la prolongation d'une année supplémentaire de la convention et le plan d'actions pour l'année 2023.*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** les termes de l'avenant n°3 de prolongation de la convention locale d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) ci-joint.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de la Politique de la Ville, à signer l'avenant n°3 ci-joint.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **ÉDUCATION, ENFANCE, FAMILLE**

\*\*\*\*\*

### **2022-112. Association Les Frimousses - Autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2022**

Monsieur Éric PANNAUD rappelle que la compétence scolaire et périscolaire est couverte en régie pour la plupart des accueils. A Corme-Royal, l'association Les Frimousses assure l'accueil périscolaire les jours d'école et les centres de loisirs les mercredis et durant les vacances. Il est proposé de maintenir la subvention 2022 à 165 000 euros.

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de sa compétence « Education Enfance Jeunesse », la CDA de Saintes soutient financièrement les associations accueillant les enfants sur le temps périscolaire et extrascolaire.

L'association Les Frimousses, située 8 rue du Fief du Moulin à Corme-Royal, entre dans ce cadre puisqu'elle accueille des enfants de 3 à 14 ans sur le temps périscolaire matin et soir, le mercredi avec un effectif moyen de 59 enfants/jour et pendant les vacances scolaires avec un effectif moyen de 49 enfants/jour (période de référence 2021).

L'association « Les frimousses » s'engage à mettre en œuvre des actions qui s'appuient sur son projet éducatif et qui s'inscrivent dans la Convention Territoriale Globale. L'Accueil de loisirs pour les 3-14 ans sur les temps extrascolaires et périscolaires vise à :

- Proposer une offre d'activités diversifiées favorisant un éveil culturel, artistique et citoyen sur le temps extra-scolaire,
- Appliquer la tarification votée par la CDA de Saintes en direction des familles bénéficiaires,
- Contribuer à l'élaboration des camps et séjours à destination des jeunes du territoire de la CDA de Saintes,
- Accompagner les projets permettant de renforcer la communauté éducative (parents, environnement de l'enfant et du jeune). D'une façon générale, les projets répondant à ces objectifs prioritaires font l'objet d'une évaluation spécifique sur la base de critères co-construits et peuvent évoluer au fil de l'année.

En conséquence, le Conseil Communautaire, lors du vote du Budget Primitif le 5 avril 2022, a attribué à l'association Les Frimousses une subvention d'un montant de 165 000 € pour l'année 2022 afin qu'elle mène à bien ces actions.

Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement fixant les modalités de versement de la subvention.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Éducation,



*Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,*

*Vu l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'«Education Enfance Jeunesse»,*

*Vu la demande de subvention formulée par l'association Les Frimousses pour l'année 2022,*

*Vu la délibération n°2022-39 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2022, et notamment l'annexe budgétaire portant attribution d'une subvention d'un montant de 165 000 € pour l'année 2022 à l'association Les Frimousses pour mener à bien les actions et projets de l'accueil de loisirs,*

*Considérant que les actions de l'association Les Frimousses s'inscrivent dans le Projet Educatif Global de Territoire,*

*Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement entre la CDA de Saintes et l'Association Les Frimousses,*

*Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :*

*1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;*

*2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;*

*3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».*

***Il est proposé au Conseil Communautaire :***

- ***d'approuver*** les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe.
- ***d'autoriser*** le Président ou son représentant en charge de l'Education et de l'Enfance, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

***ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :***

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

#### **2022-113. Association Le Pidou - Attribution d'une subvention et autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2022**

Monsieur Philippe CALLAUD rappelle que dans le cadre de la compétence Éducation, Enfance, Jeunesse, la CDA soutient les associations accueillant les enfants sur le temps périscolaire et extrascolaire. L'association Le Pidou a justement pour objectif l'accueil des enfants, en proposant une offre d'activités diversifiées. La tarification votée par la CDA de Saintes en direction des familles bénéficiaires est appliquée. L'association contribue à l'élaboration des camps et séjours à destination des jeunes du territoire de la CDA de Saintes. Elle accompagne aussi les projets permettant de renforcer la communauté éducative. La subvention proposée pour 2022 s'élève à 300 000 euros, comme pour l'année précédente.

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que dans le cadre de sa compétence « Education Enfance Jeunesse », la CDA de Saintes soutient financièrement les associations accueillant les enfants sur le temps périscolaire et extrascolaire.*

*L'association Le Pidou entre dans ce cadre puisqu'elle accueille des enfants de 3 à 17 ans le mercredi avec un effectif moyen de 102 enfants/jour et pendant les vacances scolaires avec un effectif moyen de 86 enfants/jour (période de référence 2021).*

*L'association Le Pidou s'engage à mettre en œuvre des actions qui s'appuient sur son projet éducatif et qui s'inscrivent dans la Convention Territoriale Globale. L'association pourra prévoir des interventions complémentaires répondant à des projets pédagogiques particuliers, en précisant le nombre d'heures, les intervenants et les écoles référentes.*

*L'accueil des enfants vise à :*

- Proposer une offre d'activités diversifiées favorisant un éveil culturel, artistique et citoyen sur le temps extra-scolaire, et périscolaire,*
- Appliquer la tarification votée par la CDA de Saintes en direction des familles bénéficiaires,*
- Contribuer à l'élaboration des camps et séjours à destination des jeunes du territoire de la CDA de Saintes,*
- Accompagner les projets permettant de renforcer la communauté éducative (parents, environnement de l'enfant et du jeune). D'une façon générale, les projets répondant à ces objectifs prioritaires font l'objet d'une évaluation spécifique sur la base de critères co-construits et peuvent évoluer au fil de l'année.*

*Il est proposé par la présente délibération d'attribuer à l'association le Pidou une subvention d'un montant de 300 000 € pour l'année 2022 afin qu'elle mène à bien ces actions.*

*Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement fixant les modalités de versement de la subvention.*

***Après avoir entendu le rapporteur,***

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu le Code de l'Education,*

*Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,*

*Vu l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'«Education Enfance Jeunesse»,*

*Vu la délibération n°2022-39 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2022,*

*Vu la demande de subvention formulée par l'association LE PIDOU pour l'année 2022,*

*Considérant que l'accueil de loisirs Le PIDOU situé 4 allée de la Guyarderie à Saintes accueille des enfants âgés de 3 à 17 ans sur le temps périéducatif et extrascolaire,*

*Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes a la possibilité de soutenir sous forme de subvention la réalisation des actions de ladite association,*

*Considérant que les actions de l'association Le Pidou s'inscrivent dans le Projet Educatif Global de Territoire,*

*Considérant que dans ce cadre, il est proposé de verser à l'association Le Pidou une subvention pour l'année 2022 d'un montant de 300 000 €,*

*Considérant les crédits nécessaires prévus au budget principal 2022 de la Communauté d'Agglomération de Saintes, Chapitre 65, Article 6574,*

Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement entre la CDA de Saintes et l'Association Le Pidou,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'attribuer** une subvention d'un montant de 300 000 € pour l'année 2022 à l'association Le Pidou.
- **d'approuver** les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe et d'autoriser le Président, ou son représentant en charge de l'Education et de l'Enfance, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

**ADOpte** à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 2 élus ne prennent pas part au vote (M. Eric PANNAUD en son seul nom, Mme Véronique CAMBON)

\*\*\*\*\*

#### **2022-114. Association Les Aventuriers - Autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2022**

Monsieur Éric PANNAUD indique que cette association assume le rôle de périscolaire et de centre de loisirs pour le mercredi et les vacances scolaires. La subvention proposée s'élève à 154 000 euros, au même titre que 2021.

L'ensemble des associations ont demandé le même montant que l'année précédente, alors qu'il est demandé aux services de réduire leurs dépenses.

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de sa compétence « Education Enfance Jeunesse », la CDA de Saintes soutient financièrement les associations accueillant les enfants sur le temps périscolaire et extrascolaire.

L'association Les Aventuriers, située 6 avenue du 8 mai 1945 à Chaniers, entre dans ce cadre puisqu'elle accueille des enfants de 3 à 17 ans sur le temps périscolaire matin et soir, le mercredi avec un effectif moyen de 43 enfants/jour et pendant les vacances scolaires avec un effectif moyen de 37 enfants/jour (période de référence 2021).

L'association s'engage à mettre en œuvre des actions qui s'appuient sur son projet éducatif et qui s'inscrivent dans la Convention Territoriale Globale.

Pour l'Accueil de loisirs des 3-17 ans l'association s'engage à :

- proposer une offre d'activités diversifiées favorisant un éveil culturel, artistique et citoyen,
- contribuer à l'élaboration des camps et séjours en direction des jeunes de la CDA de Saintes,
- appliquer la tarification votée par la CDA de Saintes en direction des familles bénéficiaires,
- accompagner les projets permettant de renforcer la communauté éducative (parents, environnement de l'enfant et du jeune). D'une façon générale, les projets répondant à ces objectifs prioritaires font l'objet d'une évaluation spécifique sur la base de critères co-construits et peuvent évoluer au fil de l'année.

En conséquence, le Conseil Communautaire, lors du vote du Budget Primitif le 5 avril 2022, a attribué à l'association Les Aventuriers une subvention d'un montant de 154 000 € pour l'année 2022 afin qu'elle mène à bien ces actions.

Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement fixant les modalités de versement de la subvention.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,**

**Vu le Code de l'Education,**

**Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,**

**Vu l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,**

**Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'«Education Enfance Jeunesse»,**

**Vu la demande de subvention formulée par l'association Les Aventuriers pour l'année 2022,**

**Vu la délibération n°2022-39 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2022, et notamment l'annexe budgétaire portant attribution d'une subvention d'un montant 154 000 € pour l'année 2022 à l'association Les Aventuriers pour mener à bien les actions et projets de l'accueil de loisirs « Les Aventuriers »,**

**Considérant que les actions de l'association Les Aventuriers s'inscrivent dans le Projet Educatif Global de Territoire,**

**Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement entre la CDA de Saintes et l'Association Les Frimousses,**

**Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :**

**1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;**

**2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;**

**3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».**

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe.
- **d'autoriser** le Président ou son représentant en charge de l'Education et de l'Enfance, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,**

**ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :**

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2022-115. Association Do l'enfant Dom - Autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2022**

Madame Véronique CAMBON rappelle que cette association propose un service de garde d'enfants au domicile des parents travaillant en horaires atypiques ou décalés, pour des familles résidant sur le territoire de la communauté d'Agglomération. La participation des familles s'établit en fonction de leur quotient familial. L'association s'engage à présenter, comme chaque année, ses comptes-rendus et ses budgets. De son côté, la CDA s'engage à financer les actions inscrites au titre de la CTG sur une base de 1 600 heures d'intervention. La subvention de fonctionnement à attribuer s'élève à 24 000 euros.

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que l'association Do l'Enfant Dom a été créée en mars 2006 dans le but d'aider les parents à concilier vie professionnelle et vie familiale en leur permettant de faire garder leurs enfants lorsque les structures traditionnelles ne peuvent répondre à la demande.*

*Dans le cadre de sa compétence « Education Enfance Jeunesse », comprenant la petite enfance, la CDA soutient cette association qui permet de proposer aux parents une garde alternative au domicile des parents qui travaillent en horaires décalés.*

*En conséquence, le Conseil Communautaire, lors du vote du Budget Primitif le 5 avril 2022, a attribué à l'association Do l'Enfant Dom une subvention d'un montant de 24 000 € pour l'année 2022 afin qu'elle réalise des actions qui s'inscrivent dans le Projet Educatif Global de Territoire sur le volet CEJ :*

- *L'accueil Petite enfance : prise en charge au domicile des parents de l'enfant afin de favoriser l'articulation vie familiale et vie professionnelle, pour des familles exerçant en horaires atypiques ou décalés. L'association s'engage à prioriser les familles monoparentales qui ne peuvent s'inscrire dans l'emploi ou s'y maintenir au regard des besoins en mode de garde.*
- *La prise en charge ne peut s'inscrire dans la durée, elle doit offrir le temps nécessaire à la famille de mettre en œuvre un parcours de garde correspondant à ses besoins.*
- *Accompagner et soutenir les projets d'enfants et d'adultes.*
- *Accompagner les projets permettant de renforcer la communauté éducative (parents, adultes, environnement de l'enfant et du jeune) et la rendre autonome dans la prise en charge éducative des enfants et des jeunes.*
- *Renforcer et/ou développer des partenariats de proximité en matière de petite enfance et d'enfance,*
- *Elaborer et mettre en place des expérimentations visant à ouvrir les actions et services des acteurs sur un territoire plus large.*

*Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement fixant les modalités de versement de la subvention.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu le Code de l'Education,*

*Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,*

*Vu l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, III, 2°) a), relatif à la petite enfance,*

*Vu la demande de subvention formulée par l'association Do l'enfant Dom pour l'année 2022,*

*Vu la délibération n°2022-39 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2022, et notamment l'annexe budgétaire portant attribution d'une subvention d'un montant de 24 000 € pour l'année 2022 à l'association Do l'enfant Dom pour mener à bien les actions et projets de l'association,*

*Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement entre la CDA de Saintes et l'Association Do l'enfant Dom,*

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe.
- **d'autoriser** le Président ou son représentant en charge de l'Education et de l'Enfance, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

**ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :**

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2022-116. Association Boiffiers-Bellevue - Autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2022**

Monsieur Éric PANNAUD indique que la CTG est en cours d'évaluation. Il est nécessaire de recontractualiser avec la CAF pour les trois années à venir. L'association cherche à reconduire l'ensemble des actions actuellement portées, et le souhait est de leur accorder la même subvention que l'année précédente, c'est-à-dire 238 000 euros.

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes, dans le cadre de ses compétences Education-Enfance-Jeunesse, Politique de la Ville et action sociale, soutient l'association Boiffiers-Bellevue, porteuse d'un Centre Social.

Plusieurs actions menées par l'association sont inscrites dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (CTG) et bénéficient à ce titre de financements de la CAF et s'inscrivent également dans le cadre du contrat de ville.

Les axes prioritaires et objectifs partagés par l'association et la CDA de Saintes visent à servir une politique d'action sociale, laïque et citoyenne, prioritairement ciblée en direction de l'enfance et la jeunesse au vu des enjeux suivants de la CTG :

Enjeu 2 : renforcer l'accès aux droits et aux services et apporter une réponse de proximité aux habitants (bassins de vie)

Enjeu 3 : adapter l'offre de service à destination des 0-11 ans aux évolutions et à la diversité des besoins des familles

Enjeu 4 : définir et mettre en œuvre une politique jeunesse (11-25 ans)

Enjeu 5 : porter une attention particulière aux publics en situation de vulnérabilité.

En conséquence, le Conseil Communautaire, lors du vote du Budget Primitif le 5 avril 2022, a attribué au Centre social Boiffiers-Bellevue une subvention d'un montant de 238 000 € pour l'année 2022.

Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement fixant notamment les modalités de versement de la subvention et les actions du Centre Social.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,*

*Vu l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 4°) relatif à la « Politique de la ville dans la Communauté », 6, II, 2°), « Action sociale d'intérêt communautaire » et 6, III, 2°), « Education Enfance Jeunesse»,*

*Vu la délibération n°2022-39 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2022, et notamment son annexe budgétaire précisant l'attribution d'une subvention d'un montant de 238 000 € pour l'année 2022 au centre social Boiffiers-Bellevue afin de lui permettre de mener à bien ses actions (Chapitre 65, Article 6574),*

*Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement entre la CDA de Saintes et l'association Boiffiers-Bellevue fixant notamment les modalités de versement de la subvention et les actions du Centre Social Boiffiers-Bellevue,*

*Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :*

*1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;*

*2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;*

*3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».*

***Il est proposé au Conseil Communautaire :***

- ***d'approuver*** les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe.
- ***d'autoriser*** le Président, ou son représentant en charge notamment de la Convention Territoriale Globale, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

***ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :***

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

#### **2022-117. Association Belle Rive - Autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2022**

Monsieur Éric PANNAUD précise que les axes de l'association correspondent à la CTG. Il est proposé de lui mettre à disposition le même montant que l'année précédente, soit 120 000 euros.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir quelle est la différence de public entre ces deux associations, dans la mesure où l'une bénéficie d'une subvention deux fois moindre.

Monsieur Éric PANNAUD répond que la subvention n'est pas directement liée au nombre de bénéficiaires. Elle dépend des actions portées, et chaque action correspond à un certain financement. Les actions portées par le centre social Boiffiers-Bellevue sont plus onéreuses et nécessitent des subventions plus importantes pour fonctionner.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes, dans le cadre de ses compétences Education-Enfance-Jeunesse et Action sociale, soutient l'association Belle Rive, porteuse d'un Centre Social.*

*Plusieurs actions concernant l'enfance et la jeunesse, menées par l'association, sont inscrites dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (CTG) et bénéficient à ce titre de financements de la CAF.*

*Les axes prioritaires et objectifs partagés par l'association et la CDA de Saintes visent à servir une politique d'action sociale, laïque et citoyenne, prioritairement ciblée en direction de l'enfance et la jeunesse au vu des enjeux suivants de la CTG :*

- *Enjeu 2 : renforcer l'accès aux droits et aux services et apporter une réponse de proximité aux habitants (bassins de vie)*
- *Enjeu 3 : adapter l'offre de service à destination des 0-11 ans aux évolutions et à la diversité des besoins des familles*
- *Enjeu 4 : définir et mettre en œuvre une politique jeunesse (11-25 ans)*
- *Enjeu 5 : porter une attention particulière aux publics en situation de vulnérabilité.*

*En conséquence, le Conseil Communautaire, lors du vote du Budget Primitif le 5 avril 2022, a attribué au Centre social Belle Rive une subvention d'un montant de 120 000 € pour l'année 2022, montant équivalent à la subvention attribuée en 2021.*

*Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement fixant notamment les modalités de versement de la subvention et les actions du Centre social Belle-Rive.*

***Après avoir entendu le rapporteur,***

***Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,***

***Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,***

***Vu l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,***

***Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, II, 2°) « Action sociale d'intérêt communautaire » et l'article 6, III, 2°), relatif à l'« Education Enfance Jeunesse »,***

***Vu la délibération n°2022-39 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2022, et notamment son annexe budgétaire précisant l'attribution d'une subvention d'un montant de 120 000 € pour l'année 2022 au centre social Belle Rive afin de lui permettre de mener à bien ces actions (Chapitre 65, Article 6574),***

***Considérant qu'il est nécessaire, compte tenu du montant de la subvention attribuée, de conclure une convention d'objectifs et de financement entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et l'association Belle Rive fixant notamment les modalités de versement de la subvention et les actions du Centre social Belle Rive,***

***Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :***

***1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;***

***2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;***

***3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».***

***Il est proposé au Conseil Communautaire :***

- ***d'approuver les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe.***



- *d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment de la Convention Territoriale Globale, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.*

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

*ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :*

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **UNE AGGLOMÉRATION DOTÉE DE SERVICES SUPPORTS**

\*\*\*\*\*

## **AFFAIRES JURIDIQUES**

\*\*\*\*\*

### **2022-118. Modification statutaire de l'agglomération de Saintes liée à la compétence mobilité**

Monsieur Philippe DELHOUME rappelle que le schéma directeur cyclable a été voté en avril. La CDA n'est pas compétente en matière de voirie. Elle avait la possibilité de modifier ses statuts en y ajoutant la compétence création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire, et en rajoutant également la création ou l'aménagement de gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire. Les aménagements prévus au schéma directeur cyclable seront définis d'intérêt communautaire.

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes a approuvé son schéma directeur cyclable lors du Conseil Communautaire du 5 avril 2022. Celui-ci définit la politique cyclable du territoire en termes d'infrastructures, de services, de communication et de sensibilisation. La Communauté d'Agglomération de Saintes n'est à ce jour pas compétente en matière de voirie, celle-ci relevant des communes ou du département. Toutefois, la CDA peut prendre une compétence « Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire ».*

*C'est pourquoi, il est proposé de compléter le champ des compétences optionnelles actuellement présent dans ses statuts de la manière suivante :*

### **II-COMPETENCES OPTIONNELLES**

- 1°) Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie  
*Lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie*
- 2°) Action sociale d'intérêt communautaire
- 3°) Construction, aménagement, entretien et gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire

**EST REMPLACÉ PAR :**

- 1°) Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie  
*Lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie*
- 2°) Action sociale d'intérêt communautaire
- 3°) Construction, aménagement, entretien et gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire
- 4°) Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire »

*Seront ainsi définis « d'intérêt communautaire » les aménagements inscrits au schéma directeur cyclable. Cette nouvelle compétence optionnelle permettra à la CDA de mettre en œuvre le schéma sur l'ensemble du territoire.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 5216-5 et L. 5211-17,**

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2°), c) relatif à « l'organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la 1<sup>ère</sup> partie du Code des Transports, sous réserve de l'article L.3421-2 du même code »,*

*Vu la délibération n°CC\_2022\_76 du Conseil communautaire en date du 5 avril 2022 relative à l'adoption du Schéma Directeur Cyclable de l'Agglomération de Saintes,*

*Considérant le schéma directeur cyclable, validé en Conseil communautaire du 5 avril 2022, qui définit les aménagements cyclables « d'intérêt communautaire »,*

*Considérant qu'aujourd'hui la Communauté d'Agglomération de Saintes ne possède pas la compétence voirie et n'est ainsi pas en mesure de créer les infrastructures nécessaires à la pratique du vélo,*

*Considérant que la présente délibération consiste ainsi à proposer une modification des statuts de la CDA de Saintes au niveau de ses compétences optionnelles afin de lui permettre de créer des infrastructures cyclables et ainsi mettre en œuvre le schéma directeur,*

*Considérant qu'il est proposé de compléter le champ des compétences optionnelles actuellement présent dans ses statuts de la manière suivante :*

## **II-COMPETENCES OPTIONNELLES**

*1°) Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie*

*Lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie*

*2°) Action sociale d'intérêt communautaire*

*3°) Construction, aménagement, entretien et gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire*

**EST REMPLACÉ PAR :**

*1°) Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie*

*Lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie*

*2°) Action sociale d'intérêt communautaire*

*3°) Construction, aménagement, entretien et gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire*

*4°) Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire »*

*Considérant que pour être effective, la modification statutaire doit être approuvée dans les termes arrêtés à l'article L. 5211-17 du CGCT : « Ces transferts sont décidés par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable »,*

*Considérant que les conditions de majorité requise ci-dessus correspondent pour la CDA aux 2/3 des conseils municipaux représentant la majorité de la population ou la moitié des conseils municipaux représentant les 2/3 de la population, cette majorité doit nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée, soit le conseil municipal de Saintes,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

*- d'approuver la proposition de modification des statuts de la CDA de Saintes telle qu'elle figure dans la présente délibération.*

*- d'autoriser le Président ou son représentant en charge des Transports et de la Mobilité, à notifier cette proposition de modification à chacune des communes membres de la CDA de Saintes pour une prise d'effet au 1<sup>er</sup> octobre 2022.*

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

**ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :**

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **2022-119. Modification statutaire de l'agglomération de Saintes liée à la compétence énergie**

Monsieur Fabrice BARUSSEAU précise qu'il s'agit de la création de grappes photovoltaïques sur des terrains impropres à toute culture. Le projet est désormais mature, et quatre terrains ont été identifiés. Afin d'entrer dans la phase opérationnelle, une société de projet doit être créée. Pour que la CDA puisse intégrer cette société de projet, il est nécessaire de lui déléguer la compétence. Il est proposé dans le cadre de la délibération de prendre uniquement la compétence photovoltaïque au sol, et de laisser les autres aux communes. Cette partie engendre souvent des projets plus onéreux, qui demandent un autre cadre que le cadre communal. Il s'agit donc d'un transfert de compétence à la CDA, afin qu'elle puisse mettre en œuvre ce projet de grappe photovoltaïque.

Monsieur Jean-Michel ROUGER demande si, de ce fait, un particulier ne pourra plus porter de projet personnel.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU répond qu'il est question des collectivités locales. Un particulier ou une entreprise peut tout à fait porter un projet.

Monsieur Pierre TUAL se demande si chaque commune aura une délibération à prendre sur le sujet

Monsieur Fabrice BARUSSEAU précise qu'à chaque transfert de compétences, les communes doivent délibérer.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir comment serait réglé un éventuel conflit d'intérêt entre la CDA et la commune. Dans certaines zones de la ville de Saintes par exemple, l'installation de panneaux photovoltaïques est interdite.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU explique que le règlement qui s'applique pour la ville de Saintes s'applique également pour la CDA.

Monsieur le Président ajoute que la CDA demande toujours l'avis aux maires. Il s'agit de terrains identifiés comme inutilisables. L'accord du maire est toujours nécessaire, l'Agglomération n'imposera rien même si elle dispose de la compétence.

Monsieur Pierre MAUDOUX s'interroge sur la notion de grappe. Les projets environnementaux sont souvent des projets d'importance, comme l'éolien.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU précise qu'il est question de terrains inférieurs à 2 hectares. Il s'agit de petits parcs, qui sont à peine rentables pour compenser l'investissement sur une quinzaine d'années.

Monsieur Pierre MAUDOUX demande si le recours à des parcs plus importants sur la CDA à l'avenir est exclu.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU répond que selon la politique actuelle, la CDA ne sollicitera pas d'investisseurs importants pour couvrir des hectares de terres, qui pourraient potentiellement être destinés à une autre utilisation.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que dans le cadre des objectifs nationaux réaffirmés dans la délibération n°CC\_2020\_218 du 17/11/2020 sur la mise en œuvre d'une politique-cadre de développement des énergies renouvelables et locales sur le territoire, les élus ont exprimé leur volonté d'aller vers un mix énergétique diversifié. Pour ce faire, l'agglomération de Saintes est en train de réfléchir à l'installation de petits parcs photovoltaïques au sol sur terrains dégradés en collaboration avec la société ENERCOOP Nouvelle Aquitaine. Afin de financer une partie du projet, la CDA de Saintes envisage de prendre des participations au capital de la société de projet qui serait créée pour développer le projet.*

*La loi du 17 août 2015 a modifié l'article L. 2253-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) pour permettre aux communes et à leurs groupements de participer, sous certaines conditions, au capital de SA ou SAS ayant pour objet la production d'énergie renouvelable. Toutefois, dans le cas d'une SCIC, il convient de rappeler que l'article 19 septies de la loi du 10 septembre 1947 autorise les collectivités et*

leurs groupements à prendre des participations au capital de SCIC à la condition toutefois, d'une part, de disposer d'une compétence en lien avec l'objet social de la SCIC et, d'autre part, que leur participation totale n'excède pas 50 % du capital de la SCIC.

La compétence dont il s'agit découle des dispositions de l'article L. 2224-32 du CGCT. Cette compétence ne relève pas des compétences transférées de plein droit à un EPCI à fiscalité propre. Aussi, la CDA de Saintes est dans l'obligation de prendre la compétence en matière d'énergie renouvelable si elle souhaite entrer au capital de la société de projet qui sera créée. Toutefois, s'agissant d'une compétence transférée à titre supplémentaire, l'article L. 5211-17 du CGCT prévoit que les communes peuvent transférer en tout ou partie, certaines de leur compétence. Ainsi, il est proposé de ne transférer la compétence que pour le développement de la production énergie photovoltaïque au sol afin de laisser aux communes la possibilité d'investir sur des projets d'énergie renouvelable plus modestes comme du solaire en toiture.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.5216-5 et L.5211-17,

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et notamment son article 1 qui précise l'objectif de porter la part des énergies renouvelables à 32 % de la consommation finale brute d'énergie en 2030 ; à cette date, pour parvenir à cet objectif, les énergies renouvelables doivent représenter 40 % de la production d'électricité,

Vu la loi n°2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat et notamment son article 1 qui précise l'objectif de réduction nationale de 40 % de la consommation d'énergies fossiles d'ici 2030,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, II, 1), relatif à la « protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie »,

Vu la délibération n°CC\_2020\_218 du Conseil Communautaire en date du 17 novembre 2020 qui précise la mise en œuvre du développement des énergies renouvelables sur le territoire de la CDA de Saintes,

Vu la délibération n°CC\_2021\_58 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2021 qui approuve le lancement de la démarche du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET),

Considérant que la CDA de Saintes doit mettre en œuvre une politique de promotion et de développement des énergies renouvelables et locales sur son territoire pour répondre aux objectifs nationaux mais aussi pour rendre le territoire moins dépendant aux énergies fossiles, pour diminuer ses émissions de gaz à effet de serre et pour réduire la facture énergétique du territoire.

Considérant que la CDA de Saintes veut augmenter sa production d'énergie électrique renouvelable sur le territoire en développant les petits parcs photovoltaïques au sol sur des terrains non exploitables et devenus des friches, tout en restant majoritaire dans la gouvernance des projets afin de pouvoir en maîtriser toutes les étapes.

Considérant que la présente délibération consiste ainsi à proposer une modification des statuts de la CDA de Saintes au niveau de ses compétences facultatives afin de lui permettre de promouvoir les énergies renouvelables sur son territoire et notamment participer à des sociétés de projets dont l'objet est le développement de centrales photovoltaïques au sol.

Considérant qu'il est proposé la rédaction suivante :

#### Article 6 III-COMPETENCE FACULTATIVES

##### Ajout du point 9°)

« 9°) Promotion des énergies renouvelables sur le territoire : participation à des sociétés de projets dont l'objet est le développement de centrales photovoltaïques au sol ».

Considérant que pour être effective, la modification statutaire doit être approuvée dans les termes arrêtés à l'article L.5211-17 du CGCT : « Ces transferts sont décidés par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable ».

Considérant que les conditions de majorité requise ci-dessus correspondent pour la CDA aux 2/3 des conseils municipaux représentant la majorité de la population ou la moitié des conseils municipaux représentant les 2/3 de la population, cette majorité doit nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée, soit le conseil municipal de Saintes,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** la proposition de modification des statuts de la CDA de Saintes telle qu'elle figure dans la présente délibération.
- **d'autoriser** le Président ou son représentant en charge de la transition écologique, à notifier cette proposition de modification à chacune des communes membres de la CDA De Saintes pour une prise d'effet au 1<sup>er</sup> octobre 2022.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

**ADOpte** à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstention (M. Alain MARGAT et Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

#### **FINANCES**

\*\*\*\*\*

#### **2022-120. Budget annexe Régie des déchets - Décision modificative n° 1**

Monsieur Jérôme GARDELLE explique que des compléments de financements sont nécessaires à la suite de la réception d'annulations de factures gérées par la trésorerie. Une somme de 50 000 euros doit être financée afin de compenser ces annulations de factures. Ainsi, en fonctionnement, 32 000 euros vont être repris sur les réserves, et 18 000 euros correspondent à des non-dépenses attendues sur la partie location de polybenne pour la période estivale. En investissement, l'achat d'un véhicule à motorisation électrique était prévu. Compte tenu du type de véhicule souhaité, il ne sera pas possible de bénéficier de la prime de l'État à l'achat. Il est nécessaire d'avancer le financement, pour ensuite récupérer la prime. Le chapitre investissement doit être complété de 10 000 euros, qui seront remboursés à l'issue de l'opération.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

Le rapporteur expose que les décisions modificatives sont des documents budgétaires qui permettent d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées, soit le fonctionnement et l'investissement.

**Concernant la section de fonctionnement**, la part fixe de la Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères (REOM) étant facturée à terme à échoir (facture émise au cours du semestre concerné), les changements de situation des usagers (emménagement/déménagement) entraînent des annulations et des réémissions de factures.

Lorsque ces annulations ont lieu en cours d'exercice, leur montant est déduit des recettes. En revanche, quand une annulation est faite sur un exercice antérieur, elle est imputée sur un compte de dépense (compte 673 - Titres annulés (sur exercices antérieurs)).

Les dépenses de ce compte sont très variables et s'élevaient, sur les 4 derniers exercices, entre 75 000 € et 150 000 €. En raison de l'amélioration de la base de données de redevance, il était prévu une diminution de ces crédits et il a été budgété 70 000 € au BP 2022.

Compte tenu des opérations déjà réalisées, il convient de rajouter la somme de 50 000 €.

**Au niveau de la section d'investissement**, il a été budgété 30 000 € pour l'achat d'un véhicule de service électrique en remplacement d'un vieux véhicule.

Compte tenu de la catégorie du véhicule à commander (de type ludospace) et du versement à posteriori de la prime à la conversion pour la destruction d'un vieux qui ne peut donc être déduite du prix du véhicule neuf à la commande, ce montant doit être augmenté.

**En raison de dépenses nécessaires supérieures à celles prévues lors du budget primitif, il est donc nécessaire d'ajuster les crédits du Budget Annexe Régie des déchets comme présenté dans le rapport ci-dessous exposé :**

### **SECTION DE FONCTIONNEMENT**

**La section de fonctionnement s'équilibre à 0 €.**

**Les dépenses sont les suivantes :**

- Charges exceptionnelles (chap. 67) : + 50 000 € pour les titres annulés sur exercices antérieurs,
- Charges à caractère général (chap. 011) : - 18 000 € pour les locations mobilières et en raison de la diminution de la durée de location de camion polybenne initialement prévue,
- Dépenses imprévues (chap. 022) : - 32 000 € en diminution de la réserve pour équilibrer la section de fonctionnement.

### **SECTION D'INVESTISSEMENT**

**La section d'investissement s'équilibre à 0 €.**

**1. Les dépenses prennent en compte :**

- Opération n° 33 « acquisition matériel de transport » : + 10 000 € pour l'achat d'un véhicule de service électrique,
- La diminution de la réserve sur le chapitre « immobilisations corporelles » (chap. 21) pour un montant de - 10 000,00 € pour équilibrer la section d'investissement.

**Après avoir entendu le rapporteur,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1612-11,**

**Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M4,**

**Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 7°), « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »,**

**Vu la délibération n°CC\_2022\_28 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022, approuvant le compte administratif 2021 du Budget Annexe Régie des déchets,**

**Vu la délibération n°CC\_2022\_40 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022 portant affectation des résultats de l'exercice 2021 du Budget Annexe Régie des déchets,**

**Vu la délibération n°CC\_2022\_42 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022 adoptant le budget primitif 2022 du Budget Annexe Régie des déchets,**

**Vu l'avis favorable du Conseil d'exploitation de la Régie des déchets en date du 17 mai 2022,**

**Considérant la présentation du rapport exposé en préambule,**

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'adopter** la décision modificative n°1 du Budget Annexe de la Régie des déchets pour l'exercice 2022, telle que détaillée ci-dessus, par chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou par opération pour la section d'investissement conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,**

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **2022-121. Budget Annexe - Transports Urbains et Mobilités - Décision Modificative n° 1 - Exercice 2022**

Monsieur Philippe DELHOUME rappelle que la délégation s'arrête en juillet 2024, et qu'une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage est nécessaire pour relancer une DSP. Afin d'être en règle au niveau de la DSP, la somme globale doit figurer. Cette somme est de 45 000 euros. Une modification budgétaire est donc nécessaire afin de pouvoir lancer l'AMO.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE remarque que le jeu d'écritures enlève 45 000 euros du schéma directeur cyclable. Elle demande si cela signifie que ces travaux ne seront pas effectués.

Monsieur Philippe DELHOUME précise qu'il s'agit de travaux qui ne pourront pas être réalisés en 2022, et qui sont reportés en 2023.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur expose que les décisions modificatives sont des documents budgétaires qui permettent d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées, soit le fonctionnement et l'investissement.*

*Pour l'investissement, l'ajustement des dépenses concerne l'augmentation des frais d'études pour l'Assistance de Maîtrise d'ouvrage (AMO) de renouvellement de la Concession de Service Public (CSP) du transport des personnes, soit 45 000 € de crédits supplémentaires sur l'article 2031 du budget annexe du Transports Urbains et Mobilités.*

*Pour équilibrer l'opération, 45 000 € seront prélevés à l'article 2145 du budget en question dans la mesure où les travaux du schéma directeur cyclable prévus à cet article ne sont pas encore effectifs.*

**Après en avoir entendu le rapporteur,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,**

**Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M43,**

**Vu la délibération n°CC\_2022\_29 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022 approuvant le compte administratif 2021 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilités,**

**Vu la délibération n°CC\_2022\_43 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022 portant affectation des résultats de l'exercice 2021 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilités,**

**Vu la délibération n°CC\_2022\_44 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022 adoptant le budget primitif 2022 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilités,**

**Considérant l'avis favorable de la conférence des maires du 24 mai 2022,**

**Le rapport ci-dessous expose les motifs,**

SECTION D'INVESTISSEMENT			
DEPENSES			
CHAPITRE	NATURE	MONTANT	COMMENTAIRES
20 - Immobilisations incorporelles	2031 - Frais d'études	+ 45 000 €	AMO de renouvellement de la Concession de Service Public (CSP) pour l'exploitation du réseau de transports
21 - Immobilisations corporelles	2145 - Constructions sur sol d'autrui	- 45 000 €	Travaux du schéma directeur cyclable
TOTAL		0 €	

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'adopter** la décision modificative n°1 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilités pour l'exercice 2022, par chapitre ou par opération pour la section d'investissement conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

**ADOpte** à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

**2022-122. Avenant n°3 à la convention de financement et de gestion des participations financières pour la réalisation des travaux prescrits par le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) BUTAGAZ Le Douhet**

Monsieur Philippe CALLAUD donne lecture d'extraits de la délibération.

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

Le rapporteur rappelle que, par délibération du 24 mai 2018, le Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération de Saintes a autorisé la signature d'une convention de financement et de gestion des participations financières pour la réalisation des travaux prescrits par le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT), pour l'établissement BUTAGAZ situé sur la commune de Le Douhet.

Cette convention signée le 3 décembre 2018 a été modifiée par avenant n°1 du 16 juin 2020 suite à la délibération n°2020-75 du Conseil Communautaire du 5 mars 2020, puis par avenant n°2 du 1<sup>er</sup> juin 2021 suite à la délibération n°CC\_2021\_70 du Conseil Communautaire du 27 avril 2021, et arrivera à échéance le 31 décembre 2022.

Pour rappel, cette convention est établie entre l'exploitant la société Butagaz, l'État, la Région, le Département et la CDA de Saintes.

Elle organise un plan de financement qui doit permettre à 33 propriétaires concernés de faire des travaux de protection préventifs plafonnés à 20 000 €/habitation.

Suite aux diagnostics des logements concernés par des prescriptions de travaux obligatoires et éligibles au financement, le montant global des travaux a été estimé à un maximum de 550.000 € TTC, réparti comme suit :

- 40% par l'État en aides indirectes octroyées aux bénéficiaires via un crédit d'impôt représentant 220 000 € TTC,
- 30 % par Butagaz représentant 165 000 € TTC,
- les 30% restants sont partagés entre la CDA à hauteur de 88.56% représentant 146 124 € TTC, le Département pour 7.55%, soit 12 457,50 € TTC, et la Région pour 3.89% représentant 6 418,50 € TTC.

La contribution de la CDA, du Département et de la Région est répartie au prorata de la part de la Contribution Économique Territoriale (CET) qu'ils perçoivent de l'exploitant des installations à l'origine du risque au titre de l'année 2011, date d'approbation du PPRT.

En outre, la Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, a modifié l'article L. 515-19 du code de l'environnement qui fixe les modalités de financement des dépenses associées à la réalisation des travaux prescrits par les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT). La modification apportée vise à mettre en cohérence les mesures prévues à l'article 200 quater A 1 bis du code général des impôts avec celles prévues par l'article L. 515-19 du code de l'environnement. Aussi, l'article L. 515-19 modifié dispose que les personnes physiques et contribuables, c'est-à-dire toute personne au sens large soumise à l'impôt sur les revenus, bénéficient des participations directes (industriel et collectivités) au financement des diagnostics et travaux de protection prescrits par les PPRT, sous réserve que ces dépenses aient été payées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024 lorsque le plan a été approuvé avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016, ce qui est le cas du PPRT de Le Douhet.

Compte-tenu de cette modification des conditions d'éligibilité au financement, il est proposé de prolonger



*d'un an la durée de ladite convention modifiée de financement et de gestion des participations financières pour la réalisation des travaux prescrits par le PPRT BUTAGAZ Le Douhet, ceci afin de permettre la réalisation potentielle des chantiers sur deux logements appartenant à une Société Civile Immobilière imposable au titre des revenus présents dans le périmètre des travaux obligatoires du PPRT de Le Douhet.*

*L'annexe 2 de la convention qui liste les logements concernés par l'obligation de travaux est, par ailleurs, modifiée afin de corriger les adresses de ces logements.*

*À noter que l'enveloppe financière globale de l'opération reste toutefois inchangée.*

*Il est ainsi proposé d'approuver les termes de l'avenant n° 3 ci-joint.*

**Après avoir entendu le rapporteur,**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 515-15 à L. 515-25 et R. 515-39 à R. 515-50,*

*Vu la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT),*

*Vu la Loi de Finances 2021 promulguée le 29 décembre 2020 officialisant en son article 117 la prolongation des dispositions du crédit d'impôt PPRT jusqu'au 31 décembre 2023 et le report de l'échéance de réalisation des travaux pour les PPRT approuvés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 1<sup>er</sup> janvier 2024,*

*Vu la Loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets a modifié l'article L515-19 du code de l'environnement qui fixe les modalités de financement des dépenses associées à la réalisation des travaux prescrits par les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT),*

*Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2011 approuvant le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) pour l'établissement Butagaz situé sur la commune de Le Douhet,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes, annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,*

*Vu la délibération n°2018-95 du Conseil Communautaire en date du 24 mai 2018 autorisant la signature de la convention de financement et de gestion des participations financières pour la réalisation des travaux prescrits par le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) Butagaz le Douhet,*

*Vu la convention de financement et de gestion des participations financières conclue,*

*Vu la délibération n°2020-75 du Conseil Communautaire en date du 5 mars 2020 autorisant la signature d'un avenant n°1 à la convention de financement et de gestion des participations financières pour la réalisation des travaux prescrits par le PPRT Butagaz Le Douhet,*

*Vu l'avenant n°1 à la convention de financement et de gestion des participations financières conclu,*

*Vu la délibération n°CC\_2021\_70 du Conseil Communautaire en date du 27 avril 2021 autorisant la signature d'un avenant n°2 à la convention de financement et de gestion des participations financières pour la réalisation des travaux prescrits par le PPRT Butagaz Le Douhet,*

*Vu l'avenant n°2 à la convention de financement et de gestion des participations financières conclu,*

*Considérant la nécessité de prolonger, jusqu'au 31 décembre 2023, la convention de financement et de gestion des participations financières, afin de permettre la réalisation potentielle des chantiers sur deux logements appartenant à une Société Civile Immobilière imposable au titre des revenus présents dans le périmètre des travaux obligatoires du PPRT de Le Douhet,*

*Considérant qu'il y a donc lieu de modifier les articles 2.2 et 9 de la convention modifiée de financement et de gestion,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver les termes de l'avenant n°3 ci-joint à la convention modifiée de financement et de gestion**

des participations financières pour la réalisation des travaux prescrits par le PPRT Butagaz Le Douhet.

- **d'autoriser** le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer l'avenant n°3 ci-joint.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **RESSOURCES HUMAINES**

\*\*\*\*\*

### **2022-123. Création d'un Comité Social Territorial Local**

Madame Marie-Line CHEMINADE précise que la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 prévoit la fusion des deux instances que sont actuellement le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail. Ces deux instances seront regroupées à la suite des élections professionnelles de la fin de l'année, qui auront lieu le jeudi 8 décembre. Le nombre de personnes qui représenteront la collectivité ainsi que celles qui représenteront le personnel de la collectivité doit être voté. Ce nombre est fonction de l'effectif au 1<sup>er</sup> janvier 2022. La CDA comptait alors 706 agents, ce qui permet de fixer le nombre des représentants entre 4 et 6. Il est proposé de fixer un nombre de 6 représentants titulaires et 6 suppléants pour les représentants du personnel et pour les représentants de la collectivité.

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

Le rapporteur rappelle que les comités techniques sont en pleine évolution suite à l'adoption de la loi de transformation de la fonction publique. En effet, l'article 4 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a modifié l'article 32 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 (codifiée dans le Code général de la Fonction Publique) et prévoit la fusion des comités techniques et des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, à l'issue du prochain renouvellement général des instances de dialogue social dans la fonction publique, au sein d'une nouvelle instance dénommée « Comité social territorial ». Jusqu'à cette date, fixée en décembre 2022, les comités techniques et les CHSCT continuent à fonctionner.

Le seuil de création de cette instance est de 50 agents titulaires, stagiaires, contractuels de droit public. Ce seuil est apprécié au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, les effectifs de fonctionnaires titulaires, fonctionnaires stagiaires, agents contractuels de droit public et agents contractuels de droit privé, comptabilisés dans le respect des conditions prévues par les articles 4 et 31 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021 précité sont de : 706 agents dont 123 hommes et 583 femmes. En conséquence, la CDA de Saintes est soumise à la réglementation (code général de la fonction publique et par le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021) s'agissant de la constitution dudit CST.

Au regard du nombre d'agents qui composent la CDA et qui peuvent être pris en compte (électeurs), le nombre de représentants du personnel est fixé à 4 au minimum et à 6 au maximum.

Aussi, il est proposé, par la présente délibération :

de fixer à 6 le nombre de représentants titulaires du personnel au comité social territorial et, en nombre égal le nombre de représentants suppléants,  
et de fixer à 6 le nombre de représentants de l'établissement et, en nombre égal le nombre de représentants suppléants.

Par ailleurs, conformément à l'article 32-1 de la loi 84-53 codifiée dans le Code Général de la Fonction Publique, à compter de la même date, dans les collectivités territoriales et les établissements publics employant au moins 200 agents, une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail sera instituée au sein du CST (en lieu et place de l'actuel CHSCT).

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

*Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L. 251-5 et L. 251-6,*

*Vu le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,*

*Considérant qu'en application de la législation, les collectivités territoriales et établissements publics employant au moins 50 agents sont dotés d'un comité social territorial. En deçà de ce seuil, les collectivités territoriales et établissements publics relèvent du ressort du comité social territorial placé auprès du Centre de gestion.*

*Considérant qu'il convient ainsi de mettre en place de manière obligatoire un comité social territorial au sein de la Communauté d'Agglomération de Saintes,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **de créer un comité social territorial** dans les conditions énoncées par le code général de la fonction publique et par le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 précité.
- **d'informer** Monsieur le Président du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Charente-Maritime de la création de ce comité social territorial et de transmettre la délibération portant création du comité social territorial.
- **de fixer le nombre de représentants titulaires du personnel au comité social territorial à 6 et, en nombre égal le nombre de représentants suppléants.**
- **de fixer le nombre de représentants de l'établissement au comité social territorial, égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants, soit 6 membres titulaires et 6 membres suppléants.**
- **de décider le recueil de l'avis des représentants de l'établissement au Comité social territorial.**
- **d'instituer une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail au sein du comité social territorial.**
- **de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

**ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :**

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

#### **2022-124. Modification du tableau des effectifs**

Madame Marie-Line CHEMINADE indique qu'il s'agit de prendre en compte les différents mouvements.

Au niveau de la direction Éducation, Enfance et Jeunesse, il s'agit de créer des grades d'adjoint d'animation, d'ATSEM principal deuxième classe, de permettre la réintégration d'un agent à la suite d'une disponibilité, et de créer un poste d'auxiliaire de puéricultrice.

Pour ce qui est du service direction Aménagement et Développement Durable, il s'agit de permettre la création d'un poste d'animateur de plateforme de rénovation et conseiller énergie. Afin d'anticiper les promotions internes qui seront proposées aux agents de la collectivité, un poste d'ingénieur territorial, un poste de technicien territorial, un poste d'agent de maîtrise ainsi qu'un poste d'agent de maîtrise à temps complet seront créés.

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle que le tableau des effectifs constitue la liste des emplois ouverts budgétairement pourvus ou non, classés par filières, cadres d'emplois et grades et distingués par une durée hebdomadaire de travail déterminée en fonction des besoins du service.*

Les agents concernés sont les agents titulaires occupant un emploi permanent à temps complet et à temps non complet ainsi que les agents non titulaires occupant un emploi permanent à temps complet et à temps non complet.

Conformément au Code général de la fonction publique, aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent pas.

Considérant les besoins de la Direction Education, Enfance, Jeunesse,

Considérant la demande de changement de cadre d'emplois d'un agent afin de mettre en adéquation ses missions avec son grade,

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement d'assistant ludothécaire, l'agent retenu sera recruté sur le grade d'adjoint d'animation,

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement d'agent d'accompagnement en crèche, l'agent retenu sera recruté sur le grade d'agent social,

Considérant la réussite au concours d'ATSEM principal de 2<sup>ème</sup> classe de deux agents de la Direction,

Considérant la demande de réintégration d'un agent suite à disponibilité,

Considérant la nécessité de créer, au sein d'une des structures de la Petite Enfance et afin de respecter les normes d'encadrement, un poste d'auxiliaire de puériculture à temps non complet à raison de 31 heures par semaine, poste de catégorie B, filière médico-sociale, cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture,

Considérant les besoins de la Direction aménagement et développement durable du territoire,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes a répondu à l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) Plateformes de la rénovation Energétique lancé par la Région Nouvelle Aquitaine,

Considérant qu'un poste d'animateur de la plateforme de rénovation/conseiller énergie a été créé pour mener à bien ce projet, sur le grade de technicien, alors que les missions relèvent davantage du grade de technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe,

Considérant qu'il s'avère nécessaire, compte tenu de l'importance du projet de rénovation énergétique, de créer un second poste à temps complet d'animateur de la plateforme de rénovation/conseiller énergie relevant de la catégorie B, filière technique, cadre d'emplois des techniciens territoriaux,

Considérant, si les démarches de recrutement par voie statutaire s'avéraient infructueuses, qu'il conviendrait de faire appel à un agent contractuel pour ce poste, en application de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique, selon les modalités suivantes :

- - Application de l'article L.332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique,
- - Travail à temps complet
- - Date d'effet du contrat : dans les meilleurs délais
- - Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans dans les conditions de l'article L. 332-9 du Code Général de la Fonction Publique
- - Rémunération : dans la limite du 10<sup>ème</sup> échelon de la grille indiciaire applicable au grade retenu,
- - Régime indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

Considérant que ce mouvement de personnel équivaut à la création nette d'un poste,

Promotions internes (budget principal et budget annexe Régie des déchets)

Considérant que la Communauté d'Agglomération va soumettre des dossiers d'avancement par voie de promotion interne au Centre de gestion départemental pour les grades d'ingénieur, de technicien et d'agent de maîtrise,

Considérant que dans l'hypothèse où tous les dossiers présentés sont retenus par le Centre de gestion et pour permettre des nominations sur l'année 2022, il convient de modifier le tableau des effectifs comme suit :

- Création d'un poste d'ingénieur territorial à temps complet
- Création d'un poste de technicien territorial à temps complet (budget annexe Régie des déchets)
- Création d'un poste d'agent de maîtrise à temps complet
- Création d'un poste d'agent de maîtrise à temps non complet à raison de 30 heures par semaine

Considérant que les grades occupés par les agents qui bénéficieront effectivement d'une promotion seront supprimés du tableau des effectifs, au terme de la période de stage réglementaire, conformément aux statuts particuliers en vigueur,

Considérant qu'afin de prendre en compte tous ces mouvements de personnel, il convient de modifier le tableau des effectifs comme suit :

Budget principal

GRADES	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	+ 1 TC	
Aide-soignante de classe supérieure		- 1 TC
Adjoint d'animation	+ 1 TNC (15h)	
Emploi de catégorie C - cadres d'emplois des adjoints d'animation		- 1 TNC (15h)
Agent social	+ 1 TC	
Emploi de catégorie C		- 1 TC
Adjoint technique	+ 1 TNC (17h30)	
Adjoint technique		- 1 TNC (33h)
ATSEM principal de 2 <sup>ème</sup> classe	+ 2 TC	
ATSEM principal de 2 <sup>ème</sup> classe		- 1 TNC (30h)
Emploi de catégorie B - cadres d'emplois des auxiliaires de puériculture	+ 1 TNC (31h)	
Technicien principal de 2 <sup>ème</sup> classe	+1 TC	
Technicien		- 1 TC
Emploi de catégorie B - cadres d'emplois des techniciens territoriaux	+1 TC	
Ingénieur	+ 1 TC	
Agent de maîtrise	+ 1 TC	
Agent de maîtrise	+ 1 TNC (30h)	

Budget annexe Régie des déchets

GRADE	CREATION	SUPPRESSION
Technicien	+ 1 TC	

Après avis du comité technique du 20 mai 2022 et compte tenu des besoins susvisés des services de l'établissement, il est proposé de modifier le tableau des effectifs,

**Après avoir entendu le rapporteur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,

Vu l'avis du Comité technique du 20 mai 2022,

Considérant les crédits prévus au budget 2022, chapitre 012,

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

- **d'approuver** les éléments de modification mentionnés ci-avant.

- **de procéder** à la modification du tableau des effectifs du Budget Principal et du Budget Annexe Régie des déchets ci-annexés, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, à l'Administration générale à signer tout document afférent à la présente délibération conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

*ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :*

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

## **2022-125. Plan d'action en matière d'égalité professionnelle femmes-hommes**

Madame Marie-Line CHEMINADE indique qu'il s'agit de proposer un plan d'action en matière d'égalité professionnelle. La loi du 6 août 2019 impose en effet de proposer un plan d'action sur trois ans, autour de quatre axes :

- Progresser tout au long de son parcours professionnel
- Faciliter l'articulation des temps de vie professionnelle et personnelle
- Lutter contre les discriminations et violences faites aux agents sur leur lieu de travail
- Encourager et soutenir les initiatives en faveur de l'égalité au sein de l'ensemble de l'établissement

Les documents joints présentent une liste d'actions, dont certaines ont déjà été mises en œuvre, comme le télétravail, la mixité des jurys ou l'information aux agents des conséquences du temps partiel sur la retraite.

En l'absence de question, le Président soumet la délibération au vote.

\*\*\*\*\*

*Le rapporteur rappelle qu'en dépit des nombreuses dispositions constitutionnelles, législatives et réglementaires posant le principe de l'égalité femmes - hommes et en particulier du point de vue professionnel, des inégalités persistent.*

*Les derniers textes adoptés en la matière ont pour objectif de passer de l'égalité théorique à l'égalité réelle.*

*Ainsi, plusieurs dispositions de la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes impactent les collectivités locales et établissements publics.*

*Par ailleurs, d'autres textes comme la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, sont venus compléter le dispositif en imposant la formalisation d'un plan d'action pluriannuel relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.*

*Ce plan d'actions est prévu pour une période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2024, soit une période de 3 ans.*

*Il est structuré autour des axes suivants :*

- Progresser tout au long de son parcours professionnel
- Faciliter l'articulation des temps de vie professionnels et personnels
- Lutter contre toutes les discriminations et toutes les violences faites aux agents sur leurs lieux de travail
- Encourager et soutenir les initiatives en faveur de l'égalité au sein de l'ensemble de l'établissement

***Après avoir entendu le rapporteur,***

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu le Code Général de la Fonction Publique,*

*Vu la loi 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et notamment l'article 80,*

*Vu le décret 2020-528 du 4 mai 2020 définissant les modalités d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'action relatifs à l'égalité professionnelle dans la fonction publique,*

*Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,*

*Vu l'avis du Comité technique du 1er avril 2022,*

**Il est proposé au Conseil Communautaire :**

**- de prendre acte du Plan d'action d'égalité professionnelle 2022-2024 ci-joint présenté par la Vice-Présidente en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, et de l'Administration générale.**

*Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,*

**ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :**

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

\*\*\*\*\*

### **QUESTIONS DIVERSES**

Monsieur David MUSSEAU souhaite revenir sur la délibération portant sur le Budget Annexe Transports Urbains et Mobilités - Décision Modificative n°1 - Exercice 2022 au sujet du budget de moins de 45 000€.

Monsieur le Président répond qu'il s'agissait de pouvoir payer la maîtrise d'ouvrage pour la DSP. La somme prévue n'était pas suffisante, les crédits ont donc été augmentés, la somme a été prise sur le budget construction de schéma cyclable, il n'était pas possible de tout faire en 2022, mais ce sera fait en 2023

Monsieur David MUSSEAU souhaite que sa commune soit intégrée au schéma directeur cyclable. Elle dispose d'une piste cyclable en bordure de départementale, qui souffre d'un mauvais entretien. Il aurait aimé que la commune de Rouffiac soit intégrée à ce projet de réfection des pistes.

Monsieur le Président explique que la décision d'intégrer le schéma cyclable dans les compétences de l'Agglomération devait d'abord être prise. Chaque conseil municipal devra ensuite faire de même.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS souligne que Monsieur Gérard PERRIN a récemment reçu les honneurs pour l'inauguration de sa borne de recharge. Il souhaite faire de même, mais est confronté à des blocages au niveau de la DGFIP, et se demande comment récupérer l'argent au niveau de la comptabilité communale.

Monsieur Gérard PERRIN déclare que la borne ne fonctionne que très peu. Il convient de la faire connaître, cependant apparemment elle servira davantage aux VAE qu'aux véhicules, elle permet simplement d'effectuer quelques kilomètres. Elle n'a pas été utilisée depuis l'inauguration. Le point de la comptabilité a été vu avec le responsable de la société, qui n'a pas été en mesure d'apporter une réponse claire.

Monsieur le Président suggère d'interroger la DGFIP.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS observe que les utilisateurs vont payer via l'appli, et se demande comment la commune récupère la somme.

Monsieur Gérard PERRIN précise que la société la restitue à la commune. Elle apporte une aide quant au calcul du kw/h, qui est précisé au niveau de la convention.

Monsieur le Président déclare que le prochain conseil communautaire aura lieu le mercredi 6 juillet à Saint-Georges-des-Coteaux.

La séance est levée à 20h40.

Le Secrétaire,